



COMMERCE
de
L E T T R E S
entre deux Amis
De Sentimens differens, au sujet
de la Diete d'Election, & des
Proclamations
de
Stanislas Leszczinsky,
& de
l'Electeur de Saxe.

M DCC XXXIV.

Avis au Lecteur.

I. **D**Eux Amis dans une Cour voisine de la Pologne, ayant été de sentiment différent, au sujet des affaires présentes de ce Royaume, & s'étant avisés de s'en expliquer par plusieurs Billets & Lettres, que le hazard a fait tomber entre les mains d'un Libraire curieux, celui ci a cru faire plaisir au Public de l'en régaler.

II. Il seroit superflu de faire remarquer au Lecteur, que ces deux Amis ne sont pas François. Cela se voit assez par leur stile. Il eut été facile de le rendre plus correct: mais de peur d'altérer les pensées des Auteurs, en touchant à leurs Expressions, on a mieux aimé les laisser telles qu'elles ont été copiées après les Originaux; d'autant plus qu'il saute aux yeux, que le but de ces Messieurs n'a pas été d'écrire des pièces d'Eloquence, mais des Réflexions politiques.

III. Il y a apparence que leur intention, en s'entre communiquant confidemment ces Réflexions, n'a pas été non plus d'en abbreuver le Public; & c'est ce qui oblige le libraire à leur demander pardon, de les avoir publiées à leur insçu. Elles lui ont paru si intéressantes,

tes, qu'il s'est fait une espèce de conscience d'en frustrer la curiosité des Lecteurs, & elles lui semblent d'un si bon débit, qu'il a lieu d'espérer, qu'elles lui vaudront un petit renfort de Ducats, dont il a grand besoin pour le soutien de sa famille, & que les deux Amis seront apparemment trop genereux pour lui envier.

IV. Le Lecteur est prié de remarquer par la différence des Dates, que tous ces Billets & les reponses qui y sont faites, sont originaiement autant de pieces detachées. Le Dessein des Auteurs n'ayant pas été sans doute, d'en faire un ouvrage suivi, il est à présumer qu'ils y ont travaillé par morceaux, suivant les nouvelles qu'ils ont reçues, & suivant les decouvertes qu'ils ont faites, en etudiant la matière, qui a fait l'objet de leur correspondance. Cela se voit sur tout par plusieurs repetitions, & par l'Exposition differente des memes Faits, qu'il a plu à l'Auteur des Réponses de rapporter. Aussi dit-il lui même dans un endroit, qu'il venoit de lire certains Mémoires, qui lui avoient été inconnus dans le tems de ses premières repliques, & qu'il y a trouvé de quoi rectifier quelques unes de ses premieres idées.

V. Le Lecteur remarquera d'ailleurs, s'il lui plaît, que tout ce Commerce de Lettres n'em-
brasse,

brasse, que ce qui s'est passé en Pologne jusqu'au 5. Octobre 1733. quoique la pièce K. qui se trouve à la fin de cet ouvrage, n'ait été publiée qu'au commencement de 1734. Il y a apparence qu'elle a été faite d'abord après la Proclamation d'Auguste III. & que l'Auteur des Réponses l'avoit vuë, avant qu'on ait trouvé à propos de la publier.

VI. Il est aussi nécessaire de faire remarquer au Lecteur, que les trois Billets, contenus dans ce petit Volume, ne semblent pas avoir été écrits directement à l'Auteur des réponses; mais à un Ami commun, qui étoit apparemment quelque General d'Armée, au quel l'Ami répondant adressoit ses réponses, croyant n'avoir à faire qu'à lui. Le premier paroît surtout, par le tour des deux derniers Billets, & le reste par celui des Réponses.

VII. On a encore un avis à donner à ceux des Lecteurs, dont la délicatesse pourroit se trouver scandalisée, de ce qu'on a fait entrer des Vers dans un sujet aussi grave, que l'est celui, qui est traité dans cet ouvrage, & de ce qu'on les a tous mis sous le nom du fameux Voltaire. Voici ce qui a donné occasion à l'un & à l'autre.

Les onze premiers Vers de ce petit Poëme avoient été envoyez de la Haye, comme une

production de Voltaire, à un Ami commun de nos deux Correspondans. Celui ci les communiqua à l'Auteur des Réponses, qui les lui renvoya au bout de quelques heures, après y avoir ajouté les sept derniers, & lui manda dans un billet badin, qu'il en avoit reçu un Exemplaire différent, qu'il vouloit bien lui communiquer à son tour. L'Ami commun ayant trouvé cette rispoite assez ingénieuse, quoique peut-être un peu trop burlesque, communiqua le tout à l'Auteur des Billets, en lui envoyant en meme tems l'Exemplaire retouché de la Réponse du 28. Sept. C'est ce qui a donné occasion au Ministre indifférent de dire dans son III. Billet, qu'il trouvoit les vers plus jolis, que la Prose.

VIII. On convient finalement, qu'il eut été de meilleure grace de communiquer ce commerce de lettres au public, dès l'année passée: Mais les Auteurs, comme il a été remarqué, ne les ayant pas écrits dans l'intention de les publier, & le hazard ne les ayant fait tomber entre les mains de l'editeur, que plusieurs Mois après, il n'y a pas de la faute de celui-cy, que les Lecteurs curieux ayent été frustrés si long tems de cete lecture.

Bil-



Billet

D'un Ministre indifferent, à un de Scs Amis,
au sujet de la Proclamation de Stanis-
las, le 26. Sept. 1733.

ON dit que les Russiens sont arrivez à Varsovie,
& que Stanislas en est decampé. Apparem-
ment les Anti-Stanislaites en viendront à
une nouvelle Election, & Stanislas sera de-
troné pour la seconde fois, par la force des armes. Vous
verrez que la plus grande partie de l'Europe se recriera
contre l'injustice qu'on lui fait, & à vous parler franche-
ment, j'ai moi même quelque scrupule de conscience là
dessus. On ne sauroit nier, que Stanislas n'ait été élu par
ceux qui se sont trouvez dans l'endroit destiné à l'Election
d'un Roi, & que la plupart des Senateurs & des Palatinats
ne l'ayent proclamé unanimement. Si les contredisans
avoient

avoient protesté dans le Champ d'Élection, on pourroit dire qu'ils auroient raison. Mais s'étant retirez à l'autre bord de la Rivière, & n'ayant osé ouvrir la bouche, avant l'approche des Troupes Russiennes, je crois que cela n'est pas dans l'ordre. Car si, à l'heure qu'il est, ils proclament un autre Candidat, quoique les Stanislaïstes soient plus forts qu'eux de dix contr'un, & qu'ils les obligent à reconnoître celui que le plus petit nombre aura nommé, *Ubi est Liberum Veto?* Que deviendra la liberté des Voix? Le bon Dieu veuille, que nous défendions mieux notre cause par l'épée, que nous ne l'avons défendue jusqu'ici par la plume.

Réponse

au Billet précédent, le 28. Sept. 1733.

JE ne vous reconnois plus, cher Ami, dans le Billet que vous venez de m'écrire. Je ne fais quel scrupule vous vous faites, sur la prétendue injustice d'une nouvelle Élection, à laquelle les Polonois, qui se sont retirez au de la de la Vistule, pourront proceder. Il faut que la quantité d'affaires, dont vous êtes accablé, vous ait empêché de vous ressouvenir, de ce que c'est que la Pologne, & du Contenu des dernières Relations, que vous m'avez vous même, montrées de ce pais la. Il seroit impossible, à moins de cela, que vous pussiez trouver à redire à la chose du Monde la plus juste & la moins extraordinaire en pareille occasion. Vous dites.

I. Qu'on

1. Qu'on ne sauroit nier, que Stanislas n'ait été élu *in Campo Electionis*, ni

2. Qu'il n'y ait été proclamé unanimement, par NB. *la plupart* des Senateurs & des Palatinats.

3. Qu'on pourroit dire que les Opposans ont raison, s'ils avoient protesté *in ipso Campo Electionis*, c. a. d. dans le Champ même d'Election; Mais

4. Que ces Messieurs s'étant retirez au de là de la Vistule, & n'ayant osé ouvrir la bouche avant l'arrivée des Troupes Russiennes, vous croyez que cela n'est pas dans l'ordre, le plus petit nombre étant obligé de se conformer au plus grand, &

5. Que si l'on proclamait à cette heure un autre Candidat, après que le parti le moins nombreux presentement, mais devenu à son tour supérieur par l'assistance des Russiens, auroit forcé les Stanislaïstes à se dedire de leur Proclamation, vous ne sâvez, dites vous, ce que deviendrait le *Liberum Veto*, ou la liberté des voix.

6. Compâtiſſant au sort de Stanislas, vous semblez craindre, dites-vous, au commencement de votre Billet, qu'il ne soit detroné pour la seconde fois, &

7. Vous finissez en priant Dieu, que nous defendions mieux notre cause par l'Epee, que nous ne l'avons defendue jusqu'ici, dites-vous, par la Plume.

Permettez moi de répondre à tous ces Articles

Ad Ium Vous ne me paroissez pas avoir une Idee assez juste, de ce que les Polonois appellent *Campus Electionis*. Vous semblez supposer, qu'il ne sauroit être qu'à Varsovie, & qu'aucun Acte ayant du rapport à l'Election, n'est valable à moins qu'il ne se fasse dans le dit Camp : mais detrompez-vous, s'il vous plaît.

Le *Campus Electionis*, sur tout dans un tems de Scission, peut se trouver par tout, où il plaît à ceux qui representent la Republique unie, ou partagée, de le fixer, quoique les Polonois soient anciennement accoutumez, tant qu'ils marchent dans la voye de la Concorde, de l'établir ordinairement dans la plaine de Wola, près de Varsovie.

Après la retraite du Roi Henri, l'Empereur Maximilien fut proclamé au Champ d'Election à Varsovie, & Etienne Batory le fut deux fois hors de ce Champ : L'une près de Stęfica ; L'autre, long tems après, à Andrzejowie, près de Cracovie.

Sigismond III. fut élu hors du Champ ordinaire des Elections.

Le Roi Auguste dernièrement defunt, fut pareillement proclamé deux fois. La première, hors du Champ ordinaire, & la seconde dans ce Champ, duquel cependant le Primat avoit fait ôter la Szopa, qui en est la marque la plus essentielle.

D'un

D'un autre côté, le Prince de Conti fut proclamé trois fois; Deux, au Champ ordinaire de l'Election, & la troisième à Lencic, qui est à plus de 20. Lieues de Varsovie.

Notez, que les Polonois appellent ces sortes de Proclamations réitérées *Poparcie*, & que ce sont autant de confirmations de la première.

Tous les endroits, où les Proclamations se font, soit près de Varsovie, ou ailleurs, sont regardez comme des Champs d'Election. Il en est d'eux, comme des Eglises destinées au culte Divin. Il est dans l'ordre d'y exercer ce culte; mais selon les circonstances, il peut aussi s'exercer ailleurs, & n'en est pas moins valable.

Ad 2^{dum} Je voudrois bien que ceux, qui disent, que Stanislas a été élu unanimement par la *plûpart* des Senateurs & des Palatinats voulussent me donner une définition de l'unanimité. Selon l'Idée que je m'en fais, & que le bon sens & l'etymologie du mot me semblent dicter, on ne sauroit appeller unanime, que ce qui est résolu par tous les individus d'une Assemblée; & l'unanimité n'existe plus, dès qu'un seul de ceux qui la composent, est d'un sentiment différent.

Or souvenez-vous, s'il vous plaît, de tous ceux qui ont contredit à l'Election de Stanislas, & qui se sont retirez en protestant, seulement depuis le 5. d. c. jusqu'au jour de la Proclamation, & vous m'avouerez que le nombre en est très

confiderable. Donc cette unanimité, fi on l'applique généralement, (comme on le doit absolument,) à tous ceux qui étoient convoquez à la Diète d' Election, est une chimère.

Qu' on ne me dife pas, que l' Election étoit unanime, parce que *la plupart* des Senateurs & des Palatinats étoient d'accord. Ce feroit confondre l' Unanimité avec la Pluralité. Il n'y a pas de Nation au monde, qui n'en connoisse la difference: mais il n'y en a point, qui la connoisse mieux que les Polonois.

L' unanimité, parmi eux, lors qu' ils sont assemblez en Diète, est censée interrompue par l' Opposition ou Protestation d'un seul Gentilhomme, s' il est d' ailleurs en droit de donner son suffrage; & la Pluralité, selon les Loix du Païs, n'y est comptée pour rien, si non dans l' Election du Maréchal. Le moindre Pokojowi fait cela; & c'est là le fondement de leur *Liberum Veto*.

Vous me direz, que cela n'est pas raisonnable. Je l'avoüe, & j'avoüe même que cela est ridicule: Mais deraisonnable & ridicule, tant qu' il vous plaira, cela est; & c'est un fait, sur le quel il n'y a pas à disputer.

Vous comprenez bien après cela, que le nombre de ceux qui se sont opposez successivement à l' Election en question, étant de quelques Milliers, elle ne sauroit avoir été unanime, à moins qu' on ne veuille appliquer cette unanimité

au

au seul parti François, ce qui seroit un Sophisme absurde & puerile, puisque ce parti ne faisoit qu'une partie de la Diète.

Ad 3^{um} Je me suis expliqué ci dessus au sujet du Champ Electoral: mais, sans recourir à cette defaite, relisez, s'il vous plaît, les relations que vous avez recües de Varsovie, depuis l'Election du Maréchal de la Diète; Vous y trouverez, que le Prince Wisniowicky Regimentaire de Lithuanie & tous ceux qui se sont retirez après lui; mais sur tout le Staroste Oppacinsky, Malachowsky, Nonce de la Grande Pologne (celui qui a protesté d'une manière si heroique, en présence du Primat, & de toute la Republique) ne l'ont fait, qu'après avoir contredit, & protestez *in ipso campo Electionis*; & si vous ne trouvez pas ces relations assez claires là dessus, jettez, je vous en prie, les yeux sur la Lettre A. que vous trouverez au bas de la présente, mais surtout sur le Manifeste B. qui y est joint; & vous conviendrez, que votre Argument, bati, comme il est, sur une supposition notoirement fausse, tombe de lui même.

Ad 4^{um} Vous me direz peut etre, que qui quitte la partie, la perd, & que ces Opposans s'étant ensuis du Champ Electoral, & s'étant retirez au delà de la Vistule, leur Desertion n'a fait qu'affermir le Droit de Stanislas: Mais je répons, 1. que, selon les Loix de Pologne, leur retraitte precedée d'un *Veto*, duquel elle est une suite naturelle &

inséparable, ne marque nullement un Consentement tacite, mais une Opposition publique & legale, & qu'elle a absolument invalidé & arrêté toute l'activité du parti contraire, quelque supérieur qu'il fut en nombre; & 2. que de telles Retraites en pareilles occasions, non seulement ne sont pas sans exemple; mais qu'elles ont toujours été d'une grande conséquence, & souvent fatale aux Auteurs des Proclamations prématurées, la Providence manquant rarement d'abandonner & de punir les transgresseurs des Loix. Vous en conviendrez après les Exemples suivans.

A la Diète d'Election en 1575, tout le Senat, & une partie de la Noblesse, ayant élu & proclamé dans le Champ d'Election, près de Varsovie, l'Empereur Maximilien, le reste de la Noblesse, qui s'étoit assemblée à Stęsica, après avoir constamment refusé de se joindre aux premiers, proclama Anne Jagellon, à condition qu'elle épouseroit Etienne Batory; & de peur qu'il n'y eût quelque chose à redire à cette Proclamation, ce même parti contredisant, se rassembla au commencement de l'Année suivante, comme il a été dit ci dessus, à Andrzeyovie, dans le Palatinat de Cracovie, proclama pour la seconde fois Etienne Batory, & le soutint si bien, moyennant les Troupes Hongroises, dont ce Prince étoit accompagné, que le Trône lui demeura.

En 1587. il y eut une triple Scission dans la Republique. Un parti considerable penchant pour l'Archiduc Maxi-
mili-

milien frère de l'Empereur Rodolphe, ceux qui étoient d'un autre sentiment, se retirèrent du Champ d' Election, & s'étant rassemblez à une demi lieue de là, proclamèrent Sigismond III. Plusieurs jours après, les partisans Autrichiens proclamèrent à leur tour Maximilien; & les Lithuaniens formant un troisiéme parti, de l'autre coté de la Vistule, protesterent contre l'un & l'autre, & furent cause par là que le célèbre Zamosky fut chargé du soin des affaires, jusqu'au Couronnement de Sigismond, qui se fit en 1588. & que la Republique ne pût etre réunie, qu'après une guerre très sanglante.

En 1697. le Cardinal Radziewsky, soutenu des trois quarts de la Republique, proclama dans le Champ d' Election près de Varsovie, le Prince de Conti. Ceux du parti contraire, qui ne consistoit qu'en 40. Drapeaux, se retirèrent du Champ, & proclamèrent à leur tour l'Electeur de Saxe, qui trouva moyen dans la suite de mettre les Contistes à la raison.

Or, si Etienne, Sigismond, & Auguste ont été des Rois legitimes, (& il ne s'est trouvé jusqu'ici personne qui ait osé soutenir le contraire,) il s'ensuit naturellement, que les moyens par lesquels ils sont parvenus au Trône, ne le sont pas moins. Et cela étant, vous conviendrez apparemment, que la même raison, qui étoit alors pour eux, doit être aujourd'hui pour le Candidat, que le parti d'Outre
Vi-

Vistule, (s'il est permis de l'appeler ainsi,) va peut être encore proclamer, pourvu que ce Candidat le sache faire valoir comme eux.

Ad sum Vous dites finalement, que si le parti opposant proclamait un autre Candidat, & qu'après être devenu le plus fort, par le soutien des Russiens, il forçât les Stanilaïstes, malgré leur supériorité présente à le reconnoître, c'en feroit fait du *Liberum Veto*. Mais je vous demande pardon. Le *Fus vetandi*, ou *Liberum Veto* n'est autre chose, que le Droit de protester, ou d'invalider par la Protestation, ce que tel ou tel parti entreprend, malgré les oppositions des Contredifans. C'est un Droit que les Loix Polonoises donnent à chaque Gentilhomme Polonois, dès qu'il est Nonce ou Député à une Diète; & c'est la ressource ordinaire des partis les plus foibles, lorsqu'ils ne veulent pas recevoir la Loi du plus grand nombre.

Or en cette occasion, ce sont les *benè Sentientes*, c'est à dire, les Anti-Stanilaïstes, qui ont protesté contre le procédé illégal du parti Primatial, & nommément contre l'Élection de Stanislas, sans qu'on y ait eu égard. Donc ce ne sont pas eux, mais les Stanilaïstes mêmes, qu'on peut accuser de vilipender ce Droit; les *benè Sentientes* tout au contraire, s'étant principalement retirés & unis, pour soutenir le *Liberum Veto*, que vous les taxez de fouler aux pieds.

Que

Que s'il arrive dans la suite, comme il ne manquera pas d'arriver, que les Stanislaïstes protestent à leur tour, contre ce que les Anti-Stanislaiïstes auront fait, & que les deux partis s'opiniâtrent également à soutenir chacun son sentiment; alors ils seront à deux de jeu, & il n'y aura plus que le Sabre, qui en puisse decider. C'est ainsi qu'il en est allé en 1575. en 1587. en 1697.; & c'est ainsi, à vue de país, qu'il en ira encore présentement, à moins que les Puissances Etrangères ne trouvent moyen de prevenir cette Extremité par quelque voye d'accommodement.

Ad Gum La pitié que vous avez du sort de Stanislas, me fait ressouvenir, (s'il est permis de placer une pagnoterie dans un raisonnement sérieux) d'un Conte, que j'ai entendu faire depuis peu; Un jour certain Officier Suédois, auquel Stanislas venoit de faire quelque bien, & qui pensoit apparemment mieux qu'il ne s'exprimoit, vint l'en remercier en ces termes: Sire, lui dit-il, il faut avouer, que vous êtes un fort pitoiable Roi.

Mais pour m'en expliquer sérieusement, j'avoue que Stanislas merite d'autant plus de compassion, que tous ceux qui le connoissent personnellement, le croiroient fort digne du Trône, si son Etoile lui permettoit d'y monter.

Malheureusement pour lui, les conjonctures ne lui ont jamais été favorables, & ses Protecteurs & ses Amis qui ont travaillé pour lui, quelques puissans qu'ils ayent été,

semblent toujours s'y être mal pris. Ils n'ont jamais choisi que des voyes directement contraires à la forme du Gouvernement & aux Loix du Royaume de Pologne, & c'est par là qu'ils ont jusqu'ici échoué.

Charles XII. entreprit cet Ouvrage par la seule voye des Armes, & il y auroit peut être réussi, si les fiennes n'avoient trop tôt cessé d'être formidables, & si le Ciel ne se lassoit ordinairement de conniver aux violences & aux injustices.

Louis XV. se flatte d'être plus heureux, en joignant ses Tresors à la menace de mettre tout en combustion, si son beau Père ne parvient à la Couronne. Je ne sais ce qui en arrivera. Mais s'il est permis de juger de l'avenir par le passé, & de l'issue par le debut, il y a beaucoup d'apparence, que la tentative présente ne réussira pas mieux que la première.

L'on auroit cependant tort, quand Stanislas échoueroit même pour la seconde fois, d'appeller ce mauvais succès un second Detronement. Pour être detroné, il faut être réellement Roi; & en Pologne, il ne suffit pas pour l'être, d'avoir été proclamé, & de ne l'avoir été, qui plus est, que par une partie de la Nation. Il faut avoir été & proclamé, & couronné légalement.

Ces que j'avance sur ce sujet, est conforme aux Loix expresses du pays, qui refusent aux Rois, tant qu'ils ne sont que

que proclamez, toutes les Prerogatives les plus essentielles de la Royauté. Aussi la Proclamation ne met elle pas fin à l'Interregne, qui dure jusqu'au jour du Couronnement.

Cela étant, comme il est, il me semble qu'un Roi proclamé, est encore bien éloigné du Trône, sur tout quand la Proclamation s'est faite dans une Scission.

C'est pourquoi consolez-vous, Monsieur. Quand le parti des bons Patriotes Polonois éliroit à son tour un autre Roi, quand ils obligeroient Stanislas à retourner à Chambord, on pourroit dire à la vérité, qu'il auroit fait un voyage inutile; mais on ne pourroit pas dire, qu'il auroit été detroné, tout comme on ne l'a jamais pû dire du Prince de Conti.

Ad 7^{mum} Vous avez raison de souhaiter, que notre cause soit mieux soutenue par l'Epee, qu'elle ne l'a été par la Plume. Il ne faut pas douter qu'elle ne le soit, la justice & les gros Bataillons étant également pour nous. Je crois pouvoir néanmoins vous assurer, que la Plume ne nous a pas été moins utile, jusqu'ici, que l'Epée, s'il plaît à Dieu, le sera à l'avenir. Nos Polonois bien intentionnez ont tres bien fait valoir leurs raisons chez eux, & leur Parti ne se seroit pas accru, comme il a fait, s'ils y avoient manqué.

La Raison, pourquoi il n'a rien paru la dessus dans ces Quartiers ci, qui vous ait pu contenter, c'est que la Nation

ne se soucie pas de mettre le Public etranger de son coté, ni d'écrire en d'autres Langues, qu'en Polonois, qui n'est entendu que d'elle, ou dans un Latin, qui n'est tout à fait intelligible, qu'à ceux qui connoissent la façon singulière de penser & de s'enoncer de Messieurs les Polonois. De la vient que dans les Pais etrangers, on ne lit ordinairement leurs ecrits, qu'après que des Traducteurs les ont desfigurez, faute d'en avoir bien compris le veritable sens.

Cet inconvenient se fait cependant moins sentir dans le Parti François, que dans celui que vous appelez le nôtre. Car dans celui là, les François, (gens fort alertes, fort habiles à éblouir le Public, & *quibus dicere promptum*,) ont suppléé à ce défaut. Ils ont sçu donner des tours si specieux aux pretendus Droits de Stanislas', & ils les ont si adroitement insinuez par tout, mais sur tout auprès du beau sexe, qu'il ne faut pas s'étonner de voir le public fausement prévenu contre nous. Mais enfin, je crois que nous pouvons nous en consoler. Laissons les parler & écrire, pourvû qu'ils nous laissent faire.

Il me reste de lever encore un sujet de scrupule, que vous semblez vous être forgé. C'est celui de l'entrée des Troupes Russiennes en Pologne. Vous avez entendu dire sans doute, que les Loix defendent aux Polonois d'appeller des secours etrangers, & de tenir leurs Assemblées dans le Voisinage d'une Armée.

Je

Je n'examinerai pas, si les Russiens sont entrez en Pologne, ayant été appelez, ou s'ils y sont seulement venus, comme garants des Loix, que le parti de Stanislas vouloit fouler aux pieds. Mais supposons, que le petit nombre des bons Patriotes, voyant la liberté en danger, & se sentant trop foibles, pour la soutenir seuls, les aient appelez, ou qu'ils aient profité de leur presence; Supposons, qu'ils aient fait par là un pas, que les Loix n'ont pas approuvé jusqu'ici, je ne vois pas, qu'ils aient rien fait, qui ne soit très ordinaire en pareil cas, & très permis, si non selon les Loix Polonoises, au moins selon celles de la Nature & de la Necessité, *quæ Summa Lex est.*

Je ne disconviens pas, que les Loix de Pologne defendent d'appeller des Troupes estrangères. Mais il faut convenir aussi, que de tout tems la pratique les a démenties, lorsque la Republique étant divisée, un parti s'est crû plus foible que l'autre, ou que de zelez Patriotes ont crû la Liberté en danger.

En 1575. l'Empereur Maximilien d'un côté, & Etienne Batory de l'autre, vinrent en Pologne, à la tête de leurs Troupes, chacun à la requisition expresse de son parti.

En 1587. & 1588. le parti qui avoit proclamé Sigismond, & celui qui avoit proclamé l'Archiduc, appellerent & requerront à bras ouverts, non seulement chacun son Candidat,

mais aussi les Troupes étrangères, que l'un amena de Suède, & l'autre d'Allemagne.

En 1697. l'Electeur de Saxe, requis par le parti qui l'avoit élu, entra dans le Royaume à la tête de son Armée, & les Partisans de Conti s'étant mis à la raison, toute la Republique lui en fût très bon gré.

En 1732. le Primat & quelques uns d'entre les principaux Senateurs, craignant, je ne sai quel danger, pour la Liberté de la Republique, écrivirent secretement à l'Empereur, le priant de leur envoyer des Troupes, pour la soutenir, quoique ce danger ne fut rien moins qu'imminent, & quoique la Republique en corps, ne les eût jamais chargez d'appeller des Secours étrangers.

Il en est des Loix dont nous avons parlé, comme de celles qui defendent les Corruptions. Elles existent, & elles sont très rigoureuses; mais elles ne sont observées, ni les unes, ni les autres, surtout quand la Republique est divisée par des Scissions ou Confédérations, qui s'assujettissent très rarement aux Loix.

En un mot, il ne se fait rien aujourd'hui en Pologne, qui ne s'y soit toujours fait en pareilles Occasions. Il n'y a qu'à se ressouvenir des tems passez, ou en relire les Memoires, pour en être convaincu.

Permettez moi, pour la bonne bouche, de vous donner en peu de mots, une Idée juste du veritable état des affaires

res présentes de ce país-là, & des principes qui font agir les deux Partis.

D'un coté, les Stanislaïstes gagnés par les artifices & par les Louis d'or de la Cour de France veulent à quelque prix que ce soit, mettre Stanislas sur le Trône, & se confiant en la Superiorité de leur nombre, ils ont entrepris en dépit des Loix, qui donnent l'exclusion à leur Candidat d'induire, ou de forcer le petit Troupeau des bons Patriotes, qui s'y opposent, à y consentir.

D'un autre coté, ceux ci, trouvant un tel procédé violent & injuste, y ont apporté tous les obstacles qu'ils ont pu. Voyant le peu de cas, que le parti du Primat faisoit de leurs représentations, contradictions & protestations, ils se sont adressez, se sentant trop foibles en nombre, à celles des Puissances étrangères, que d'anciennes Alliances & Garanties obligent d'ailleurs à veiller au maintien des Loix & de la Liberté de la Republique.

Voilà ce me semble les véritables motifs, qui font agir les deux partis. Jugez maintenant vous même, de quel coté se trouve le plus ou le moins de justice, & si l'on peut surtout condamner les pretendus *bene Sentientes*, de ce qu'ils refusent de subir le joug de leurs compatriotes, qui voudroient leur *obtruder* un Roi, que les Loix mêmes défendent à la Nation de se donner.

Que

Que si tous ces raisonnemens ne vous contentent, pas, je vous en indiquerai un autre qui vous convaincra certainement : Qu'il n'y à rien de nouveau, ni ni d'extraordinaire dans le procedé des partis susdits, & que les Polonois sont, pour ainsi dire, en possession, de ne pas s'arrêter aux règles ordinaires, lorsqu'ils ont un Roi à elire. Vous le trouverez ce raisonnement, dans presque tous les Auteurs Polonis; mais surtout dans les Annales de *Sarnicius* p. 202. *Revolvite Annales nostros, dit-il, vix unum Exemplum liberæ Electionis invenietis, cui aliqua vis, aut ars admixta non fuerit.* C'est à dire: Feuilletez nos Annales, à peine y trouverez un Exemple d'une Election libre, qui n'ait pas été frelatée par quelque violence, ou par quelque artifice.

II. Billet

d'un Ministre indifferant, contenant une réfutation de la reponse précédente. ce 2.
d'Octobre 1733.

On peut dire de cette piece, *quod rem pessimam optimè defendit*; c'est à dire, qu'elle defend très bien une très mauvaise cause. Je crois, qu'il faut distinguer entre la Question de Fait, & celle de Droit.

Pour

Pour la première il n'est pas besoin de Démonstration, ni d'Apologie: il n'y a que le plus fort qui l'emporte, & les affaires se decident à coups de sabre, *Ultima ratio Regum*. C'est la dernière raison des Rois. Mais cela ne s'appelle pas lever les Scrupules de conscience, qu'un Ami se fait au sujet de la Proclamation de Stanislas, & de la nouvelle Election qu'on médite. Il s'agit, sur tout par rapport au dernier article, de la Question de Droit, & de savoir, si selon la conscience, & *salvâ libertate & Constitutionibus Reipublicæ Poloniæ*, on peut proceder à une nouvelle Election, & *quidem NB. in conspectu & assistentiâ armorum exoticorum*; c'est à dire, sauf la Liberté & les Constitutions de la Republique de Pologne, & qui plus est, en presence & avec le secours d'une Armée étrangère? Tout le monde impartial, & tous ceux qui ont tant soit peu de connoissance des affaires de Pologne, diront que non.

I. Il y a une regle constante & generale en Pologne, *quod nulla libera Electio sub armis exoticis, nequidem domesticis*, &c. c'est à dire, que toute Election faite en presence des Troupes étrangères, & même de celles du país, n'est pas libre: Et dans toute l'Histoire de Pologne, il n'y a jamais eu d'exemple, qu'une Diete d'Election se soit tenue sous les yeux & avec l'assistance d'une Armée étrangère, homis la première Election, qui se fit de Stanislas l'an 1704.

2. Il faut bien distinguer entre l'entrée des Troupes étrangères, qui viennent après l'Election, & entre celles qui prêtent leur assistance & leur force pour la faire. Il y a plusieurs Exemples du premier cas, c'est à dire, qu'un Candidat élu & proclamé, ait fait, à la requisition de son Parti, entrer ses Troupes, ou celles de ses Alliez, comme firent Etienne Batory, Maximilien d'Autriche, & en dernier lieu Frideric Auguste. Mais quand tous ces Princes & leurs Concurrens furent proclamez, il n'y avoit pas un seul homme de Troupes étrangères en Pologne, c'est à dire, à portée du Lieu de l'Election, sans quoi les Dietes d'Election n'auroient pas pû se tenir, *deficiente libertate*, la Liberté manquant.

3. Il n'y a pas un seul exemple dans toute l'Histoire de Pologne, qu'un Roi élu par une Diète convoquée sans contrainte, ait eu trois ou quatre Semaines après un Rival proclamé par une Confederation. Les exemples d'Etienne Batory, de Maximilien d'Autriche, de Sigismond de Vasa, & du feu Roi disent tout le contraire.

Etienne Batory & Maximilien d'Autriche furent élus & proclamez par la même Diète & en même tems: Sigismond de Vasa & Maximilien d'Autriche pour la seconde fois, tout de même.

Frideric Auguste, & le Prince de Conti furent encore élus & proclamez par la même Diète & en même tems;

&

& quoique la Proclamation de tous ces Princes ait été réitérée quelquefois plusieurs Semaines ou Mois après la première, celle ci s'est pourtant toujours faite pour la première fois, presque en même tems, *Et quod bene notandum*, ce qu'il faut bien remarquer, par la même Diète que celle de leurs Concurrans. Ainsi tous ces Exemples ne sont par applicables à l'Election qu'on medite à present, & qu'on veut faire sous les Etendarts & les Epées Russiennes. Quelle sûreté y aura-t-il pour la Nation de se rendre dans un lieu, dont les Russiens sont les Maîtres, pour y faire une Election? Qu'on m'en nomme quelcune qui se soit faite en Pologne, sous la protection d'une Armée étrangère. Il n'y a que les Suedois qui introduisirent cette maxime à la première Election de Stanislas; aussi ne resta-t-il Roi alors, qu'autant que les Suedois furent Maîtres de la Pologne. Faites l'application de tout ceci au dessein qu'on medite. La Disparité des autres Exemples alleguez sera claire, & le sort du futur Candidat égal à celui de Maximilien d'Autriche, qui voulut deux fois s'emparer par la force d'une Couronne, que le gros de la Nation ne voulut jamais lui donner de gré; aussi echoïa-t-il malgré toutes ses peines, & comprit enfin lui même, *quod libera genti imperare sine amore difficile, cum odio Et aversione autem desperatum sit opus*: c'est à dire, que l'entreprise de com-

mander à un peuple libre est difficile, quand on n'en est pas aimé, & impossible, quand on en est haï.

Si les *benè Sentientes*, ou les Ministres qui les ont dirigés avoient bien entendu leur métier, ils auroient dû rester dans le Champ Electoral, protester contre l'Election, & faire proclamer sur le champ leur Candidat par Lipski, ou par quelqu' autre Chef de leur faction: ou, s'ils étoient trop timides pour le faire *in Campo Electionis*, ils auroient dû le faire au moins en même tems, ou ils se trouvoient; & alors la partie auroit été, si non egale, du moins problématique. Mais appeller premièrement les Ruffiens, & commencer sous leurs auspices une Election ou une proclamation, trois ou quatre semaines après, c'est une nouveauté, dont l'Histoire de Pologne ne fournit aucun Exemple.

P. S.

J'ai oublié de toucher dans mon dernier Billet l'Article du Roi Stanislas, & la validité de son Election. On la conteste, parce qu'elle n'a pas été unanime, à cause des opposans, qui se sont retirez de l'autre coté de la Vistule. Mais en même tems, on vous allegue trois Exemples, Savoir ceux d'Etienne Batory, de Sigismond Vasa, & de Frideric Auguste, qu'on cite comme des Elections legitimes, quoi- qu'elles ayent été bien moins unanimes, & plus irrégulières que celle des Stanislas. Qu'on fasse un parallèle entre

tre

tre l' Election du dernier, & celle du feu Roi, dont on ne conteste pas la Validité, malgré le peu d' Unanimité, & les grandes Irrégularitez, dont tout le Monde fait le détail & les circonstances. Cependant toutes ces Elections, de l'aveu de notre Auteur, sont legitimes, bien qu' il convienne lui même, qu'elles n'ont pas été unanimes. Par quelle raison donc celle de Stanislas ne seroit-elle pas valable? Enfin la dernière ressource, c' est la Constitution de 1717. par laquelle on prétend, que ce Prince n' est pas éligible. Mais outre que le cas de la Loi, si on peut l'appeller telle, ne subsiste plus, n' ayant été faite, que pour la lueré du feu Roi, dont la mort change entièrement les Circonstances; *cessante ratione, cessat & effectus*; c' est à dire, *la cause cessant, l'effet cesse aussi*, on a solidement démontré dans un Imprimé, combien la Constitution de l' an 1717. quadre peu au tems présent, & qu' on n' a jamais pros crit Stanislas & ses adhérens *simpliciter*, purement & simplement; mais qu' on leur a plutôt donné un tems pour profiter de l' Amnistie, & pour revenir en Pologne; après lequel echû, on procederoit contr' eux avec la dernière rigueur, comme *contra capita vindicabilia*, c' est à dire *contre des Têtes punissables*, ce qui NB. ne s' est pourtant jamais fait; & marque de cela, c' est que Poniatowsky est revenu, sans que personne lui ait dit mot, & sans qu' il ait eu ni Lettre

d'abolition, ni pardon de la République. Pour ce qui regarde Stanislas, il lui a été moralement impossible de jouir de l'Amnistie offerte, puis qu'après le rôle qu'il avoit joué, il auroit été imprudent, pour ne pas dire fou, de venir se mettre lui même entre les mains d'un Prince, qui lui vouloit tant de mal, & qui lui auroit fait un mauvais parti, sans que personne l'en eut pû garantir. Mais tout cela est démontré *ad Oculum*, dans une belle pièce qu'on a imprimé la dessus, & dont je ne fais plus tout le détail. *Quæ omnia tamen inter nos*: Que ceci reste entre nous. Je ne veux pas passer pour Stanislaïste, & il m'est assez indifférent, que le Roi de Pologne s'appelle Jaques ou Pierre, pourvû que les Interets de notre Maître n'y perdent rien. Mais je ne saurois souffrir, que le Parti contraire se pare d'un beau dehors de justice, tandis qu'il convient lui même, qu'il n'y a que la force qui puisse decider du sort présent de la République.

Réponse

Préliminaire au Billet précédent.

ce 3. d'Oct. 1733.

Ayant encore une fois repassé ma Réponse à votre Billet du 26. du p. & ayant trouvé qu'elle avoit besoin de plusieurs éclaircissemens & additions, je me suis donné la peine

peine d'en refondre la plus grande partie, & j'étois sur le point de vous en envoyer, cher Ami, le nouvel Exemplaire ci-joint, plus complet & plus exact que le premier, quand on m'est venu rendre votre nouveau Billet, accompagné d'une espèce de Refutation de mon opinion.

Un heureux pressentiment m'ayant fait prévoir & prévenir indirectement, en travaillant à ces Additions, la plupart de vos Objections, également éblouissantes & étudiées, je pourrois me contenter de vous y renvoyer: Mais, comme votre conscience, à force d'être delicate, me paroît atteinte, si non de superstition, au moins de beaucoup d'endurcissement, je vois bien, que pour tâcher de la guérir radicalement, il faut que je vous fasse toucher au doigt, si je puis, que les scrupules que vous vous formez ne sont que de vains fantômes, & que,

1. L'Election de Stanislas, telle qu'elle s'est faite le 12. du passé est l'effet d'un tissu d'illégalitez, de violences & d'Injustices manifestes, & par conséquent, nulle *ipso jure*.

2. Que le procédé des soi disans bien intentionnez est, jusqu'à présent, très conforme aux Loix de leur Patrie, aux Exemples anterieurs, au bon sens, & au Droit des Gens, & de la Nature, qui est commun à toutes les Societez, & qui doit nécessairement suppléer au défaut de leurs Loix
parti-

particulières, lorsque celles ci se trouvent court & dans des cas douteux.

C'est à quoi je m'en vais travailler incessamment. Vous comprenez bien, que ce n'est pas l'ouvrage d'un quart d'heure; mais si j'y réussis, comme je m'en flatte, j'espère que votre conscience sera entièrement tranquillisée: sinon, je vous abandonne à vôtre incredulité. En attendant, contentez-vous, s'il vous plait, de perlustrer l'Exemplaire susmentionné, (*) & croyez moi T. à V.

III. Billet

du Ministre indifferant. ce 9. Oct. 1733.

c. **L** Es vers ci joints C. sont plus jolis que la prose. On passe entièrement sous silence dans la dernière les Articles, dont il s'agit le plus. 1. Que jamais on ne sauroit faire une Election en Pologne *sub armis exoticis*, c'est à dire, en présence d'une Armée étrangère. 2. Qu'il n'y a point d'Exemple dans l'Histoire de Pologne, qu'on fait une Election avec l'assistance, & en présence d'une Armée étrangère. 3. Que dans toutes les doubles Elections en Pologne, les différens Candidats ont été nommez & proclamé

(*) Cet exemplaire est le même que le Lecteur vient de lire ci dessus. On n'a pas jugé nécessaire d'imprimer le premier, parce qu'ils ne diffèrent en rien d'essentiel.

clamez en même tems. 4. Que l'Election de Stanislas a été pour le moins aussi legitime & aussi régulière, que celles d'Etienne Bathory, de Sigismond Vasa, & de Frideric Auguste de Saxe. C'est sur ces points qu'il auroit falu répondre précisément, mais c'est ce qu'on a evité de faire.

Notez encore, que le Manifeste du parti opposé ne fait pas la moindre mention, ni de l'inéligibilité du Roi Stanislas, ni de la fameuse Constitution de l'année 1717. qui est le grand Cheval de Bataille des Anti-Stanislaïstes. Car pour tout le reste, ce ne sont que des plaintes, de ce que le *Liberum Veto* n'a pas été respecté, comme il faut. Les partis contraires aux Elections d'Etienne Batory, de Sigismond Vasa & de Frideric Auguste ont fait les mêmes plaintes, & avec plus d'apparence de raison qu'à présent, parce qu'alors le plus grand nombre étoit contraire, sur tout à l'Election du feu Roi. Cependant toutes ces Elections sont regardees comme très legitimes, de l'aveu de l'Auteur de la pièce ci-jointe. Faites en l'application au cas présent. Mais le Droit des Canons decidera de tout cela, & il est inutile d'employer la plume pour une cause, dont la justice ne se fait sentir, qu'à la pointe de l'Epee.

Réponse

au Billet precedent. ce 13. d'Oâ. 1733.

Vous êtes bien impatient, cher Ami, & vous n'avez pas
E
appa-

apparemment daigné lire le Billet dont j'accompagnai, il y a 8. ou 10. jours, le nouvel Exemplaire de ma première Réponse. Si vous l'aviez lû, vous ne me reprocheriez pas, comme vous faites, *diffidentiam Cause*, que je me defie de ma Cause, & que j'ai évité de lever tous vos scrupules, puisque je vous mandai expressement que j'y allois travailler. Il m'eut été trop difficile de les lever d'avance, n'ayant pu prévoir, que vous en seriez attaqué. Pour vous en guérir, autant qu'il dépend de moi, je vous enverrai, encore ce soir, une partie de l'Ouvrage, qui m'a occupé tous ces jours passez, & je vous en promets le reste, dès que je pourrai l'achever. Vous autres gens de guerre, vous croyez que ces sortes de choses s'écrivent aussi vite que vous les lisez, & qu'il ne faut pas plus de tems pour répondre à des Objections hazardées sans preuves, que vous en employez à les faire. Encore une fois, relisez si v. p. ma dite Réponse préliminaire, i. e. mon Billet du 3. du c. & vous comprendrez que la Prose à laquelle vous trouvez tant à redire, ne pouvoit ni ne devoit contenir tout ce que vous avez compté d'y trouver.

Réponse

plus détaillée au III. Billet.

ce 13. d'Oct. 1733.

Je vous ai promis, cher Ami, de tâcher de calmer votre
con-

conscience timorée, en vous prouvant deux Veritez, que vous semblez revoquer en doute.

L'une, que la pretendüe Election de Stanislas Leszczinsky est, *ipso jure*, nulle. L'autre, que le procedé des Outrevistuliens, n'a jusqu'ici, rien d'illégal & d'irregulier.

Je viens m'aquitter de cette Dette. Mais, avant que de mettre la main à l'œuvre, j'ai besoin de faire quelques Reflexions préliminaires, qui serviront, s'il vous plaît, de Réponse à votre Réfutation, & qui me dispenseront en même tems, de donner trop d'étendue à mes deux Demonstrations. Je les partagerai avec votre permission en differens Articles, en suivant l'ordre des Argumens, dont vous vous servez pour me combatte.

I.

1. Le Compliment, que vous me faites sur la premiere Exposition de mes sentimens, en meriteroit un autre, si les Gens de ma Patrie savoient aussi bien se déguiser que ceux de la vôtre. Mais, vous écrivant comme à un Ami, & ma Nation se piquant ordinairement de plus de franchise, que de Politesse, je ne puis me dispenser de vous dire, *quod pessimam causam, operosè quidem, sed pessimè defendis*, c'est à dire, que vous prenez bien de la peine pour défendre une mauvaise cause, mais que vous y réussissez fort mal.

2. Je ne fai, dans quelle source vous pouvez avoir puisé les Théses que vous soutenez. Mais comme elles sentent toutes le terroir de Chambord, & qu'elles ne conviennent d'ailleurs nullement avec ce bon sens, & avec cette pénétration, que je vous connois d'ailleurs, je commence à croire que vous n'avancez ce que vous faites semblant de soutenir, que par maniere de conversation, & pour me donner de l'Exercice: Mais quoiqu'il en soit, je vous répondrai, comme si vous pensiez tout ce que vous dites.

II.

J'accepte la distinction que vous faites entre la Question de Fait & celle de Droit. Mais vous voulez apparemment railler, quand vous ajoutez, que la première n'a pas besoin de Demonstration ni d'Apologie. Selon moi, c'est tout le contraire. Il me semble qu'avant de pouvoir juger sagement du mérite d'une Action ou d'un Evenement, il faut absolument commencer par en éclaircir & verifir les faits & les Circonstances, afin de fixer l'objet de la Dispute, & c'est ce que j'appelle démontrer un fait. Après cette Demonstration, (dont certainement tout fait contesté a besoin, à moins qu'on ne veuille disputer en l'air;) si l'un des Disputans approuve l'Action ou l'Evenement en question, tandis que l'autre le blâme, on en vient tout naturellement à la Justification ou Apologie. Enfin, il me semble que c'est moins le Droit, que le fait, qui a besoin

besoin de Demonstration & d'Apologie, parce que le Droit, qui doit servir de règle à un fait, est toujours censé clair & incontestable.

III.

I. Ce n'est pas lever, dites-vous, les scrupules d'un Ami indifférent, que de dire, que le plus fort aura raison, & que le sabre doit décider du différent des deux partis.

Je n'ai pas avancé cela purement & simplement : mais j'ai dit, que si les *bonæ sentientes* le portent à proclamer un autre Candidat que Stanislas, & que ce Different ne se termine pas par la Négotiation des Puissances voisines, il n'y aura plus que le sabre qui en puisse décider, & je ne vois pas que votre Conscience ait raison de s'en allarmer. Les deux Partis s'étant conféderez différemment par des Raisons diametralement opposées, & ne dépendant de personne, il me paroît naturel & inévitable, qu'ils en viennent aux Armes, dès qu'ils s'opiniâtrent l'un & l'autre, à soutenir leurs Principes & leurs Raisons. Il faut avoir la Conscience bien susceptible de scrupules, pour s'en faire un cas de nécessité absolue.

2. Vous direz peut être, que ce n'est pas la guerre, mais les Raisons de la guerre, & la crainte de voir triompher la mauvaise cause de la bonne, qui vous rendent si scrupuleux. Mais de quel côté est-elle, cette bonne Cause? Se-

lon les Partisans de la France, & selon ceux qui sont prévenus, comme vous semblez l'être, & qui, par je ne sais quelle secrète Prédilection, semblent se roidir contre les raisons les plus évidentes, il ne faut la chercher que chez les Stanislaïstes; & selon moi, comme selon tous ceux qui pensent impartialement, elle ne se trouve que dans le parti des *benè Sentientes*. J'espère, que vous ne ferez plus longtems du Sentiment des premiers.

IV.

La Question de Droit que vous formez, Savoir, *si Salvâ Conscientiâ, & salvis Constitutionibus & Libertate Reipublicæ Poloniæ*, on peut proceder à une nouvelle Election, & *quidem NB. in conspectu & assistentiâ Armorum Exoticorum?* Cette Question, dis-je, quoique vous la decidiez d'abord négativement, ne sauroit l'être tout au plus qu'*in Thesi*; encore la Decision ne sauroit-elle être tout à fait si catégorique, que vous en paroissiez persuadé; mais des qu'il s'agit de la refondre *in hypothesi*, c'est à dire, d'une manière applicable à la Situation presente & actuelle des affaires de Pologne, je m'inscris en faux contre tout ce prétendu monde impartial, auquel vous en appelez, & je soutiens que les *benè Sentientes*, vû l'état présent de la République, peuvent en bonne Conscience, & *Salvis Constitutionibus & Libertate Reipublicæ*, procéder à une nouvelle

velle Election. Je tâcherai de démontrer & de prouver ci dessous, que cette These n'est pas tant paradoxe, qu'elle vous le paroîtra peut être: Mais vous comprenez bien, qu'une telle Demonstration ne sauroit avoir lieu, avant que d'avoir examiné & justifié les faits antecedens, qui ont contribué du coté des Anti-Stanislâistes, à mettre la Republique dans l'état où elle est, & qui ont par conséquent donné occasion à cette Question de Droit. Cela prouve, (s'il m'est permis de le repeter en passant,) qu'en pareilles occasions, ce ne sont pas les Questions de Droit, mais celles de Fait, qui ont besoin d'Apologie, & que la Demonstration du Fait doit toujours precéder celle du Droit, à moins qu'on ne se plaise à juger à l'avanture.

V.

1. Vous ne vous attendez pas apparemment à la Remarque, que je ferai sur la premiere d'entre les raisons assez spécieuses, dont vous appuyez vôtre Decision.

L'Acte de l'Election d'un Roi de Pologne, sur tout dans une Scission, diffère tellement de ceux que la République est d'ailleurs en droit d'exercer, qu'il n'y a pas moyen de lui appliquer toutes les Loix ordinaires: Ou, pour mieux dire, il n'y en a aucune, qui régle précisément tout ce qui doit s'observer dans une Election, ni quand la Republique est unie, ni, qui plus est, quand elle est partagée.

2. Mais,

2. Mais, pour vous répondre plus juste, je doute à la vérité, qu'il y ait de Loi, qui permette expressement aux Factions d'une République divisée à l'occasion d'une Election, d'appeller des secours étrangers: Mais je doute bien plus encore, qu'il y en ait, qui le defendent. En tout cas, & si une telle Loi est entre vos mains, je vous prie de m'en communiquer un Extrait, ou de m'indiquer, le quel des Auteurs Polonois, qui ont écrit du Droit public de la Pologne, l'allègue.

Je doute encore une fois, qu'il se soit jamais fait de Loi pareille, nommément pour les Dietes d'Election; & ce qui me met en droit de douter pareillement, qu'aucun Ecrivain Polonois en fasse mention, c'est que tous ceux que j'ai lûs, remarquent, comme j'ai dit ci dessus, qu'il n'y a pas de Loi, qui serve de Règle précise, ni aux Interrègnes, ni aux Elections des Rois, en quelque Etat, regulier ou irregulier, que la République puisse se trouver. Ils indiquent meme les raisons, pourquoi les Polonois n'ont jamais voulu remédier à ce défaut, & pourquoi ils n'y remedieront apparemment jamais.

3. C'est ce meme défaut, qui est cause, qu'il ne se fait presque jamais d'Election sans quelque desordre, & sans quelque nouveauté, & qui a obligé l'Annaliste Sarnicius de s'en exprimer dans les termes que j'ai eu l'honneur de vous rapporter le 28. du p.

4. Tout

4. Tout le monde parle à tout bout de champ, comme vous, des Loix qui s'observent ou s'enfreignent dans les Elections, & personne ne s'avise jamais de demander à les voir.

Ce n'est pas qu'il n'y en ait, qui en régulent quelques Particularitez ou appartenances. Telles sont p. e. la Constitution de 1633. selon laquelle, *quilibet Candidatus Regiæ dignitatis à loco & confessu Electionis abesse tenetur*, c. a. d. que tout Candidat doit être absent du lieu de l'Election; Celle de 1674. qui veut, que tout ce que les Polonois appellent Exorbitances, soit examiné & redressé, avant qu'on puisse procéder à l'Election; Celle de 1668. & 1674. selon laquelle tout Candidat, *ante nominationem & Denunciationem, omnia Jura, Privilegia, & Immunitates, jurejurando approbare tenetur*; c'est à d. qu'il doit, avant que d'être nommé & déclaré, confirmer par serment tous les Droits, Privilèges & Immunités: Une autre des mêmes Années, qui défend de souffrir des Ministres étrangers à Varsovie, pendant la Diète d'Election; Celle de 1668. qui règle les *Judicia Capturalia*, & plusieurs autres semblables. En un mot, les Polonois ont plusieurs Loix, qui servent, ou devroient servir, (car elles sont très rarement observées,) de normes à quelques branches, ou Circonstances des Elections; Mais il n'y en a point, je le répète, qui règle spécifiquement l'Election même, ou la manière d'y procéder.

5. On me dira donc, qu'il faut au défaut des Loix, recourir à l'ancienne Pratique, *quæ habet vim legis*, qui à force de Loi. C'est aussi ce qu'ils font. Mais savez-vous ce qu'elle enseigne ordinairement cette ancienne Pratique? A ouvrir la porte aux Brigues, aux Corruptions, aux Violences, à la Confusion & aux Nouveautez. Le passage susmentionné de Sarnicky & tant d'autres; mais plus encore les Journaux de toutes les Dietes d'Election, depuis la mort de Sigismond Auguste; (car jusques là, les fils succédoient ordinairement, quoique par manière d'Election, à leurs Peres,) jusqu'à nos jours inclusivement, & des Exemples infinis, en font foi.

6. De là vient, qu'il ne s'est presque jamais fait d'Elections, qui ayent ressemblé les unes aux autres. Toutes, ou du moins la plupart ont été accompagnées de Nouveautez auparavant inusitées, & dont la plupart n'eussent jamais pû passer pour legales, si la République, après le Couronnement des nouveaux Rois, & après sa Reünion, ne les eut exprssément, ou tacitement approuvées.

7. D'ailleurs, quelles que puissent être les Loix, le recours que les *benè Sentientes* ont eu aux Troupes Russiennes, & contre lequel vous vous recriez tant, n'a rien de si illégal, ou de si extraordinaire que vous le supposez. Je m'en suis expliqué dans le dernier Exemplaire de ma Réponse à votre premier Billet, & j'en toucherai encore quel-

quelque chose de plus dans l'Article suivant, me flattant de rendre en même tems palpable la différence des Raisons, qui ont attiré aujourd'hui les Russiens en Pologne, & de celles qui y avoient introduit, au commencement de ce siècle, le Roi de Suède.

VI.

1. La Distinction que vous faites, entre l'entrée des Troupes étrangères dans le Royaume, après l'Election faite, & l'entrée de ces fortes de Troupes, qui y viennent avant l'Election, & dans le dessein de la faire tomber sur tel Candidat, qu'elles ont ordre de soutenir; (car je crois, que c'est ce que vous voulez dire,) cette Distinction, dis-je, est trop naturelle, pour pouvoir être contestée, & je l'admets, quoique l'une & l'autre, si l'on en veut juger à la rigueur, semblent également contraires aux Loix, qui défendent toute entrée de Troupes étrangères, *nullo casu excepto*, aucun cas excepté, à moins qu'elles ne soient appelées par toute la Republique: Mais vous admettez, s'il vous plaît, à votre tour, une autre Distinction bien plus applicable au cas en question, & plus evidente encore que celle là. La voici.

Il faut absolument distinguer entre des Troupes qui entrent, ou qui sont dans le Royaume, en qualité d'Ennemis declarez, & celles qui y entrent, appelées ou non,

en qualité d'Amis, Alliez, & Garants de la Liberté, de la forme du Gouvernement, & des Loix de la République.

2. Vous répondrez sans doute, suivant votre vivacité naturelle, que selon mes propres principes, pour rendre l'entrée des dernières légitime, elles doivent être appelées par toute la République.

J'en conviens *in Thesi*, quand la République est unie, & qu'elle n'est pas liée par certains engagements, qui mettent ces Troupes en droit, d'entrer dans le Royaume, fut-ce même malgré elle. Je le nie *in hypotthesi*, quand la République est divisée, & quand il est averé, que quelcune des factions dominantes contrevient aux engagements susdits.

3. Au premier cas, il n'y a pas de doute, que l'Entrée des Troupes étrangères non invitées, ne soit un Acte d'hostilité, incompatible avec l'indépendance d'une République qui est entièrement libre, & qui NB. ne fait rien de contraire à ses engagements.

4. Au second cas, & si la République est divisée en différentes factions; si telle ou telle de ces factions, se prévalant de sa supériorité, enfreint des engagements antérieurement pris par tout le Corps de la République; lors p. e. qu'elle donne atteinte à la Liberté de la Nation, ou à des Loix qui en sont la base, & qui se trouvent garanties par des Puissances étrangères: En ce cas, dis-je, il est incon-

testa-

restable, que ces Puissances chargées de telles Garanties, & d'ailleurs naturellement intéressées au maintien de la forme du Gouvernement anciennement établi dans le Royaume, sont en droit & dans l'obligation d'y envoyer des Troupes, pour y mettre ordre, sur tout quand la faction en question a été sourde à leurs représentations & exhortations amiables. Elles n'ont même aucun besoin d'en être requises. Mais si elles le sont, si quelque faction opprimée, & assez généreuse, pour refuser de subir le joug de ses Frères dénaturez leur demande du secours, alors leur Droit n'en devient que plus evident; Sur tout, quand ceux qui implorent leur Protection, ne sont pas en état de se soutenir eux & la Liberté de leur Patrie par eux mêmes. C'est le bon sens qui dicte cela. Appliquez, s'il vous plaît, cette Distinction au cas en question, & vous n'aurez gueres besoin d'autre Conviction.

5. Je ne crains pas, que vous m'objectiez, que je ne fais que justifier l'Entrée des Troupes étrangères; mais que par une conséquence naturelle de mon propre aveu ci dessus, ceux qui peuvent les avoir appelés, n'en ont pas moins contrevenu aux Loix, qui défendent de les appeler.

6. Ce que j'ai avancé ci dessus Art. III. & en plus d'un endroit, dans ma Replique à votre premier Billet, doit vous avoir fait remarquer, que j'ai de très fortes raisons

pour soutenir, que ceux qui, dans la conjoncture présente, peuvent avoir appelé des secours étrangers, n'ont rien fait, qui ne leur fût très permis. J'espère que vous en conviendrez entièrement, avant la fin de ce Raisonnement.

VII.

1. Vous alleguez comme une troisième raison de votre Décision susdite, *qu'il n'y a pas un seul Exemple dans toute l'Histoire de Pologne, qu'un Roi élu par une Diète convoquée, dites-vous, sans contrainte, n'ait eu que 3. ou 4. semaines après, un Rival proclamé; & vous vous êtes donné la peine de prouver par les Exemples d'Etienne, de Maximilien, de Sigismond & d'Auguste, que ces sortes de Rivaux ont toujours été proclamés dans les mêmes Dietes, & presque en même tems, que les premiers élus.*

A tout cela, j'ai deux choses à vous répondre: l'une, que les Exemples que vous citez, sont plus contre, que pour votre opinion. Vous en conviendrez vous même, après le détail, que je vous en donnerai ci dessous. Vous y verrez, p. e., qu'Etienne n'a pu être proclamé presque en même tems, que Maximilien, puisque les différens partis qui les proclamèrent, étoient assemblez en deux endroits différens; Savoir, celui de Maximilien, près de Varsovie, & celui d'Etienne à Stęfica, qui est à plusieurs lieues de là,
prés

prés de Sendomir. L'autre, qu'en Pologne, comme ailleurs, les Exemples, à moins qu'ils n'ayent été suivis d'un usage constamment pratiqué, ne servent pas toujours de règles.

2. Je conviens cependant, que si la Proclamation, que les bien intentionnez feront peut-être d'un autre Candidat, ne se fait que quelques semaines après celle de Stanislas, ce sera une nouveauté, dont je doute qu'il y ait d'exemple dans l'Histoire de Pologne; mais elle n'en sera pas moins valable, pourvu que les *benè Sentientes* continuent d'ailleurs à se conformer, à ce que l'usage notoirement reçu, & les Loix applicables à une Election faite dans un tems de Scission, leur prescrivent.

3. J'ai prouvé dans l'Art. V. ci dessus, que les Elections des Rois, surtout dans un tems de Scission, ne sont réglées par aucune Loi generale, & que les Exemples de celles qui se sont faites autre fois dans de pareilles conjonctures, diffèrent trop les uns des autres, pour pouvoir servir de modèle précis. Ceux même des Proclamations d'Etienne, de Maximilien, de Sigismond III. d'Auguste II. que vous avez alleguez, en font foi, par rapport au tems, dans lequel ces Princes ont été proclamez après leurs Rivaux.

Je vous ai déjà fait remarquer, qu'il est presque impossible, qu'Etienne ait pu l'être, presque en même tems que l'Emp. Maximilien.

L' Ar-

L' Archiduc de ce nom fut proclamé 3. ou 4. jours après Sigismond, à la proclamation duquel, il y eut, (pour le remarquer en passant,) une autre singularité auparavant inouïe, savoir, qu' il fut proclamé avant son Rival, par ceux qui s' estoient retirez du Champ Electoral, en protestant contre l' Archiduc, & qu' ils l' élurent plus de 15. jours après leur retraite.

Il n' y a que le seul Auguste II. du quel on puisse dire, qu' il ait été proclamé presque en même tems, que le Prince de Conti. Mais on fait, qu' un seul exemple ne suffit pas, pour établir une règle.

Tout ce qui peut se dire de plus incontestable de ces Exemples, c' est qu' ils ont été, chacun dans son tems, sans exemple, & qu' on peut les ranger parmi ces nouveautez, qui n' étant ni ordonnées, ni défendues par aucune Loi, sont en elles mêmes, tout à fait indifferentes.

4. Quoique ces sortes de Nouveautez puissent exister sous tous les Gouvernemens independans, je n' en connois point, qui y soit plus sujet, que celui des Polonois; & il n' y a pas d' occasion, ou ils se prévalent plus souvent de la liberté de les pratiquer, que dans les Elections des Rois.

5. Outre l' Exemple, que je viens de citer, je pourrois vous en donner un Recueil fort ample, si je voulois me donner le tems, de parcourir quelques Historiens, qui les
ont

ont remarquez: Mais je me contenterai de vous faire part de ceux que ma mémoire me fournit. Je commencerai par ceux qui influent généralement sur la Constitution du Gouvernement; & je finirai par ceux qui ont du rapport seulement aux Elections des Rois.

6. Rien p. e. n'est plus fameux, ni plus bizarre, que l'abus qui se fait du *Liberum Veto*, dont j'ai tant parlé dans ma réponse du 28. Sept. & qui rompt tant de Dietes. Les Polonois le regardent comme la Base de leur forme de Gouvernement, l'appellent la prunelle de leur liberté; quoi qu'ils conviennent en même tems, (les plus senez au moins,) qu'il n'y a rien de si extraordinaire, de si injuste, de si préjudiciable à l'Etat. Il y en a même, qui ont soutenu publiquement, que cette prunelle ne sauroit manquer, d'être tôt ou tard fatale à la République, & d'en causer la perte. Relisez, s'il vous plaît, les Auteurs Polonois qui en ont parlé, mais surtout *Cromerus de Ortu & rebus gestis Polonorum*, Lib. XXVII.

Cependant cette base, cette prunelle de la Liberté Polonoise ne subsiste, que depuis l'an 1536. qui nous fournit le premier Exemple d'une Diete rompue; encore ne le fut-elle pas par un Nonce seul, (ce qui par une autre nouveauté inouïe, ne fut pratiqué pour la première fois qu'en 1652.) ni par plusieurs, mais par toute la Chambre des Nonces, qui protestèrent & sortirent tous ensemble.

Au commencement du Siecle passé, cette methode fut changée & empirée par une seconde nouveauté. Ecoutez ce qu'en dit Braunius, dans son *Traité de Comitibus regni*. *Ferè cum initio Seculi 17. dit-il, singuli Nuntii plenam illam libertatem vetandi sibi arrogare cœperunt, nec tamen nisi gregatim, plures simul exercuerunt; donec anno 1652. unus Nuntius Lithuanus solus, protestatione sua, tota comitia muta; & in omnibus etiam ante ruptionem, decisis ac scitis, otiosa reddere ausus fuit: C'est à dire; Ce fut vers le commencement du 17. Siecle, que tous les Nonces commencerent à s'arroger la liberté absolue de prohiber. Ils ne s'en prévalaient cependant, que quand ils étoient plusieurs du même sentiment; jusqu'à ce qu'en 1652. un seul Nonce Lithuanien, osa imposer silence à toute la Diete, & rendre inefficaces toutes ces résolutions & décisions, même celles qui avoient été arrêtées avant la rupture.*

Cette manière d'exercer le *Jus vetandi* fut regardée alors, comme une Nouveauté non seulement inouïe, mais comme étant contraire à l'usage & aux Loix, qui depuis l'an 1454. n'accordoient au Corps de la Noblesse, (exclus jusques là de toute Deliberation, excepté de celles qui regardoient les impôts publics,) que le Droit d'assister aux Deliberations, & de faire des representations, contre les résolutions contraires au bien de la Patrie. Aussi cette nouveau-

veauté n'a-t-elle jamais été approuvée depuis par aucune Loi. Bien loin de là, elle a souvent été blâmée publiquement; témoin entr'autres le Roi Michel, qui a dit dans un des ses Universaux, *rumpendorum Comitiorum pruritum, nulla lege innixum, singuli sibi rapiunt, justitie nullum habentes obtentum*. Il semble même, que ceux qui rompoient ainsi les Dietes, étoient autre fois notez d'une espèce d'infamie, puisqu'en 1668. les Nonces du Palatinat de Sendomir se glorifioient publiquement; *Nullum usque Exemplum ruptorum à Nunciis suis Comitiorum, in Historiâ extare*. Tout cela n'empêche pas néanmoins, que cette nouveauté ne subsiste encore aujourd'hui, & qu'elle ne soit devenue insensiblement une espèce de Loi tacite & fondamentale.

7. Au commencement de l'an 1717. il se tint une Diète extraordinaire à Varsovie, ou il y eut plusieurs nouveautez jusqu'alors inouïes, & notoirement contraires aux Loix antérieures; mais qui n'en ont pas moins été déclarées, valables, par la Diète ordinaire, que se tint à la fin de la même année à Grodno, & par plusieurs autres tenues depuis. Les plus remarquables d'entre ces nouveautez étoient, qu'il ne fut permis à aucun Nonce, ni à aucun Sénateur de haranguer, & que toute la Diète commença & finit dans un seul jour, sans pouvoir être rompue.

8. A la Diète ordinaire de ladite Année, il se fit une autre nouveauté tout aussi extraordinaire. On y convint de n'expédier, que la moitié des matières proposées, & de renvoyer le reste, (*sub iisdem Nuntiis & eodem Mare-schalco,*) à la première Diète suivante, qui ne seroit regardée, disoit-on, que comme une Continuation de celle-ci. On y ajouta même une Clause tout aussi inusitée que le reste; Savoir, que les résolutions prises dans cette première partie de la Diète, auroient force de Loix, quand même elle seroit rompue dans sa seconde *Cadence*, (c'est ainsi qu'ils appellent la reassemblée,) à Varsovie; & tout cela s'est exécuté au pied de la Lettre.

9. Toutes ces nouveautéz, quoique l'Histoire n'en fournisse aucun Exemple précédent, & qu'elles n'aient pas été pratiquées depuis, n'en font pas moins censées très légales, parceque toute la République les a dans la suite reconnues pour telles, & pour ainsi dire, adoptées. En voici encore quelques unes, qui ne regardent que les Elections des Rois.

10. Je commencerai par celle de Henri.

a). Ce fut d'abord une nouveauté très inusitée en Pologne, que d'élire un Prince étranger, & d'abroger le titre de *Rex & Hæres*; dont les Rois ses Prédécesseurs s'étoient ordinairement servis.

b) L'ex-

b) L'exauftoration de ce Prince en fut une autre, qui étoit fans exemple.

II. Voici ce qui fe passa à l'Election d'Etienne Batory.

a) Il se fit une Sciffion, dont on n'avoit jamais oui parler auparavant.

b) Une des deux factions, & nommément tout le Senat, ayant unanimement élu & proclamé, dans le Champ Electoral, près de Varsovie, l'Emp. Maximilien; l'autre, qui étoit celle de la Noblesse,assemblée séparément à Stenfica, dans le Palatinat de Lublin, elut & proclama avec la même unanimité, la Princesse Anne de la Maison des Jagellons, à condition qu'elle epouserait Etienne Batory.

c) Les deux factions se rassemblèrent, quelques Mois après, la premiere à Lowicz, l'autre à Andrzeiowie, & y proclamerent pour la seconde fois, chaeune son Candidat, avec cette difference, que ce ne fut plus la Princesse Anne, qui fut élue & proclamée principalement par les Bathoristes, mais Etienne lui même, à condition qu'il epouserait la Princesse.

d) Etienne vint en Pologne, à la tête d'une Armée Hongroise, de laquelle il conserva, tant qu'il vecût un corps de 6000. hommes, près de sa personne.

Voilà quatre nouveautez auparavant inouïes, qui n'étoient fondées sur aucune Loi, & qui n'empêchent pas, qu'E-

tienne ne soit compté parmi les Rois très légitimement élus.

12. En 1587. ce fut bien pis.

a) Zamoiski, Grand Chancelier, & Grand General de la Couronne, vint camper avec une armée de 10000. hommes, près du Champ Electoral.

b) Il y eut, comme je l'ai dit, dans ma Rép. du 28. Sept. une triple Scission. Zamoiski & ses adhérens, après s'être retirez du Champ Electoral, élurent & proclamèrent Sigismond III. quelques jours après. Les Sborowsky, & leurs partisans, qui étoient restez maîtres du Champ Electoral, élurent, non le même Maximilien susdit, (comme vous le supposez en deux endroits de votre réfutation,) car il étoit mort dès l'an 1576. mais l'Archiduc Maximilien, frère de l'Emp. Rodolphe; & les Lithuaniens, rejetant unanimement l'une & l'autre, se déclarèrent pour Theodore Czaar de Moscovie, quoique je ne me souviene pas, qu'ils l'aient proclamé.

c) Dans cet embarras, la faction de Sigismond deféra le soin des affaires à Zamoisky, comme à une espece de *Prorex*, en attendant que Sigismond pût arriver.

d) Celle de Maximilien L'appella lui même avec une Armée Allemande, &

e) Les Lithuaniens, après avoir été neutres, pendant un tems, se joignirent enfin à Sigismond, qui réunit toute
la

la Republique sous lui, après que Zamoiski eut défait l'Archiduc en deux batailles.

Malgré ces nouveautez, l'Election de Sigismond fut regardée, comme très legale.

13. En 1632. quoique les Polonois, en elisant le Roi Henri, eussent abrogé toute apparence de Succession héréditaire, ils elurent avec une Unanimité inouïe, depuis la mort de Sigismond Auguste, le Prince Uladislas, fils de Sigismond III.

La Diète ne se passa pas sans tumulte; mais, comme il ne s'y fit pas d'autre nouveauté d' éclat, je le regarde, aussi bien que celle de 1648. ou les Polonois, Uladislas étant mort sans Enfans legitimes, s'unirent tous en faveur de son frere aîné Jean Casimir; Je la regarde, dis-je, comme une de ces Exceptions à la règle, qui semble établie en Pologne, savoir, qu'il ne s'y fait pas d'Election, sans quelque nouveauté essentielle & remarquable: Car je ne puis appeller nouveauté, d'avoir élu l'heretier le plus proche d' Uladislas, après avoir élu dans l'Interregne precedent, le fils de Sigismond, c'est à dire, Uladislas lui même.

14. En échange, l'année 1668. devint d'autant plus celebre, par une nouveauté, jusques là tout aussi inouïe en Pologne, que les precedentes.

Jean

Jean Casimir abdiqua volontairement, & se retira en France. L'année d'après, les Polonois assemblez en Diète, comme de coutume, furent long tems sans s'accorder sur le choix d'un successeur. Deux Candidats soutenus par de-puissans partis, pretendoient à la Couronne & partageoient la Diète. Les Palatinats étoient sur le point d'en venir aux mains, ou de se séparer, sans avoir rien conclu, le terme de la Diète étant d'ailleurs expiré; quand Olzowky Vice-Chancelier de la Couronne, profitant de leur irresolution, & de l'impatience qu'ils avoient de se séparer, fit élire, pour ainsi dire, dans un tour de main, Michel Wisnó-wicky, sans qu'il eut été auparavant au nombre des Candidats, & sans observer aucune des formalitez qui l'avoient été dans toutes les Elections precedentes. Et afin qu'il ne manquât rien à cette Nouveauté, on alla chercher le Primat, qui, desaprouvant cette Election, s'étoit sauvé du Champ d'Election, & on le força de proclamer Michel.

15. L'Election de Jean Sobiesky, qui se fit en 1674. fut très tumultueuse, & pleine d'intrigues, mais enfin le Roi fut unanimement élu.

Elle fut cependant accompagnée de deux nouveautez, l'une & l'autre contraires à des Loix observées jusques là: L'une, que le Roi se servit dans les Expéditions des affaires, du Sceau de la Chancellerie de Lithuanie, quoique les Loix lui defendissent de se servir, avant le Couronnement,

ment, d'aucun Sceau de la Republique; L'autre, que Jean Sobiesky, par des raisons particulieres, fit differer le Couronnement jusqu'en 1676. & qu'il continua d'exercer en attendant sa premiere fonction de Grand General de la Couronne, l'Interregne durant toujours, jusqu' au jour du Couronnement.

16. Quoique ces nouveautez fussent assez extraordinaires, elles n'approchent pas du nombre de celles qui accompagnerent en 1697. les Proclamations du Pr. de Conti & d'Auguste II. Elles sont trop recentes, & sont rapportées en trop de relations imprimées, pour avoir besoin de l'être ici. Je me contenterai de vous en rappeler un petit nombre.

Du coté des partisans de Conti,

a) Le Primat proceda à la proclamation de son Candidat, sans faire attention à la protestation & à la retraite de 40. Drapeaux, qui s'étoient declarez contre lui, & qui avoient invalidé par leur retraite toute son Election.

b) Il y proceda, malgré le serment, que toute l'Assemblée avoit preté, de ne point proclamer de Roi, tant que l'Election ne seroit pas unanime.

c) Il y proceda, avant que d'avoir pensé aux *Pača Conventa*, aux quels on ne commença de travailler, que

quelque tems après la Proclamation, la Loi voulant tout le contraire, &

d) Sans avoir fait remedier préalablement aux Exorbitances, qu'une pareille Loi ordonne de redresser avant l'Election.

Du coté d' Auguste,

a) Une poignée de monde, c'est à dire, 40. Drapeaux, entreprit de faire echoïer les desseins du Primat, & commença une Scission, dont il n'y avoit pas eu d'exemple, depuis l'Election de Sigismond III.

b) La Proclamation d' Auguste se fit par l'Evêque de Cujavie, & elle se fit deux fois. L'une, hors du Champ d'Election; L'autre, le lendemain dans le Champ.

c) On chanta à chaque fois, le *Te Deum*, la première, en rase Campagne, les partisans de Conti s'étant emparez des Eglises; l'autre dans l'Eglise de S. Jean à Varsovie.

d) L'Eveque de Cujavie admit dans la même Eglise, le C. de Flemming Lutherien, à jurer sur l'Evangile au nom d' Auguste les *Pacta Conventa*, qu'on avoit eu soin de concerter avant la Proclamation. Presque tous les Polonois, mais sur tout ceux du parti de Conti, regarderent comme une nouveauté inouïe, qu'un Heretique selon eux, eut été admis à un Acte d'ailleurs purement Catholique.

e) Au-

e) Auguste, quoique proclamé par la moindre partie de la République, déférant aux instances des Deputez, que ceux de son parti lui avoient envoyez, entra dans le Royaume à la tête de son Armée, & acheva heureusement l'Ouvrage commencé.

Remarquez-en passant la différence qu'il y a entre ces deux sortes de nouveautez. Celles qui s'étoient faites par les Contistes, étoient absolument contraires aux Loix & à l'Usage: Les autres n'étoient que nouvelles, n'étant d'ailleurs ni ordonnées ni défendues par les Loix.

17. La raison, pourquoi je me suis tant étendu sur l'Article des nouveautez, c'est que vous semblez supposer, qu'il ne doit point s'en commettre dans les Elections des Rois. C'est ce qui m'a engagé à prouver par tous ces Exemples, 1^{mo} qu'on n'en à presque jamais élu, sans quelque nouveauté plus ou moins considérable, 2^{do} Qu'il est fort permis & usité parmi les Polonois, de recourir, selon l'exigence des Conjonctures à des nouveautez, la République n'ayant jamais prescrit la forme des Elections par aucune Loi regulative; & toutes les Elections faites depuis la mort de Sigismond Auguste, étant si essentiellement différentes les unes des autres, qu'il n'y a pas moyen de s'en former un modèle.

18. J'avoue d'ailleurs, je le repete, que si les Anti-Stanislaïstes ne procedent qu'au bout de quelques semaines à

une Proclamation contraire à celle de Stanislas, ce sera une nouveauté jusqu'ici sans exemple: Mais on ne sauroit dire, ne se fit-elle même qu'au bout de plusieurs Mois, qu'elle sera contraire aux Loix, jamais Loi n'ayant limité le tems, dans lequel une Proclamation doit être faite NB. dans une Scission.

19. La raison que vous m'opposez, savoir qu'on a agi autrement aux Proclamations d'Etienne, des Maximiliens, & de Sigismond III. ne conclut rien. Je l'ai réfutée ci dessus: J'y ajouterai seulement encore une fois, que si leurs Exemples devoient servir de règles dans une Circonstance, il faudroit qu'ils en servissent aussi dans toutes les autres.

Or comme ce dernier seroit également frivole & impraticable, toute la règle qu'on peut raisonnablement tirer de ces Exemples, comme de tous ceux que j'ai rapportez dans cet Article; c'est que tous, en nous apprenant par leur plus ou moins de disparité, qu'il ne s'est fait que deux Elections, savoir celle d'Uladislaus IV. & de Jean Casimir, qui se soient ressemblé, & dont la forme n'ait été sujette à aucune nouveauté singulière; Tous, dis-je, nous apprennent aussi, que l'Election dont il s'agit aujourd'hui, doit nécessairement avoir la même liberté, sur tout dans des cas, dont les Loix qui influent sur une Election, n'ont pas décidé, & quand la nécessité ou le danger, dont

dont la Liberté de la Patrie est menacée, ne permettent pas de faire autrement.

20. Je finirai avec votre permission, par une espèce de retorsion. Si tous les Exemples, que vous alleguez, ne sont pas applicables à l'Election, que les *benè Sentientes* méditent, ils le sont encore moins à la Pseudo-Election de Stanislas. Car s'il est vrai, comme il l'est, que Stanislas n'étoit pas naturellement un Candidat eligible, toutes les Regles, tous les Exemples, qu'on puisse se vanter d'avoir suivis en l'élisant, ne sauroient rendre sa Proclamation valable. Or il est naturellement inéligible, parceque les Loix, qui l'ont pros crit, le déclarent incapable & indigne de pretendre jamais à la Couronne. Donc sa Proclamation, quand la forme en auroit été aussi juste qu'elle l'a été peu, ne sauroit *per rerum naturam*, être valable.

Je fais, que vous me demanderez des preuves de cette ineligibilité de Stanislas, & une Explication plus détaillée des Loix, que je puis alleguer, pour la soutenir. Je les ai toutes prêtes: Mais vous voudrez bien, que je les reserve jusqu'à la Réponse, que, j'aurai encore à faire à votre Apostille.

VIII.

1. Je passe l'Horoscope, que vous faites des succès du Candidat, que les *benè Sentientes* pourront à leur tour pro-

clamer. Il ne s'agit par entre nous deux, du sort qu' il aura, & qui nous fera apparemment fort indifferent à l'un & à l'autre. Mais du plus ou du moins de justice dans le procedé des *benè Sentientes*. Autrement, & si je voulois me mêler de prédire avec autant d'assurance que vous, je dirois avec tout autant de fondement, que ce futur Proclamé aura le sort d'Uladislas IV. ou si cette Comparaison vous paroît clocher, parce qu'Uladislas fut ^{ne, pas} proclamé dans une Scission, qu' il en ira de lui, comme de Sigismond III. comme d'Etienne Batory, comme d'Auguste II. Mais enfin, le plus sûr sera, que sans fouiller dans l'avenir, nous en abandonnions le soin à la Providence.

2. Je passe pareillement la belle Leçon que vous lui donnez, à ce futur Proclamé, en lui mettant devant les yeux les malheureux Exemples des deux Maximiliens d'Autriche, (car vous vous trompez, comme je l'ai déjà remarqué, en supposant que le même Maximilien ait joué deux fois la même Comédie en Pologne,) & en lui prêchant la très belle & très solide Morale, qu' il ne faudroit jamais songer à regner sur une Nation libre malgré elle. Il est evident que cela n'est applicable qu'aux cas, ou toute une Nation est de même Sentiment.

3. Mais je ne puis me dispenser de faire l'Anatomie de la conduite que vous croyez que les *benè Sentientes* eussent dû tenir, pour être à l'abri de tout reproche.

a) S'ils

a) S'ils avoient bien entendu leur métier, dites-vous, ils auroient du rester au Champ d'Election, protester contre l'Election, & faire proclamer sur le Champ leur Candidat.

J'avoüe qu'ils ont mal suivi cette Leçon, ou, pour mieux dire, qu'ils ne l'ont suivie que dans un seul point, que vous paroissez même ignorer. Ils ont réellement & plus d'une fois protesté dans le Champ d'Election, avant que de passer la rivière. Toutes les relations impartiales, les Manifestes qu'ils ont publiez depuis, & les propres démarches des Stanislaïstes le prouvent: Eux, qui se seroient bien gardez de leur envoyer tant de Députations solennelles, pour leur persuader de venir rendre l'activité au Champ d'Election, si ces Protestations avoient manqué d'une formalité si essentielle.

b) Dans tout le reste, je l'avoüe encore une fois, ils ont fait tout le contraire de ce que vous dites, qu'ils eussent dû faire. Ils ne sont pas restez *in Campo Electio-nis*, & ils n'ont pas fait proclamer sur le champ un autre Candidat.

Mais permettez moi de vous dire, qu'ils eussent très mal entendu leur métier, s'ils s'étoient avisez de rester dans le Champ d'Election, après avoir protesté contre ce qui s'y faisoit par la faction contraire.

Si vous aviez été en Pologne, ou que vous vous fussiez jamais soucié, d'étudier avec quelque attention les affaires de

de ce pays là, vous sauriez, comme tous ceux qui les connoissent, que toute Protestation, qui comme celles en question, doit rompre une Diète, annuler tout ce qui s'y est pu résoudre, & causer une Scission dans la République, doit absolument être suivie de la retraite de ceux qui ont protesté; parceque, s'ils continuoient d'y être presens, leur *Veto* ou leur Protestation ne feroit qu'arrêter l'activité de l'Assemblée, mais ne suffiroit pas, pour anéantir sans retour ses resultats. Tous les Gentilshommes Polonois savent cela par cœur, & je crois l'avoir suffisamment prouvé dans ma Rep. du 28. Sept. tant *ad Art. 4^{um}* que par ci par là ailleurs.

c) Quant à la timidité dont vous les accusez, pour n'avoir pas en même tems que les autres, & sans sortir du Champ d' Election, proclamé un Candidat différent, ils mériteroient selon moi d'être mis aux petites Maisons, s'ils l'avoient entrepris dans l'état où les choses étoient.

Nous savons tous, que les partisans de Stanislas étoient près de dix fois plus forts qu'eux, qu'ils agissoient les Armes à la main, & qu'ils eussent fait main basse sur tous ceux, qui eussent osé proclamer tout autre que Stanislas. Eut-il été de la prudence du peu de Milliers des Opposans, disperser dans presque tous les Palatinats assemblez, de lutter contre un parti si supérieur, & de courir à une perte certaine, qui eut été suivie indubitablement de l'Oppression

pression de la Liberté, qu'ils avoient entrepris de soutenir? N'étoit-il pas plus sensé d'embrasser le Parti qu'ils ont pris, qu'un ancien usage leur enseignoit, & qui les menoit légalement à leur but, qui étoit d'empêcher le bouleversement des Loix, & l'Election illégale d'un Candidat inéligible.

Souffrez que je vous communique à cette occasion, l'idée que je me suis toujours faite de la véritable valeur.

Se précipiter de gaieté de cœur dans un danger évidemment présent, lorsqu'on a des moyens moins périlleux pour arriver aux mêmes fins, ce n'est pas bravoure, c'est temerité: c'est l'affaire d'un désespéré, d'un enragé, ou d'un Sanglier, qui se jette ordinairement sur le premier fer qu'on lui présente. Trembler sans raison, se représenter le danger plus grand qu'il n'est, se laisser induire par la crainte à négliger les remèdes qu'on y peut apporter, & à démentir ses Devoirs & ses sentimens, c'est être Poltron, ou aveugle. La solide valeur est celle, qui au milieu des perils est accompagnée de sens froid & de prudence, qui voit les dangers sans les craindre, qui ne les affronte, que quand ils sont inévitables, qui n'en cherche point d'inutiles, & qui sait choisir dans le danger même, les moyens les moins dangereux pour s'en garantir.

Vous qui êtes plus faufilé que moi avec les Actions de Valeur, jugez vous même, si mon idée est juste, & si vous y

avez bien pensé, quand vous avez taxé les *benè Sentientes*, & ceux qui les ont dirigés, de poltronnerie? Ils en eussent été réellement entachés, si les menaces & la violence du parti contraire, les avoient entraînés à oublier, comme lui même, ce qu' ils devoient à la Patrie; Si la peur les avoit empêchés de continuer à prendre genereusement la défense des Loix & de la Liberté.

Je ne puis m'imaginer qu' ils méritent d' être traités de Poltrons, pour n' avoir fait qu' éviter de périr inutilement, & de hâter par leur perte celle de ces mêmes Loix, & de cette même Liberté, qu' ils avoient entrepris de soutenir; ou, pour avoir préféré des remèdes plus sûrs à de plus teméraires.

- - - *licet minus esse*
Fortibus. Ancæo nocuit temeraria virtus.

Je viens à votre Apostille.

IX.

On diroit, cher Ami, à vous entendre plaider pour votre Roi Stanislas, que vous avez fait vos Etudes dans quelque Ecole de Sophistes, tant vos Argumens sentent leur manière de disputer.

On conteste, dites-vous, la validité de l' Election de Stanislas, par ce qu' elle n' a pas été unanime.

Il faloit ajouter ; & parce qu'elle a été invalidée & annullée par les Protestations & par la retraitte de ceux qui se sont rendus à l'autre bord de la Vistule. Avec cette Addition essentiellement nécessaire, selon la Constitution ou forme du Gouvernement de Pologne, je veux bien n'avoir bâti tous mes raisonnemens précédens, que sur ce principe, qui suffira alors lui seul, pour prouver l'illégalité ou la nullité de l'Electi^{on} en question, & de toutes celles qui lui ont ressemblée. Mais je nie la generalité de la Conséquence, que vous affectez d'en tirer.

Vous dites, que si cette regle est sure, il s'ensuit que toutes les Elections passées, ou elle n'a pas été observée, doivent avoir été vicieuses & nulles, & que par conséquent celles d'Etienne Batory, de Sigismond Vasa, & de Frid. Auguste, que j'ai néanmoins citées, dites-vous, comme très legitimes, seroient sujettes au même défaut, toutes ayant été moins unanimes, & plus irregulieres que celle de Stanislas.

Vous croyez, n'est-il pas vrai, m'avoir desarçonné par ma propre Lance? Mais un moment de patience vous fera voir, que vous n'y êtes pas.

Retournons pour un moment à l'Ecole, & reduisons votre illation au Syllogisme le plus parfait, qui s'en puisse former.

S'il est vrai, dites-vous, qu'une Election ne sauroit être legitime, sans être unanime, il n'est pas moins vrai, que toute Election, qui manque d'unanimité est illegitime. Or les Elections d'Etienne, de Sigismond, & d'Auguste n'ont pas été unanimes. Donc elles ne sauroient avoir été legitimes. Donc, ou j'ai dit une sottise, en les citant comme telles, ou j'en dis une, en soutenant que l'Election de Stanislas n'est pas legitime, puisqu'il est constant, qu'elle a été plus unanime que celles là.

Je ne crois pas qu'on puisse mettre votre raisonnement das un plus grand jour: Mais il n'en est pas moins faux. Je ne crains pas de vous déplaire par cette franchise, puisque je suppose comme une chose impossible, que vous puissiez penser tout ce que vous affectez de soutenir.

Il vous plaît de dire, que je regarde les Elections des trois Princes susdits, comme très legitimes, & quoique je doute, que je m'en sois expliqué si positivement, n'ayant rien dit, ce me semble, si non (comme je le dirai toujours) qu'Etienne, Sigismond, & Auguste étoient des Rois très legitimes; je veux bien cependant l'avoir dit aussi de leurs Elections. Mais je distingue entre un Acte legitime par lui même, & entre un acte devenu legitime par quelque Accessoire. C'est dans ce sens, que je pourrois avoir dit avec beaucoup de justesse, que les trois Elections susdites, quoiqu'elles n'aient pas d'abord été unanimes, ne laissent pas

pas d'être très légitimes, la République les ayant déclarées telles *ex post*, & ayant réparé par là tout ce qu'il pouvoit y avoir eu de defectueux, supposé qu'elles eussent été accompagnées de quelque irrégularité. Car, pour ne vous rien cacher de ce que je pense sur ce sujet, quelque régulier ou irrégulier, que puisse avoir été l'Acte d'une Election, qui s'est faite NB. dans un tems de Scission, il dépend du Consentement postérieur & unanime de la République réunie de lui donner telle Valeur qu'il lui plaît. Etant *jurium suorum Domina*, elle est la Maîtresse de suppléer à toute sorte de défauts antérieurs, dès qu'elle se trouve, je le répète, unie & unanime.

Je vous dirai bien plus, quelque vicieuse & illegale, que soit l'Election de Stanislas, si jamais tout le parti qui a passé la Vistule, étoit capable de se retracter de ses Protestations; si toute la République en un mot, se réunissoit en sa faveur, & que, sans avoir egard aux Loix qui le rendent incapable de porter la Couronne, & aux Puissances qui les ont garanties, elle le reconnut NB. unanimement, il n'y auroit plus le mot à dire: il seroit Roi tout aussi légitime, que tant d'autres l'ont été avant lui, & la Question de son Eligibilité, seroit une affaire à vuidier entre la République & les garants de ses Loix. Mais enfin, il ne s'agit pas de tout cela. L'Election de Stanislas diffère trop palpablement de celles que vous alleguez, (soit dit, sans

vous offenser,) comme le Démon alleguoit jadis la Sainte Ecriture, elle en diffère trop, dis-je, pour pouvoir leur être comparée.

3. Quoique je croye avoir assez bien démontré dans ma Réponse à votre Réfutation principale, qu' on ne sauroit juger de la Validité d' une Election par des Exemples antérieurs, puisqu' ils diffèrent trop entr' eux, & puisqu' il n' y a pas de Loi générale, selon laquelle on puisse juger du plus ou du moins de validité de ces Exemples, vous me faites pourtant plaisir de souhaiter, que je fasse un parallèle entre l' Election de feu Auguste II. & celle de Stanislas.

A celle d' Auguste II. il y avoit 1) un Primat à la tete d' une puissante faction, corrompüe comme ce Prelat lui même par les intrigues & par l' or de la France. 2) Ce parti avoit complotté de longue main de mettre le Prince de Conti sur le Trône. 3) Il le proclama malgré la Protestation de 40. Drapeaux, qui s'étoient declarez pour Auguste. 4) Ces 40. Drapeaux, après avoir protesté, se retirèrent avant la Proclamation du Champ d' Election, & mirent par là toute la Diete hors d' activité. 5) Les Contistes, sans y avoir egard, n' en ayant pas moins fait proclamer leur Candidat par le Primat, (& notez, que cette Proclamation se fit unanimement par tous ceux qui étoient restez au Champ Electoral,) les mêmes 40. Drapeaux proclamèrent de leur coté Auguste. Je passe plusieurs autres par-

particularitez, qui ont precedé, accompagné, ou suivi ces deux Proclamations, parce que j'en ai déjà parlé.

Voici en gros comment s'est passée celle de Stanislas.

1) Il y a eu un Primat à la tête d'une très puissante faction, gagnée comme lui par les brigues & par l'or de la France. 2) Ce Prelat & sa faction avoient projeté depuis long tems, de placer Stanislas sur le Trône. 3) Ils l'ont proclamé, malgré les Protestations de ceux qui s'y opposent, & pour marquer d'autant plus sensiblement leur peu d'attention à ces Protestations, ils ont fait recueillir les Voix, les Armes à la main. 4) Les opposans, après avoir protesté, se sont retirez du Champ Electoral, les uns avant la Proclamation, les autres après, & ont invalidé par là tout ce qui s'étoit fait, & tout ce qui pouvoit encore se faire à cette Diète. 5) Les Stanislaïtes, sans y avoir egard, étant allé leur chemin, & ayant fait proclamer leur Candidat par le Primat, les mêmes opposans, après avoir joint leurs Frères Lithuaniens campez à l'autre bord de la Vistule, ont proclamé à leur tour, (à ce que j'apprens dans le tems même que j'écris ceci) l'Electeur de Saxe.

Jugez vous même, cher Ami, ce qui peut s'ensuivre de ce Parallèle, & s'il y a moyen de faire ressembler l'Electon de Stanislas à celle d'Auguste II.

Bien loin de là, elle ressemble comme deux gouttes d'eau, à celle du Prince de Conti. C'est la même faction,
les

les mêmes Intrigues, les mêmes Corruptions, le même mépris du *Liberum Veto*, la même Scission.

La seule différence qu'il y a, c'est que la Pseudo-Election de Stanislas, (s'il m'est permis de copier vos expressions,) est encore plus remplie d'Illegalitez & d'Irregularitez, que celle du Prince de Conti. Et c'est ce que je vais vous faire voir en peu de mots.

a) Le Prince de Conti étoit un Candidat fort éligible, & Stanislas ne l'étoit point, les Loix qui lui donnent l'exclusion, subsistant encore actuellement.

b) Avant la Proclamation du Prince de Conti, la République donna audience aux Ministres étrangers, une Loi expresse l'ordonnant ainsi.

La Proclamation de Stanislas s'est faite, sans qu'on ait pensé à cette formalité, personne d'entre les Ministres étrangers n'ayant été écouté, excepté le seul Nonce du Pape.

c) A la Proclamation du Prince de Conti, les voix des Palatinats ne furent sollicitées que par des Corruptions & par/des Promesses.

A celle de Stanislas, on a joint à ces Persuasions, la voye des Menaces & des Armes, le Primat en recueillant les voix, s'étant fait accompagner d'un bon Detachement de Troupes, sous les Ordres du Regimentaire de la Couronne, & ayant taché d'intimider par là les opposans, & de les
em-

empêcher par le bruit & par les menaces de ces gens de guerre, d'être entendus de leurs Compatriotes.

4. Le Prince de Conti, conformément aux Loix, étoit absent du lieu destiné à l'Election.

Stanislas au contraire, bravant, pour ainsi dire, toutes les Loix du Royaume auquel il aspirait, a osé se trouver en personne, non seulement à Varsovie, mais aussi dans le Champ d'Election, ou il savoit que ses Partisans le feroient proclamer.

Depouillez-vous pour un moment, de la partialité que vous affectez d'avoir pour Stanislas, & dites moi franchement, si son Election prétendue peut ressembler à celle d'Auguste II. en ressemblant tant à celle du Prince de Conti.

Il ne suffit pas cependant de vous avoir montré le peu de rapport qu'il y a entre les Elections d'Auguste II. & de Stanislas; il me faut encore vous faire toucher au doigt, le tort que vous avez de comparer cette dernière à celles d'Etienne & de Sigismond III.

J'ai parlé de l'une & de l'autre dans mes réflexions précédentes, & sur tout à l'occasion des nouveautez, dont presque toutes les Elections ont été accompagnées, & si vous voulez prendre la peine de vous en ressouvenir, vous serez convaincu, que l'Election de Stanislas, (s'il étoit d'ailleurs un Candidat eligible,) pouvoit être beaucoup mieux jugée,

selon les Exemples de celles des deux Maximiliens, que selon ceux des deux Rois susdits. Je repeterai les Circonstances principales de la methode observée aux Proclamations des uns & des autres, & comme je viens d'en decouvrir, que j'ignorois, lorsque je répondis ces jours passez, à une partie de votre refutation, j'espère que cette repetition vous ennuiera d'autant moins, qu'elle me donnera occasion de rectifier quelques Anecdotes, que j'ai rapportées ailleurs imparfaitement.

J'ai fait ces decouvertes depuis, dans plus d'un bon Auteur, mais surtout dans un Ecrit fort authentique, imprimé en 1588. sous le titre de, *Polonica Electio, in Comitibus Varfaviensibus Anni 1587. acta, & quæ secuta sunt usque ad Coronationem Sigismundi III.*

Voici les particularitez des Proclamations de Maximilien & d'Etienne. L'Interrégne ayant été publié, après la fuite & l'exauctoration du Roi Henri, Uchansky Primat du Royaume, convoqua comme de coutume une Diete d'Electio, près de Varsovie. Gagné comme il étoit par l'Emp. Maximilien, il fit tant de brigues dans la République pour le faire elire, qu'une grande partie de la Noblesse refusant de se trouver au Champ d'Electio, s'assembla & s'arrêta au dela de la Vistule, à Stenfica dans le Palatinat de Lublin. Le Primat y envoya une Députation, pour les inviter à venir au Champ Electoral près de Var-

Varsovie, & à elire conjointement avec lui & le Senat, Maximilien. Mais sans attendre le retour des Deputez, & la resolution qu'ils devoient lui rapporter, il proceda à sa Proclamation. Ce procedé ayant paru plus qu'extraordinaire à l'assemblée de Stensica, (en effet, il seroit unique dans son espèce, s'il n'avoit été imité en dernier lieu par la faction de Stanislas,) elle prit le parti de proclamer à son tour la Princesse Anne, ou, pour mieux dire, Etienne Bathory, qu'elle devoit epouser, & comme il ne se trouva pas d'Evêques, qui pût, ou qui voulut se charger de cette Proclamation, il se fit à cette occasion une chose tout à fait nouvelle, & en apparence fort irrégulière; mais qui n'empêcha pas qu'Etienne ne fut reconnu dans la suite pour un Roi très legitime. Ce fut que la Proclamation se fit par Nicolas Sien^{ki} n-ky Gentilhomme & Chambellan du Palatinat de Chelm. Tout le reste de l'Election d'Etienne se passa, comme je l'ai déjà rapporté.

Je viens aux Proclamations de l'Archiduc Maximilien & de Sigismond Vasa. Elles se firent en 1587. & vous en trouverez ci dessous un detail très curieux, dans une relation traduite de l'Ecrit Susmentionné.

Vous y remarquerez, s'il vous plaît, comme dans les Elections de l'Emp. Maximilien & d'Etienne plusieurs nouveautez qui grossissent le nombre de celles que je vous ai déjà rapportées, & qui semblent avoir été imitées en

partie aux Proclamations de Stanislas Leczinsky & de l'Electeur de Saxe. Voici les plus remarquables.

a) En 1587. Les Grands du Royaume vinrent armez à la Diète d'Election, & Zamoisky vint-camper, à une demi-lieue du Champ Electoral, à la tete d'un corps de Troupes, que les Historiens contemporains font monter à 10000. hommes.

Les Grands d'aujourd'hui ont fait la même chose, & les Troupes dont le Régimentaire Poniatowski s'est servi pour étouffer le bruit de ceux qui protestoient, valent bien le corps fusdit.

Remarquez en passant, qu'en 1587. la Diète d'Election se tint en présence d'un corps de Troupes, & que par conséquent, vous avez eu tort de soutenir, qu'il ne s'en est jamais tenue en présence d'une Armée, fut-elle même, dites-vous, domestique.

b) En 1587. Les Lithuaniens s'arrêterent à l'autre bord de la Vistule, sans vouloir venir au Champ d'Election.

Cela vient d'être imité par ceux d'aujourd'hui.

c) En 1587. il se fit une Scission dans le Champ d'Election. Un parti considerable protesta contre la manœuvre du parti de l'Archiduc, quitta le Champ, & fut camper séparément assez loin de là.

La même chose s'est faite en dernier lieu, les Anti-Stanislaïstes ayant protesté & quitté le Champ d' Election, & s'étant allé camper séparément à Prag, qui n'est éloigné de Varsovie, que d'une portée de mousquet.

d) En 1587. ceux qui avoient protesté & quitté le Champ d' Election, quoique les moins nombreux, choisirent un nouveau Champ d' Election, & y continuèrent les deliberations publiques pendant 8. ou 9. jours, après quoi ils procedèrent les premiers à la Proclamation de Sigismond, & ce fut le Primat Karnkowsky, qui la fit NB. malgré les Protestations de ceux qui étoient restez au premier Camp. Ceux-ci d'un autre coté firent proclamer quelques jours après par l' Evêque de Kiow Wroniecky, l' Archiduc Maximilien. Ceci n'a pu être imité au pied de la Lettre aux dernieres Elections, parce que la disposition des Circonstances & des Esprits étoit tout autre qu'en 1587.

Vous ferez peut-être curieux de savoir, de quelle sauce la Republique a assaisonné toutes ces nouveautez d'alors, pour empêcher le public d'en inferer, soit une illegalité & nullité, préjudiciables aux Elections d' Etienne & de Sigismond III., ou une legalité favorable aux deux Maximiliens. Les deux Extraits ci dessous cotez de E. & F.^{E.} vous en instruiront, & vous desabuferont sur tout de F.^{E.} l'Erreur, ou vous étiez tombé, dans votre première réfutation de mon opinion, en soutenant que toute Proclamation,

tion, pour être valable, doit se faire dans l'enceinte du Champ d'Election, fixé près de Varsovie.

Le premier de ces Extraits est tiré d'une Lettre, que l'Archiduc Maximilien écrivit aux Etats de la Republique, pour justifier sa Proclamation, & pour invalider celle de Sigismond. L'autre l'est de la Réponse, que les Etats y ont fait, & par laquelle ils ont réfuté les Argumens de Maximilien.

Ces Paroles, dont lesdits Etats se servent, pour justifier la Proclamation de Sigismond faite hors du Champ d'Election, *Ius Electionis non ad certum aliquod loci vestigium alligatum esse, notius est, quam ut quisquam, qui aliquantulum in Institutis Reipublicæ hujus versatus sit, dubitare de eo possit, &c.* Ces Paroles, dis-je, prononcées par tout le Corps des Etats, sont trop positives & trop convaincantes, pour pouvoir vous laisser le moindre doute à cet egard. Cependant, s'il vous faut encore d'autres preuves, lisez, s'il vous plaît, un Ecrit des mêmes Etats de la Republique, qui a pour titre, *Ordinum Regni Poloniæ de Electione Serenissimi Regis Sigism. III. omnium^{que} præsentis Statu, ad universos Principes Christianos Epistola.* Vous la trouverez dans le même Recueil imprimé que j'ai cité ci dessus.

X.

Vous finissez l'Apostille de votre refutation, en vous dechainant contre la Constitution de 1717. Vous semblez lui

lui disputer la qualité de Loi; vous vous efforcez de soutenir, que, si c'en est une, elle ne sauroit avoir été valable, tout au plus que pendant la Vie d'Auguste II. & vous provoquez à je ne sai quelle pièce, dans laquelle vous dites, que tout cela a été très solidement démontré *ad oculum*.

Je vois bien, Cher Ami, que vous ne raisonnez de la dite Constitution, que *ex ore* de ceux qui voudroient, qu'elle n'eut jamais existé, & je conjecture que la pièce que vous alleguez sans la nommer, & que vous trouvez si belle & si solidement démontrée, n'est autre chose, que certaine brochure, qui parut dans le Public, il y a quelques mois, sous le titre de *Lettre d'un Hollandois à un ami Prussien*.

Que si c'est de cette pièce là que vous voulez parler, je vous dirai naïvement, que je trouve à la vérité, que c'est un assez beau verbiage, mais que je n'y ai pas remarqué cette solidité, qui semble faire l'objet de votre Admiration. Tout au contraire, il saute aux yeux, que l'Auteur ne l'a écrite, que sur des ouï dire, & qu'il a eu plus en vüe de dérouter le Public, que de l'instruire de la Vérité.

J'en ai vu une autre écrite sur le même sujet, d'un style à la vérité moins fleuri & moins chatié que celle là; mais qui met la Constitution en question dans un tout autre-jour,
&

& qui prouve *ad oculum*, que cette Constitution, est une Loi très formellement faite; & plus d'une fois renouvelée & confirmée par les trois ordres de la République, & qu'elle ne fut jamais restreinte à la Vie d'Auguste II. Cette Pièce a pour titre, *Réponse de l'Ami Prussien à l'Ami Hollandois*. Elle a été imprimée, sans avoir été publiée, parce qu'il s'y étoit glissé tant d'*Errata*, qu'il eut fallu, pour la faire paroître avec quelque grace, la faire imprimer une seconde fois.

- e. En ayant reçu deux Exemplaires, j'en joindrai un à ma présente Réponse, & j'espère que vous trouverez comme moi, que l'Ami Prussien, quoiqu'il n'ait répondu qu'indirectement au soi disant Hollandois, raisonne avec plus de bon sens, & plus démonstrativement, que celui-ci, surtout au sujet de la Loi en question.

Vous y trouverez, que la Proscription de Stanislas, n'a pas été résoluë seulement en 1717. mais plusieurs années auparavant, & que l'Article qui la regarde dans la Constitution de 1717. (car la même Constitution règle plusieurs autres matieres,) n'est qu'une réassomption ou raïteration, de ce que la République avoit déjà statué plus d'une fois depuis l'an 1703. non comme une Loi restreinte à la Vie d'Auguste II. mais comme une Loi perpetuelle.

Je vous demande, Monsieur, s'il est à présumer, que la République eut pû manquer d'exprimer dans la Constitution

tion en question, que sa vigueur finiroit avec la vie d'August. II. si son intention avoit été de ne la faire que pour un tems si limité.

Qu' étoit-il besoin d' obliger le Primat d' aujourd'hui, alors Evêque de Culm, & ceux qui avoient adhérenté comme lui à Stanislas, & qui se réunirent en 1709. & 1710. au Corps de la République, de s'engager par un serment solennellement prêté, à ne regarder Stanislas, que comme un proscrit, comme un Ennemi de la Patrie, & NB. comme étant incapable d'aspérer jamais au Thrône de Pologne. Cependant c'est un fait averé, & le Primat lui même n'en peut disconvenir.

Mais il y a une autre réflexion à faire. Si le bannissement de Stanislas, qui ne fait que la moindre partie de la Constitution de 1717. ne devoit durer, que jusqu'au Décès d' Aug. II. il s'ensuivroit que tous les autres Articles qu'elle contient, & qui sont autant de Loix différentes, seroient pareillement restreints au même terme, & que par conséquent, tous les divers réglemens, que les trois Ordres de la République y ont inseré, par rapport à plusieurs branches de leur Gouvernement, seroient censés expirer, depuis que ce Prince n'est plus.

Or comme il seroit de la dernière absurdité, de soutenir qu'une partie puisse être d'une nature différente du tout; c'est à dire, que tel ou tel Article d'une Loi ge-

nerale, puisse être regardé comme temporaire, lorsque toute la Loi est permanente & perpetuelle, à moins que la Loi elle même ne l'ait excepté de la regle de la generalité: Vous m'avoüerez, Monsieur, que ceux qui soutiennent, que Stanislas n'a été proscrit, que pendant la vie d'Auguste II. n'ont pas pris la peine d'examiner la Constitution de 1717. ou qu'ils n'ont malicieusement imaginé cette objection, que pour eblouir le Public.

L'evidence de cette réflexion deviendra encore plus grande, si vous voulez bien vous souvenir des motifs, que tout le Corps de la Republique a alleguez dès les années 1703. 1704. 1709. 1710. 1712. dans les Actes publics, par lesquels elle a proscrit Stanislas. Elle ne dit nulle part, qu'elle a pris cette resolution par complaisance pour le Roi; mais parce que Stanislas avoit agi contre les Loix les plus anciennes & les plus sacrées de la Patrie, parce qu'il s'étoit revolté, non contre le Roi seulement, qui ne fait qu'une partie de la Republique, mais contre la République elle même, qui ne fait qu'un corps avec le Roi, & qui est immortelle.

Direz-vous encore après cela, que la Loi de 1717. si e'en est une, n'étoit valable, tout au plus que pendant la Vie d'Auguste II. ?

XI.

Vous avancez d'ailleurs deux choses dans votre Apostille, aux quelles vous n'avez apparemment pas pensé, en les couchant sur le papier. L'une regarde le pardon de Poniatowsky, l'autre Stanislas lui même.

Vous dites, que le premier est revenu en Pologne, sans que personne lui ait dit mot, & sans qu'il ait eu ni lettre d'abolition, ni pardon de la Republique. Mais vous trouverez bon que je vous avertisse, que je suis un peu mieux informé de la verité de ce fait que vous, & que bien d'autres peut-être, les informations que j'en ai, dérivant de la première source. Voici comment se fit le retour de Poniatowsky.

Charles XII. au service duquel il se trouvoit, ayant été tué en Norwege, Poniatowsky écrivit en termes de suppliant à Auguste II. & aux principaux Senateurs de Pologne, pour obtenir son pardon. On lui repondit, que pour mériter la Clemence du Roi & de la Republique, il falloit qu'il leur rendit certain service important, avant que de rentrer en grace. Il ne balança point. Il fit un voyage exprés en Suède, remplit dignement cette condition, & vint se jeter aux pieds du Roi, qui étoit alors à Dresde. Vous me dispenserez de vous dire, en quoi consistoit le service rendu: Mais vous pouvez compter que je n'avance rien, qui ne puisse se prouver par des Lettres originales. Je ne puis

affurer avec la même certitude, s'il a jamais demandé ou obtenu quelque Lettre d'Abolition, & j'en doute même, les Polonois n'observant presque jamais ces sortes de formalitez. Mais ce qu'il y a de sur, c'est, qu'après son retour en Pologne, il prêta serment de fidélité à la République, qu'il fut revêtu des Charges & des Dignitez les plus honorables, au su & du consentement de la République; que ses Parentes furent scellées des Seaux de la Couronne & de Lithuanie; que le Roi ne l'a reçu en grace, qu'après en avoir mûrement délibéré avec les Ministres de la République, & qu'on eut besoin de bien des persuasions pour appaiser la Noblesse, qui vouloit protester contre son pardon. Il me semble que tout cela vaut bien une Lettre d'Abolition.

Quant à ce que vous dites, que l'Arrêt prononcé contre Stanislas n'a eu de vigueur, que pendant la vie d'Auguste II. j'espère que vous ne le direz plus, quand vous aurez réfléchi sur les circonstances suivantes.

1.) Les raisons pour lesquelles Stanislas a été pros crit, non seulement par la Constitution de 1717. qui n'en est qu'un renouvellement, mais dès l'an 1704³ ne regardoient pas seulement la personne du Roi, mais toute la République.

2.) Les

2.) Les Loix emanées contre lui & confirmées par tant de Diètes, ont été données par toute la Republique, dont le Roi ne fait qu'une partie.

3.) Si l'intention des Legislateurs avoit été, de ne faire durer son bannissement, que jusqu'à la mort du Roi, ils en eussent certainement fait mention dans ces Loix mêmes; ils n'y eussent pas dit expressement, qu'elles devoient être observées & executées, conformément aux Loix antérieurement faites par les Rois précédens contre toutes sortes de Criminels d'Etat.

4.) Une preuve evidente que la proscription de Stanislas n'a pas été restreinte à la Vie d'Auguste II. c'est, que l'Article qui en fait mention dans la Constitution de 1717. est précédé, & suivi d'autres articles ou Loix que la Republique seroit très fâchée de savoir n'avoir été valables, que pendant la vie de ce Prince.

Car toute la Constitution de 1717. en general, ayant notoirement force de Loi perpetuelle il s'ensuit naturellement, que toutes ses parties, à moins que la Constitution elle même, ou la Republ. par quelque Decret séparé ne les ait limitées à un tems certain, sont de même nature que le tout. Or la Loi, ou l'Article qui regarde la Proscription de Stanislas est confondu parmi d'autres Loix & Articles contenus dans la même Constitution, & n'a pas été excepté

de la generalité de la dite Constitution, ni plus limité que les Loix ou Articles qui le precedent, ou suivent.

Donc cet Article ou cette Loi est de la même nature, c'est à dire, de la même force, de la même durée, que tout le reste de la Constitution. Si non, il s'ensuivroit que toute la Constitution est expirée avec la vie d'Auguste II. ce qui feroit du dernier ridicule.

Vous avez cependant tort de dire, qu'il lui a été moralement impossible, de jouir de l'Amnistie accordée par la Loi, tant à lui même, qu'à tous ses Complices. Il n'avoit qu'à implorer comme Poniatowsky, & comme quelques années auparavant le Palatin de Kiovie & d'autres la Clemence du Roi & de la République: il n'avoit qu'à offrir de renoncer à ses prétentions ambitieuses, & de vivre en bon Citoyen, en bon Gentilhomme, en bon sujet de la République, je suis persuadé qu'il eut eût le même bonheur qu'eux: Il n'eut été imprudent, de s'aller remettre à la merci du Roi & de la République, qu'au cas qu'il eut osé le faire, sans avoir renoncé auparavant à ses erreurs, & avant que d'avoir obtenu sa grace.

Cette matière est si riche, que j'en pourrois remplir encore bien des feuilles, si je ne craignois d'abuser de votre patience, que tant de Manifestes & autres Ecrits publics ont peut être épuisée. Il est tems que j'en vienne aux deux Démonstrations, que je vous ai promises, dès le com-
men-

mencement de cette Réponse. Ne craignez pas cependant, que je vous ennuye encore longtems. J'aurai fait dans un moment.

XII.

Je trouve, en relisant tout ce que j'ai eu l'honneur de vous exposer, que je me suis acquitté sans y penser, de ce que je m'étois proposé de réserver jusqu'à la fin de cette pièce; Que mes Démonstrations sont actuellement faites; & qu'il ne me reste que d'en repeter en peu de mots & avec un peu plus d'ordre, les faits & les raisons, qui se trouvent confusément répandus dans les différentes Réponses à vos objections; celui qu'il vous a plu d'observer dans celles-ci ne m'ayant pas permis de ranger les matières, comme elles eussent du l'être naturellement.

Vous aurez trouvé, si vous y avez pris garde, que j'ai appuyé tout mon Raisonnement sur des principes généraux, que vous admettez apparemment comme incontestables, savoir.

1.) Qu'avant que de juger d'une Election, il faut examiner, si celui qui a été élu, étoit un sujet éligible, ou non ?

2.) Que pour juger de la légalité ou de l'illégalité d'une Election, il faut commencer par en bien établir le fait, c'est à dire, par éclaircir avec une entière impartialité les
mo-

motifs, les moyens, & les circonstances qui l'accompagnent.

3.) Que pour ne pas porter un Jugement téméraire sur le plus ou le moins de validité d'une Election, il faut bien examiner les Régles ou les Loix, aux quelles on pretend qu'elle est conforme ou contraire, supposé qu'il y en ait qui puissent lui servir de norme.

4.) Que dans des cas douteux, & s'il n'y a pas de Loi régulative, qui en décide, il faut recourir à un usage constamment suivi, & pratiqué dans des cas pareils & antérieurs.

5.) Que si un tel usage n'existe pas non plus, on peut, & on doit hardiment conclurre, que le cas dont il est question, quoiqu'il soit sans exemple, n'est en lui même ni legal ni illegal, & qu'il a dépendu uniquement du bon plaisir de celui, ou de ceux qui l'ont fait naître, sur tout quand ce sont des Gens libres & independans.

6. Qu'il y a une grande difference, entre ce qui se fait dans une Nation libre, lorsqu'elle est unie, & ce qui se fait, lorsqu'elle est divisée en factions différentes; &

7. Qu'il depend de la même Nation, & de son Consentement postérieur, lorsqu'après quelque Desunion, elle se trouve réunie, de suppléer au défaut des Loix & de déclarer valable, ce qui paroïssoit auparavant douteux & inutile.

Appli-

Appliquons, s'il vous plaît, ces Principes aux Elections de l'Electeur de Saxe & de Stanislas Leszczinski. Je commencerai par celle ci, parce qu'elle est la première en date.

1.) Il a été démontré ci dessus Art. X. & dans la Réponse de l'Ami Prussien, que Stanislas n'est pas un sujet éligible, & que par une conséquence très naturelle, son Election, eut-elle d'ailleurs été exemte de toute irregularité est nulle *ipso jure*, parce que, (pour me servir des paroles, dont le Corps de la République se servit le 3. Nov. 1587. dans une Réponse donnée à l'Archiduc Maximilien,) *quod aliàs aliquo jure validum non fuit, id à tempore firmitudinem non assumere, notum est.*

2.) Le fait de l'Election de Stanislas, & les Circonstances qui l'ont précédée & accompagnée, ont été abondamment éclaircies, non seulement, par tout ce que j'en ai rapportée Art. IX. ci dessus, mais aussi par quantité de Relations, Manifestes, & autres pièces authentiques, qui sont entre les mains du Public; par ma Réponse du 28. Sept.; par celle de l'Ami Prussien à son Ami Hollandois; & surtout par le Journal de la dernière Diète de Convocation, ou le parti François, *scelerumque inventor Ulysses*, ont jeté les fondemens des illégalitez commises depuis. Je n'en repèterai que les traits les plus marquez.

Une brigue complottée de longue main, des Corruptions notoires, des violences ouvertes, l'omission de

plusieurs formalitez essentielles, l'oppression de la Liberté des Voix; voila les Circonstances principales de l'Election de Stanislas, & les chemins par les quels il est parvenu à être proclamé, malgré la teneur des Loix expressément faites contre ces sortes d'irrégularitez.

3.) Quoiqu'il soit démontré ci dessus Art. V. & par ci par là ailleurs, qu'il n'y a pas de Loi, qui serve de regle generale aux Dietes d'Election, il conste néanmoins, qu'il y en a, qui en reglent quelques parties ou Circonstances, (temoin le petit nombre que j'en ai cité par manière d'Exemple,) & il est par conséquent indubitable, que le reste des cas, qui peuvent arriver dans une Diète d'Election, doit se juger selon les Loix communes du Royaume, en tant qu'elles y sont applicables.

Or il est démontré, (v. l'Art. IX.) que les voyes dont on s'est servi principalement pour faire elire Stanislas, sont contraires à ces sortes de Loix.

Donc il n'y a pas de Loix, selon les quelles on puisse prononcer en faveur de l'Election de Stanislas.

4.) Il est démontré & amplement prouvé ci dessus Art. VII. que les Elections sont aussi peu réglées par une Coutume antérieure que par une Loi, & que les Exemples de celles qui se sont faites depuis la mort de Sigismond Auguste, different trop evidemment & trop essentiellement

ment les uns des autres, pour qu' on en puisse inférer un usage constamment suivi.

Il est démontré, que les Elections de Sigismond III. & d' Auguste II. que-vous citez, comme de justes modèles de celle de Stanislas, en diffèrent *toto calo*.

Il est démontré au contraire, que l' Election de Stanislas ressemble beaucoup mieux à celle des deux Maximiliens, & surtout à celle du Prince de Conti, toutes notoirement vicieuses.

Donc tous les différens Exemples des Elections antérieures, tous les parellèles qu' on peut faire entre les uns & les autres, bien loin de justifier l' Election de Stanislas, ne servent qu' à en rendre la nullité d' autant plus palpable.

5.) Il est démontré dans l' Art. VII. ci dessus, que tout ce qui est inusité, ne sauroit être regardé comme illicite, par la seule raison qu' il est inusité; mais qu' il faut pour le déclarer tel, qu' on puisse prouver, qu' il est en même tems contraire à quelque Loi expresse.

Or il est averé, que les Nouveautez, qui ont precedé & accompagné la Proclamation de Stanislas, (p. e. les violences inouïes, qu' on a exercées aux Diètes de Convocation & d' Election, le mépris du *Liberum Veto*, la présence du Candidat, l' Omission des Audiéces publiques, & de l' examen des Exorbitances &c.) sont contraires aux Loix

particulières, de la nature de celles, dont j'ai fait quelque mention dans l'Art. V. ci dessus.

Donc elles ont été toutes', non seulement inusitées, mais aussi illicites.

6.) Bien qu'il semble superflu de détailler la différence qu'il y a entre ce que fait un Etat uni, selon la forme de son Gouvernement, & ce qui s'y fait dans un cas de désunion, il me paroît cependant nécessaire, de vous expliquer cette différence par rapport à la Pologne, puisque vous semblez juger de la forme de son Gouvernement par celle d'autres Républiques indépendantes. Je repeterai pour cet effet ce que j'en ai dit en différens endroits ci dessus.

La République unie, sur tout quand elle est assemblée en Diète, doit être considérée de deux manières: 1. Telle qu'elle est, lors qu'elle a un Roi, 2. telle qu'elle est dans un Interregne. V. la pièce G.

Au premier cas, & tant que les trois Ordres qui la composent, sont NB. unanimement d'accord; elle est la Maîtresse d'abroger ou de changer toutes les Loix; en un mot elle peut tout ce que peut tout autre Etat souverain.

Dés qu'elle est désunie, elle a les mains plus liées. L'opposition ou la Protestation d'un seul Nonce, (telle est la forme de Gouvernement en Pologne,) arrête toute son activité, & s'il rompt la Diète, il annule sans retour, tout
ce

ce qui peut y avoir été conclu & resolu par le reste du Corps de la République.

Lorsque la Desunion eclatte, soit par un Rokoscz, soit par une Confédération, les Rokosziens ou les Confederez, selon les motifs de leurs ligues, sont en possession de se soustraire à la forme ordinaire de Gouvernement, & à l'autorité des Loix. Ils agissent indépendamment du reste de la République, sans pouvoir être taxez de rebellion ou de désobeïssance, quand même ils en viendroient aux armes.

Au second cas, & dès que les deux Ordres, qui composent une République Acephale, (c'est à dire, telle qu'elle est dans un Interregne,) sont NB. unanimement d'accord, elle ne peut à la verité ni abroger, ni changer des Loix antérieurement faites; à moins que toute la Nation ne convienne NB. unanimement, de changer toute la forme du Gouvernement: Mais elle est la Maîtresse de faire tout ce qui n'est pas défendu par les Loix, d'elire NB. unanimement, tel Roi qu'elle veut; de donner telle forme qu'il lui plaît à l'Acte de l'Election, pourvû qu'il ne s'y fasse rien de contraire à des Loix antérieures, & de prescrire au Roi élu dans les *Pacta Conventa* telles conditions, qu'elle juge à propos. V. la pièce D. alleguée ci dessus Art. IX.

Dès que la même République acéphale est désunie, & que quelque parti, qui eroit avoir raison de se plaindre, a

recours, soit à une des deux manières susdites, soit à une Scission, ce parti devient pareillement indépendant, & est le Maître de s'arroger impunément tel pouvoir, & d'employer tels moyens qu'il lui plaît, pour parvenir au but, pour lequel il s'est confederé, & qui est ordinairement la réparation de quelque Loi ou immunité lésées.

Il n'y a pas de Loi, à dire le vrai, qui autorise ces sortes de procedez; mais les Polonois sont anciennement en possession de faire des Rokosz & des Confédérations, quand il s'agit de soutenir la Liberté & leurs Droits; ou, pour mieux dire, quand bon leur semble: & depuis l'Election d'Etienne Batory, à laquelle se fit pour la première fois une Scission dans la République (V. ci dessus Art. VII. no. 11.) ils ont pareillement introduit la mode des Scissions, qui ne sont autre chose, que des Confederations formées dans les Dietes d'Election, par ceux qui s'opposent au choix de tel ou tel Candidat, soutenu par quelque faction puissante; & elles aboutissent ordinairement à l'Election de deux Rois différens, & à des guerres civiles, témoin les différent Exemples, citez ci dessus Art. VII. no. 11. 12. & 16.

Ces manieres de se désunir, & l'impunité qui y est attachée, quelque extraordinaires qu'elles paroissent aux étrangers, tirent naturellement leur origine de la forme du Gouvernement.

vernement Polonois, bati, pour ainsi dire, sur deux pivots principaux, savoir le *Jus Vetandi* & le *Jus Aequalitatis*.

Je vous ai donné une ample Description' du premier & de ses effets, dans ma Rép. du 28. Sept. *ad* Art. 2. 4. & 5. & ci dessus Art. VII. no. 6. Art. VIII. no. 3. | Let. b. Il est necessaire, que je vous donne pareillement quelque Idée de l'autre.

Le *Jus aequalitatis* des Polonois est un Droit, qui rend tous les membres des deux Ordres Suba'ternes de la Republique, c'est à dire, les Senateurs, & l'Ordre Equestre, entièrement egaux tant par rapport à la naissance, que par rapport aux Prérogatives & aux Immunitéz, les Senateurs n'étant distinguez de la simple Noblesse, que par la préséance attachée à leurs Charges, mais notablement contrebalancée par un autre droit bien plus réel, qui est celui du *Liberum Veto*, réservé privativement à l'Ordre Equestre, lorsqu'il est question d'arrêter les resultats de la République, ou de rompre une Diète.

Tout cela paroît extraordinaire aux Etrangers, mais cela est au pied de la lettre. Les Princes Czartoryski, p. e. les Wisniowicki, les Sanguzko, les Radziwils, les Lubomirski &c. quoique Princes très anciens, dès qu'ils ne sont pas revêtus de quelque charge, sont obligez en vertu de ce Droit, de céder au moindre Officier de la Couronne. Et quant au *Jus vetandi*, tout Sénateur est si peu en droit
de

de l'exercer, qu'en 1717. quand le Primat Szembek ne pouvant obtenir la permission de haranguer, se retira brusquement de la Diète en protestant, toute l'Assemblée n'en fit que rire. Enfin ce sont ces deux droits, qui rendent les factions de la République, quand elle est en Scission, également independantes, & qui par une consequence fort naturelle, mettent sur tout celle qui fait la Scission, en état d'entreprendre impunément, quelque foible qu'elle soit, tout ce qu'elle croit convenable au maintien de la liberté, & des Loix de la Patrie, tandis que celle, contre la quelle elle s'est confederée, se trouve, selon l'usage & les Loix des Polonois, dans ce qu'ils appellent inactivité, jusqu'à une entière réunion de la République.

Or il est averé, que quand les Stanislaïstes se sont intriguez, pour elever en dépit des Loix, (& nommément en dépit de celle de 1717.) leur Candidat au Trône, la République acephale étoit unie, & par conséquent plus sûre à la rigueur des Loix, qu'elle ne l'est après une Scission declarée.

Il est clair par tout ce que j'ai exposé ci dessus, que ce sont eux mêmes, qui ont donné occasion à la Désunion, en ce qu'ils ont forcé les *benè sentientes* à se servir du benefice de la Scission.

Il est connu, que les Stanislaïstes malgré l'inactivité, dans la quelle ils se trouvoient par les Protestations des Opposans,

posans, malgré la Scission déclarée, & malgré les Loix qui les bridotent, n'ont pas laissé de passer outre.

Donc il est connu, clair & averé, que les mêmes Stanislaïstes ont agi contre les Loix de la Republique, soit qu'on la considère dans son Etat d'Union, soit qu'on la considère, telle qu'elle est après sa Desunion.

7.) Il a été prouvé ci dessus par tout l'Art. VII. qu'il s'est fait, dans presque toutes les Elections, (lorsque la République a été en Scission, ou désunie,) quantité de Nouveautez, que la même République a approuvées, & pour ainsi dire, legalisées, après sa Reunion: Mais ces nouveautez étoient toujours de la Nature de celles dont il a été parlé dans le-dit Art. no. 3. (& Art. IX. §. Il vous plait de dire &c.) c'est à dire, ni ordonnées, ni défendues par les Loix, & il n'y a pas d'exemple dans l'Histoire Polonoise, qu'une approbation pareille ait eu lieu, à l'égard des nouveautez absolument contraires à des Constitutions antérieures.

Or la plupart des nouveautez, qu'on a remarquées dans l'Election de Stanislas, sont notoirement contraires à des Loix antérieures, expressees ou tacites, comme il a été deduit en plusieurs endroits ci dessus, mais sur tout Art. IX. où j'ai fait, comme vous l'avez désiré des parallèles entre ladite Election, & celles du Prince de Conti & des deux Maximiliens.

N

Donc

Donc il n'y a nulle apparence, que la République puisse ou veuille jamais les legitimer.

Je viens à l'Élection d'Auguste III. que j'examinerai selon les mêmes principes.

1.) Tout ce que les partisans de Stanislas allèguent contre l'eligibilité de ce Prince, c'est qu'à la Diète de Convocation, le Primat du Royaume lui a fait donner l'exclusion, disent-ils, par le serment de la Confédération de Varsovie. Mais jetez, je vous prie un regard impartial, 1. sur deux Lettres, que le dit Prélat écrivit, bientôt après la Diète de Convocation, au Prince Palatin de Cracovie, & sur les réponses que celui ci y a faites. Vous les H. trouverez dans la piécé ci jointe H. & vous trouverez dans la seconde des deux Lettres, un aveu aussi singulier qu'ingenu, des illegalitez commises dans la même Diète. 2. Sur le ci-joint Sentiment I. de quatre fameux Theologiens de Rome, au sujet du serment prêté à la Diète de Convocation. Il y est positivement dit, & amplement prouvé que ce serment étoit illicite, & que par là même, la nullité en est si evidente, que ceux qui l'ont prêté, n'ont pas seulement besoin de dispense, pour s'en dégager, & 3. sur les Motifs veritables, qui ont porté la République confederée à elire Auguste III. Piécé essentielle, que vous trouverez ci dessous cottée K.

Je

Je vous prie encore une fois de lire ces pièces avec un esprit depouillé de partialité, & je suis sur que vous serez convaincu, que les illegalitez & les manœuvres du parti Primatial à la Diète de Convocation sont criantes, & que par une suite très naturelle, tout ce qui a été bati sur des fondemens vicieux, est pareillement nul *ipso jure*.

Or s'il est vrai, comme il l'est, que le seul Argument par lequel les Stanislaïstes contestent l'Eligibilité d'Auguste III. est nul:

S'il est vrai, comme il l'est notoirement, que l'Incolat même de ce Prince, (supposé que les Polonois n'eussent voulu elire qu'un Piaste,) est incontestable, parce qu'il est fils d'un Roi de Pologne:

Il s'ensuit necessairement, que sa personne a été très eligible.

2.) Quoique les motifs, les moyens & les Circonstances qui ont precedé & accompagné l'Election d'Aug. III. soient suffisamment detaillez dans les Articles ci dessus, & dans plusieurs d'entre les pieces alleguées, je recapitulerai avec votre permission les faits les plus essentiels, qui prouvent par eux mêmes, qu'il ne s'y est rien fait, qui n'ait été conforme à l'usage & aux Loix anterieures, en tant qu'elles peuvent avoir lieu dans une Scission.

a) Les Anti-Stanislaïstes voyant que le Primat & ses adhérens usoient d'artifices & de violences, pour porter les

Etats de la République, à n'élire au mépris des Loix, que Stanislas Leszczinski, ont protesté & arrêté par là toute l'Activité de la Diète d'Élection, en vertu du *Jus vetandi*. V. ma Rép. du 28. Sept. & sur tout la Lettre d'Okoniow, & le Manifeste qui y sont alleguez: *item*, les Motifs véritables ci-joints sub K. & ce qui en a été dit ci dessus en différens endroits.

b) Après avoir protesté, ils se sont retirez successivement du Champ Electoral, & ont, en vertu du même droit, invalidé & annullé par là *ipso jure* tout ce qui s'y étoit fait. V. les mêmes Pièces & Endroits ci dessus.

c) Afin de montrer publiquement, qu'en se séparant de leurs faux frères, ils n'avoient pas abandonné la Patrie & la Liberté commune, ils se sont rassemblez dans un endroit voisin de Varsovie, & ayant vû que les Stanislaïstes au mepris du *Liberum Veto*, persistoient dans leurs Illegalitez, ils ont réitéré en corps leurs Protestations. V. leur Manifeste joint à ma Réponse du 28. Sept. & leur Journal imprimé dans toutes les Gazettes publiques.

Notez que cette conduite est pleinement justifiée par les Exemples des Scissions antecédantes.

d) Tant que le terme de six semaines prescrit par les Loix à la durée des Diètes n'étoit pas expiré, ils ont continué leurs Deliberations de la manière usitée dans une Scission,

fion, & fuivant l'exemple de la Sciffion de 1587. V. Art. IX. ci dessus.

e) Ils ont ecouté ceux des Ministres étrangers qui leur ont demandé audience, & ceux du Candidat absent, qui aspireroit au Trône, comme les Loix l'ordonnent.

f) Ils ont concerté les *Pacta Conventa*, &

g) Ils ont élu librement & unanimément, avant la fin du terme de 6. Semaines, Frideric Auguste Prince Royal de Pologne, & Electeur de Saxe. Tout cela est connu par les Relations, qui en ont été publiées, & par les Motifs veritables, K. ci dessous.

Voila les circonstances principales de l'Election d'August. III. & la methode toute conforme aux Loix, & à l'usage, que ses adherens ont observée, en procedant à son Election.

3.) Ne pouvant me dispenser de citer, à l'occasion de mon troisiéme principe les diverses observations que j'ai faites dans tout le Cours de cet Ouvrage, & les mêmes faits que je viens de rapporter, je pourrois me contenter de vous y renvoyer : Mais, pour soulager votre mémoire, je reitererai en peu de mots, ce qui me paroît essentiellement nécessaire, pour former l'Argument démonstratif, que j'ai besoin d'en tirer.

J' ai remarqué en plusieurs endroits ci dessus, & tous les Auteurs Polonois conviennent, qu' il n' y a pas de Loi re-

gulative pour les Elections des Rois, sur tout dans une Scission, & que la manière de les élire, dépend en gros du bon plaisir de la Nation; mais qu'il y a des Loix particulieres, qui régrent certaines parties ou Circonstances de ces Elections, & desquelles il n'est pas permis à la Republique Acephale de se départir.

Je viens de prouver, que les partisans d'Auguste III. ont observé toutes ces Loix particulières, autant qu'il est possible de les observer dans une Scission. J'en repeterai encore une fois les principaux Chefs.

Ils ont protesté & se sont retirez du Champ Electoral, & ils étoient en droit de le faire en vertu du *Liberum Veto*.

Ils se sont rassemblez dans un autre endroit, pour delibérer sans contrainte du salut de la Patrie commune, & c'étoit une suite naturelle du même Droit.

Ils ont vaqué à leur Délibération pendant le terme, que les Loix donnent à la durée des Dietes, &

Ils ont procedé avec toutes les formalitez requises, & avant la fin de ce terme à la Proclamation de leur Candidat, tout cela n'est pas defendu par les Loix, & ils ont imité les Exemples des Scissions de 1575. 1587. & 1697.

J'ai démontré, que suivant le Droit de l'Egalité, que je vous ai expliqué, il n'y a qu'un moment, les différens partis qui se forment dans la République, quand elle est désunie,

unie, jouissent d'une indépendance égale, & que le nombre plus ou moins grand de ces partis, ne sauroit leur donner plus ou moins de Droit.

J'ai fait voir, que les Polonois sont en possession d'exercer, sur tout dans les Elections des Rois des nouveautez, qui ne sont ordinairement, ni ordonnées, ni défendues par les Loix.

Or s'il est vrai, comme il l'est, que les Elections des Rois de Pologne, ne sont sujettes à aucun règlement général;

S'il est vrai, comme il l'est, que toutes les Loix particulières ont été observées à l'Election d' Aug. III. autant qu'elles peuvent l'être dans une Scission;

S'il est vrai, comme il l'est, que fondé sur le *Liberum Veto*, & sur le *Jus Aequalitatis*, le parti de ce Prince étoit en Droit de faire tout ce qu'il a fait;

S'il est vrai, comme il l'est, que les Polonois, comme toute Nation libre, sont en possession de suppléer au défaut des Loix, par des nouveautez non défendues;

Il s'ensuit palpablement, que j'ai mieux examiné que vous, les Loix, aux quelles la Conduite de ce parti semble conforme ou contraire, & qu'elle a été plus légale, que celle du parti opposé.

4.) Pour appliquer mon quatrieme principe à l'Election d'Auguste III. je ne puis pareillement que repeter ce que j'ai dit, en l'appliquant à celle de Stanislas.

Quoi-

Quoique les Elections en general soient auffi peu réglées par un ufage constamment fuivi, que par une Loi régulatrice ;

Quoique les Exemples les plus analogues, que l'Histoire nous fournisse, & que vous citez comme de justes modèles, savoir ceux des Elections d'Etienné Batory, de Sigismond III. & d'Aug. II. (tous élus, comme Aug. III. dans des Scissions) quoique ces Elections, dis-je, se ressemblent trop peu, les unes aux autres, pour pouvoir servir de règles generales ;

Il est cependant averé, qu'elles ont été plus conformes à l'Election d'Aug. III. qu'à celle de Stanislas, à laquelle vous avez taché de les comparer. V. ce qui en a été dit en differens Endroits ci dessus.

Donc tous ces Exemples, & tous les Argumens qu'on en peut tirer, decident plus pour l'Election d'Aug. III. que pour celle de Stanislas.

5.) Il en est de même de mon cinquieme Principe.

Tout ce qui est inusité, ne sauroit être déclaré illicite, à moins qu'il ne soit en même tems contraire à quelque Loi expresse ou tacite.

Or tout ce qui s'est fait d'inusité, c'est à dire, toutes les Nouveautez qui se sont faites selon vous dans l'Election d'Aug. III. (& qui, ce me semble, se reduissent à trois points principaux: 1) que les partisans de ce Prince ont imploré la protection des Garans de leurs Loix. 2) Qu'ils ont choisi un nouveau Champ d'Election, à l'autre bord de la Vistule, & 3) qu'ils n'ont proclamé leur Candidat que trois semaines après la Pseudo-Election de Stanislas :) ces nouveautez, dis-je, ne sont ni ordonnées, ni défendues par les Loix. V. ma Rép. du 28. Sept. ad Art. I. & 7. & ci dessus Art. V. VI. & VII. no. 18. & la pièce D. ci dessous.

Donc

Donc elles dependoient absolument du bon plaisir de ceux qui y ont eu recours, & l'on a tort de les condamner :

Donc elles ne font rien contre la validité de l'Election d'Aug. III. à moins que vous ne puissiez me convaincre, qu'elles sont contraires à quelque Constitution du Royaume, ou à un usage constamment suivi.

6.) Ayant suffisamment parlé, à l'occasion de la Proclamation de Stanislas, des différentes manières, dont la République de Pologne, peut être désunie, & de ce qu'elle peut, lorsqu'elle l'est, j'y ajouterai seulement, que pour juger equitablement du procédé plus ou moins juste des factions qui la partagent, il faut nécessairement considérer, laquelle de ces factions se conduit le plus conformément aux Loix & aux Exemples pratiqués en pareilles occasions, & approuvez dans la suite par la République réunie.

Or si vous considérez d'un côté la faction de Stanislas, soit selon la règle des Loix, soit selon celle de l'usage, vous trouverez, comme il a été amplement prouvé ci dessus, que l'une & l'autre lui sont contraires.

Si vous considérez d'un autre côté la faction d'Aug. III. si vous vous rappelez tout ce que je viens d'en dire, vous conviendrez qu'elle s'est scrupuleusement conformée à toutes les Loix pratiquables dans un tems de Scission, & en gros aux Exemples des Scissions antérieures, & que s'il y a eu quelques nouveautez dans son procédé, elles ont toutes été de la Nature de celles dont nous avons tant parlé, je veux dire, de celles qui ne sont ni ordonnées ni défendues par des Loix, ni conformes, ni contraires aux Exemples antérieurs, & par conséquent fort permises à des gens libres.

Donc il est prouvé, que la faction d'Aug. III. n'ayant rien fait, que ce que les Loix & l'usage permettent expressément, ou ne défendent pas au moins de faire dans un pareil cas, c'est à dire, dans un tems de Désunion, l'Election de ce Prince ne sauroit être taxée d'aucune illégalité, à moins qu'on ne veuille traiter d'illegal tout ce qui se fait dans des Scissions, & les Scissions elles mêmes, ce qui seroit absurde; car vous comprenez bien, Monsieur, que les Loix & les usages applicables à la République unie, ne sauroient l'être toutes, à la République notoirement partagée en factions, également indépendantes.

7.) Ce seroit m'engager dans trop de superfluité, & dans des repetitions trop ennuyantes, que de m'amuser encore à prouver, que la République réunie & unanime, est la Maîtresse d'approuver ou de rejeter ce qui s'étoit fait durant sa Désunion. Je me suis suffi sàmment étendu là dessus. Je repeterai seulement, que tous les Rois légitimement élus dans une Scission, ont eu besoin d'une pareille approbation, qui se fait ordinairement dans quelque Diète, (que les Polonois appellent Diète de Pacification) après le Couronnement, & je conclus de là même, que l'Election d'Aug. III. ayant été aussi légale, qu'aucune de celles des Princes fûs dits, la République, quand elle sera un jour réunie & revenue à elle même, ne sauroit manquer d'approuver & d'adopter, pour ainsi dire, en Corps & unanimement, tout ce que cette partie saine de la Nation, cette faction des bons Patriotes, ces genereux défenseurs des Loix, ont entrepris & fait, pour sauver la liberté commune, & ses Droits presque suffoquez, sous le poids des brigues & de l'or des François.

F I N.

Pièces



Pièces Justificatives.

A. COPIE

D'une Lettre écrite du Camp d'Ockoniow
à 3. lieties de Varsovie ce 17. Sept. 1733.
traduite du Polonois.

Mon Cher Frère,

Vous aurez sans doute appris l'indigne trahison, par où le Primat & ses adhérens ont enfin executé le pernscieux dessein, qu'ils ont tramé de longue main, au préjudice des Loix, & de la liberté de ce Royaume.

Cependant, comme je ne sai, si vous avez été informé de toutes les Circonstances d'un procedé aussi detestable pour tous les gens de bien, & tout bon Patriote, je vous en ferai un court détail.

Il est superflu de vous repeter les raisons, "qui nous ont porté à nous retirer à Prag, après avoir fait à différentes reprises des Protestations publiques & solennelles, contre l'oppression de la liberté des suffrages.

Je commencerai seulement mon recit de l'Epoque de la Proclamation tumultuaire de Stanislas Leszczinsky, qui arriva le 12. de ce Mois. C'étoit le jour fixé par le Primat & par sa Cabale, pour la Proclamation de ce Candidat, qu'ils avoient fait venir à Varsovie, en l'assurant fausement, qu'il y feroit unanimement élu.

On nous envoya l'après-midi une Deputation, pour nous inviter à nous joindre à eux au Champ de l'Election, & pendant que leurs Deputez étoient encore chez nous, pour recevoir notre réponse, (qui étoit conforme aux Déclarations, que nous avions faites auparavant, de vouloir soutenir fermement le parti pris pour la défense de la Liberté, & pour le maintien des Loix :) le Primat, sans faire attention à plusieurs Palatinats, qui protestoient sur le Champ d'Election, ni aux autres, qui campoient à Prag, proclama Stanislas, de sorte que nous en eumes l'avis par les salves de Canon, avant que les Deputez se fussent separez de nous.

Cette surprise illégale nous a obligez d'assembler toute la Noblesse, laquelle unanimement, au nombre de 3. ou 4000., a crié à haute voix, qu'il falloit protester.

Le 13. on dressa l'Acte du Manifeste, ou Protestation ci-jointe.

Le 14. on la lût, on l'approuva, & les principaux Seigneurs commencerent à le souscrire.

Le lendemain & les jours suivans, savoir le 15. & le 16. d. c. la Noblesse de chaque Palatinat en fit de même.

Je n'ai pas assez de loisir, mon cher frère, pour vous marquer les propositions captieuses, les menaces, les corruptions, enfin tous les artifices qu'on a mis en œuvre, pour nous séduire, & pour semer la division dans notre parti. Ces moyens n'ayant pas suffi, ils ont eu recours à la force. Ils résolurent le 16. de nous envelopper & attaquer dans notre Camp, pendant, qu'ils avoient engagé le Straznick Pociey à former une révolte dans l'Armée, commandée par le Régimentaire de Lithuanie.

Sur cet avis, nous primes la résolution de nous séparer de nos faux Amis, & de décamper. C'est à quoi l'on s'occupa pendant toute la nuit; à la pointe du jour, nous fîmes oter quelques planches du Pont, pour arrêter la garde du parti contraire, qui y étoit postée, & en état d'incommoder notre arrière garde. C'est ce qui arriva peu d'heures après, car nos adversaires, voyant le pont abattu, le firent reparer au plus vite, & envoyèrent à Prag, un Detachement de Troupes, qui se rendit Maître de quantité de Chariots de Bagage & de Domestiques, qui n'avoient pas été en état de nous suivre. Les hostilités furent bien plus grandes à une demi lieue de Prag, sur le chemin de Wengrof, plusieurs bandes de Lithuaniens revoltez contre le Régimentaire, & plusieurs autres de la Milice réglée sous

L'ordre du Palatin de Kiovie, & de Poniatowsky, ayant à leur tête, le Colonel Eperias & d'autres Partisans, attaquèrent les principaux Seigneurs de notre parti, sur tout l'Eveque, & le Palatin de Cracovie, le Palatin de Novogrod, & le C. Cetner; mais le Colonel C. de Flemming qui les escortoit, fit une telle resistance, que les aggresseurs furent obligés de demeurer en arriere. Le C. Zavisza, qui mene le Palatinat de Minsk, étant fort incommodé, se trouva mêlé parmi les Chariots de Bagage, qui nous suivoient. Ils le prirent, de même que le bagage, qui étoit dépourvû d'escorte, & ils l'auroient emmené en triomphe, s'il ne s'étoit echapé de leurs mains, en passant devant une Eglise, ou il s'est retiré en sautant hors du Carosse.

Cependant on a fait main basse sur quantité de Domestiques & Soldats qui étoient épars. L'on compte de notre coté 15. ou 20. personnes de tuées ou blessées, parmi lesquelles il y a Mr. Tomaslawsky; il y en a presque autant du coté des aggresseurs.

Nous avons haté notre retraite vers Ockoniow, ou nous sommes actuellement campez, & mieux en état de resister aux insultes du parti contraire.

B.

MANIFESTE.

Traduit du Latin.

SI nous comparoissions devant le Trone suprême du redoutable Juge, pour y exposer la douleur publique de notre Patrie, qui pourroit douter, que la Justice & la Bonté Divine ne répondent à nos vœux? Si nous soutenons notre cause à la face de l'Univers entier, le monde fera surpris & frappé du concours inoui jusqu' à présent des Destins conjurez pour la perte de notre Patrie. La République s'est bien trouvée dans des circonstances à peu près aussi malheureuses que celles ci: cependant elle ne s'est jamais soumise aussi promptement au bras, qui peut détruire d'un seul coup, tout ce qui sert à la conservation de la Patrie. Plusieurs Monarchies, grandes & invincibles par leur puissance, se glorifient, comme si Dieu & la Nature deployoient tout leur pouvoir, pour les rendre en quelque sorte les Dépositaires des Tresors & des richesses de l'Univers: mais toutes ces prérogatives ne sauroient entrer en comparaison avec le précieux joyau de notre liberté, qui l'emporte sur tout autres biens. Néanmoins dans le court & malheureux espace de tems, qui vient de s'écouler, cette liberté a tant perdu de son prix, tout d'un coup,

que

que le motif léger d'un avantage particulier l'emporte sur cet incalculable Trésor. C'est ce qui paroît par la présente Election, dont on ne sauroit parler qu'en termes tristes & lugubres, & qui va entraîner tant de funestes, suites après elle, puisqu'elle met le véritable comble à nos malheurs, & qu'elle fait, par une triste Métamorphose, du Champ Electoral un lieu de discorde & de Scission. Assurément la postérité s'en étonnera; elle demandera, quelle Divinité a suscité contre nous ce torrent de maux, sur tout si elle fait attention aux Actes déplorables de la présente Election, & à sa forme inusitée jusqu'à présent. En effet, on y a renversé l'ordre des degrés accoutumés, que les Loix prescrivent; on a négligé les Exorbitances, un des points les plus essentiels; on a procédé sur le champ à nous imposer un Maître, auquel quelques personnes destinoient depuis long tems cette dignité; on a menacé de la perte de leurs biens & de la mort même, ceux qui voudroient se servir des privilèges accordez par les Loix, ou qui refuseroient d'approuver, au moins tacitement, ce qui se faisoit avec impunité, au préjudice des Loix & du *Liberum Veto*. Comme donc l'autorité & la puissance de plusieurs voudroient faire passer la liberté qui nous reste pour véritable, quoiqu'elle n'en ait même aucune apparence, en sorte qu'un grand nombre de personnes n'auroient pas été en sûreté, si elles n'y avoient pourvu elles mêmes; Nous,

Con-

Conseillers Spirituels & Séculiers, avec l'ordre Equestre, après avoir essuyé patiemment tous ces attentats; déterminez par un dessein salutaire à venir respirer ici un air plus libre, auquel l'or étranger n'apporte aucun préjudice, nous trouvant en assez grand nombre, pour représenter une bonne partie de la République, nous avons déploré ensemble le malheur commun de notre Patrie, & le renversement total des Loix, & guidez par un prudent conseil, nous avons exposé dans un Manifeste, en quoi nos Droits sont lésés, comment de *Liberum Veto* est détruit, & quels sont les maux qu'attireront à la République des résolutions aussi pernicieuses. Dans cette époque, qui ne semble consacrée qu'à l'utilité des particuliers, on n'a eu aucun égard à nos fraternelles & salutaires intentions, ni à nous mêmes: quelques uns d'entre nous ont été exclus de la Nomination, d'autres n'y ont été appelez que par moquerie; car, dans le tems, que les Deputez parloient encore, & faisoient des instances, pour nous inviter à être temoins de la liberté expirante, le bruit des Canons nous apprenoit, que la Nomination étoit déjà faite, & la liberté ensévelie. Ou sera le cœur assez dur, assez ennemi de sa Patrie, pour ne pas sentir la grandeur de cette perte, & pour ne pas s'unir à nous, afin de courir au secours de notre Patrie chancelante, de relever la Liberté abattue, & de tenir la main à l'exécution des Loix, & à la conservation des droits de nos

Ancêtres? Un joug insupportable a pris la place d'une Election libre; la crainte de la mort a oté la liberté des suffrages: Le *Liberum Veto* a été meprisé par tout, & principalement dans la Nomination: le bruit tumultueux des Glaives a empêché d'entendre les Protestations de plusieurs dignes Nonces & Gentilshommes, sur tout celles des Starostes d'Opoczyn, d'Oswicun, & de Mscibow, & des Deputez des Palatinats de Cracovie, de Sendonir, & de Volhinie: le bruit de la mousqueterie etouffoit les discours de ceux qui vouloient parler en faveur de la Liberté, on traittoit en ennemis ceux qui le faisoient; peu s'en est falu qu'on n'en soit venu aux mains, & qu'on n'ait répandu un Déluge de sang fraternel. On mettoit les Palatinats aux prises les uns avec les autres, & on les plaçoit de telle sorte, que s'il s'en trouvoit quelques uns, qui voulussent revendiquer la liberté des suffrages par le moyen du *Veto*, on pût d'abord se jeter dessus, & les opprimer. En un mot, on ne sauroit concevoir un Spectacle plus triste, que cette Nomination, qui, bien loin de laisser quelque espérance d'heureux succez, est au contraire un triste augure des plus grands malheurs, qui vont fondre sur la République. Nous donc, qui sommes ici, pour faire ces justes remontrances sur la calamité publique, & l'état très perilleux de notre Patrie, remplis du desir ardent de la sauver, unis par le lien d'un zele fraternel, nous dressons entre les mains de

Mrs.

Mrs. les Maréchaux ce present Manifeste, contre l'Election moderne, & tout ce qui s'y est passé; & après l'avoir souscrit de notre propre main, nous voulons qu'il soit inseré dans les Actes publics, afin que tous nos frères apprennent la perte de la liberté, & la violation de tous les Droits qui ont servi jusqu'ici de bases inébranlables à l'*Egalité*, & au *Liberum Veto*.

Signé à Prag le 15. & 16. Septembre 1733.

C.

VERS

De Voltaire, sur la Proclamation du Roi
STANISLAS.

IL falloit un Monarque aux fiers Enfans du Nord.
Un peuple de Héros s'assembloit pour l'élire:
Mais l'Aigle de Russie, & l'Aigle de l'Empire,
Menacoient la Pologne, & maîtrisoient le sort.
De la France aussi tôt, son Trône & sa Patrie,
La Vertu descendit aux champs de Varsovie;
Mars conduisit ses pas, Vienne en fremit d'effroi,
La Pologne à genoux courut la reconnoître;
Peuples nez, leur dit-elle, & pour Mars, & pour moi,
De nos mains à genoux, recevez votre Maitre;
Stanislas à l'instant, vint, parut, & fut Roi.

Mais ayant remarqué, du haut d'une fenêtre,
L'invincible Themis, campée à l'autre bord;
Partons, s'ecria-t-il, cette Dame, peut-être,
Ne voudra pas de nous, retournons à Chambord.
On le vit à l'instant, partir, & disparoître;
L'efpoir le fit venir, le remors le chassa;
Stanislas, en un mot, vint, parût, s'eclipsa.

Vid. l'avis au Lecteur §. 7. ou l'on a rapporté l'hiftoire de ces vers, & l'occasion à la quelle ils ont été faits.

D.

EXTRAIT

traduit d'un ancien livre, dont le Titre est,

De

*Polonicâ Electiōe, in Comitibus Varſaviensibus Anno 1587.
acta, & quæ ſecuta ſunt uſque ad Coronatio-
nem Sigismundi III.*

LA Diète d'Electiō ayant été indiquée à Varſovie pour le 30. Juin du ſtile Gregorien, que nous ſuivons, pluſieurs Grands Seigneurs s'y rendirent en armes, & accompagnez de groſſes eſcortes de Cavalerie & d'Infanterie, & entr'autres Jean Zamoisky, grand Chancelier, vint camper auprès

auprès du *Colo*, ou de la Maison destinée aux Assemblées des Grands, dans le Champ situé près de la Vistule, à un demi mille de Varsovie. La famille des Sborowsky étoit son ennemie déclarée, à cause de Samuel Sborowsky, qui avoit été puni de mort par ordre du Roi. Avant que d'en venir à l'Élection, on consuma quelques semaines inutilement, à pacifier ces différens, à terminer les Disputes sur les Articles dressés dans la précédente Diète de Convocation, tenue à Varsovie, (dont Zamoiski & les siens desaprouvoient quelques uns, comme étant faits à leur préjudice,) à rassembler les Nonces de Lithuanie, séparez du Senat Polonois par la Vistule, afin qu'ils prissent part aux deliberations des Polonois, & à examiner les Griets des Villes, & des Provinces.

Les principaux prétendans à la Couronne, étoient premierement de la Maison d'Autriche, Ernest, Matthias, & Maximilien, frères de l'Empereur Rodolphe, que les Ambassadeurs de Rodolphe, de Philippe Roi d'Espagne, & de tous les Electeurs de l'Empire recommandoient aux Polonois, & qui avoient pour partisans dans la Grande Pologne, Stanislas Comte de Gorca, & toute la famille des Sborowsky, avec une grande partie de la Noblesse de cette Province.

Pour Sigismond, fils de Jean III. Roi de Suede, & de Catherine Jagellon, il avoit dans ses interets la Reine de

Pologne sa Tante, qui sollicitoit avec beaucoup d'empressement les Grands, de l'elire pour Roi. Les grands services que la famille des Jagellons avoit rendus à la Republique de Pologne, parloient aussi en sa faveur, & lui attiroient beaucoup de partisans, en sorte qu'il sembloit, que la Couronne lui vint par une espèce de Droit. Le troisième prétendant étoit Theodore Grand Duc de Moscovie, qui offroit, au cas qu'il fut élu, de joindre à la Pologne, tous ses Etats, depuis les frontières de Livonie, jusqu'à la Mer Caspienne. Les Lithuaniens sur tout, & quelques autres estimoient, qu'il falloit accepter cette condition avec avidité, quoique d'autres plus sensés ne pussent se persuader que le Moscovite fit une pareille offre sérieusement. Un quatrième parti préféreroit l' Election d'un *Piaſte*, c'est à dire d'un Habitant naturel du Royaume, à toute autre. Plusieurs Senateurs d'un rang considerable étoient de cet avis.

Quelques Senateurs au reste, s'étoient retirez de là, huit jours auparavant, & avoient formé une assemblée particulière, dans un lieu voisin, qu'ils appelloient le *Colo noir*. Albert Baranowsky, Chancelier du Royaume, Stanislas Kricki, Palatin de Masovie, & ceux de Plock & de Kyovie, André Opalensky, Maréchal du Royaume, Jean Dolsky, Tresorier, & Jean Zamoisky Grand Chancelier, se joignirent à eux. Quant aux Lithuaniens, ils avoient déjà, depuis

puis fix semaines, au delà de la Vistule, un Camp particulier, & un Senat séparé.

Ceux qui étoient avec le Grand Chancelier, & le Maréchal de la Couronne, ayant recueilli les suffrages par ordre, nommèrent, les uns un Piaſte, la plupart Sigismond, fils du Roi de Suede. Ils ſignifierent ce choix aux autres, qui étoient aſſemblez avec le C. de Gorca & les Sborowsky, & leur demandèrent leur Declaration. L' Archevêque répondit, qu' on ne pouvoit la donner, que lorsque le Sanat ſeroit réuni. Enfin l' Archeveque propoſa quatre Candidats, un Piaſte, le Moſcovite, l' Autrichien, & le Suedois, ajoutant cependant, qu' il ne voudroit pas retourner de la Diète chez lui avec un Allemand pour Roi. Le C. de Gorca lui ayant demandé, ſ' il reputoit auffi le Suedois pour Allemand, il répondit, qu' il lui ſembloit iſſu du ſang Polonois.

Le 9. d' Août, l' Archevêque de Gneſne, les autres Evêques, excepté celui de Kyovie, & les Grands, qui haïſſoient Maximilien, ayant quitté le C. de Gorca & les Sborowsky, paſſèrent à l' autre Aſſemblée, ou le Chancelier, le Grand Maréchal, & les autres principaux Senateurs avoient deſigné le Suedois, & vers le midi declarerent Roi, Sigismond Prince de Suede, fils de la Soeur d' Anne, Reine de Pologne. Le C. de Gorca, les Sborowsky & leurs adhérens ayant proteſté contre, dans leur Senat, procederent
à l' Ele-

à l'Election de Maximilien, & casserent le Decret, par lequel le Roi Etienne avoit proscrit Christophle Sborowky. Ceux qui avoient élu le Suedois, protesterent par escrit contre l'Abrogation de ce Decret.

La plupart des Lithuaniens nommèrent aussi le Moscovite. Deux jours après, ils envoyèrent aux Sborowsky de leur Senat, Jean Lebowic, Palatin de Trock, & Leon Saphia, Vice-Chancelier, pour les exhorter à ne pas elire un nouveau Roi; & que pendant ce tems là ils travailleroient à engager l'autre parti à ne passer pas outre, & à renvoyer l'Election à un tems, & un lieu plus convenables. Ils étoient même dans l'idée, que puisqu'on proposoit trois Rois, le Suedois, Maximilien, & le Moscovite, si on ne pouvoit pas convenir à l'amiable du choix, on en elût plutôt un par le sort, après avoir fait précéder l'Invocation de Dieu, conformément aux Exemples de l'Ecriture Sainte. Ils firent encore appeller hors du Senat, deux jours après, George Radziwil & son frère, qui s'étoient joints aux Autrichiens, pour les prier d'empêcher la nouvelle Election. Mais ceux qui étoient dans le *Colo*, méprisant toutes ces admonitions, proclamèrent, à l'entrée de la nuit du 12. d'Août, par la bouche de Jaques Wroniecky, Evêque de Kyovie, Maximilien d'Autriche, pour Roi, & deux jours après chantèrent le *Te Deum*, dans le Temple des Franciscains, situé au Fauxbourg; André Sborowsky, Marechal de

de la Cour proclamant de nouveau Maximilien devant l'Autel, & le Cardinal Radziwil officiant.

Les Lithuaniens, à l'exception du Cardinal Radziwil, & de son frère, desaprouvoient entierement l'une & l'autre Election, & remoiagnerent par un Diplome dressé en commun par la Noblesse de Lithuanie, & une grande partie de la Pologne, que les deux Rois n'avoient pas été élus legitiment, ni librement, mais par la violence des armes des principales familles, & par l'oppression de la Liberté des suffrages, qu'ils alloient faire rapport à leurs Frères de cette Injure, faite à la Liberté, & qu'ils vouloient faire, & defendre constamment une Election nouvelle & legitime.

Cependant ceux qui avoient élu Maximilien, dresserent les Conditions, & les Conventions de l'Election avec les Orateurs de l'Empereur Rodolphe, & de Philippe Roi d'Espagne, & firent un Decret d'Election pour être signifié à Maximilien par les Grands du Royaume, l'Evêque de Kyovie, Jean Sborowsky, Chatelain de Gnesne & de Graudentz, Alexandre Duc de Prusse, & d'autres.

Suivent les paroles des PACTA CONVENTA.

Le 17. de Septembre selon nous, & le 27. du Style Gregorien, jour de S. Lambert, Maximilien confirma par un ser-

Q

ment

ment solennel à Olmucz, dans la haute Eglise, en présence des Deputez de la Couronne de Pologne, & de quantité des principaux Seigneurs de la Maison d'Autriche, qui soucrivirent aussi, toutes ces Conditions, & tous ces Articles, & promit de les remplir entièrement & constamment.

D'autre part, les Grands de Pologne, qui avoient désigné Sigismond Roy, proposèrent des Articles aux Envoyez du Roy de Suede.

Suivent les paroles des PACTA CONVENTA.

Sigismond vint donc aborder à l'embouchûre de la Vistule, le 19. jour de Septembre, auquel on celebrait la fête de S. Michel. Il ne voulut pourtant pas mettre pied à terre, beaucoup moins entrer dans la Ville, les premiers jours; jusqu'à ce que tout étant conclu avec Albert Baranowsky, l'Eveque de Primislas, le Vice-Chancelier, & les autres Deputez de la Couronne de Pologne: Il prêta enfin le 27. Septembre à Oliva, le Serment solennel, qu'on a coutume de proposer aux nouveaux Rois, sauf la Protestation.

E.

EXTRAIT,

Traduit d'un Ecrit envoyé à Cracovie le
20. Novemb. 1587. de la part de
l'Archiduc Maximilien.

CE n'est pas la peine de s'amuser à chicaner sur le lieu, personne n'ignorant ce qui a déjà été suffisamment démontré dans un Ecrit précédent de S. M., à savoir, que dans l'étendue du Champ en question, il y a un lieu certain & fixe, renfermé dans ses limites, désigné par la Paix Publique, & confirmé par le consentement universel, auquel seul l'Acte de l'Election d'un Roi est consacré, & hors duquel un Roi ne peut, ni ne doit être nommé légitimement. Les adversaires de l'Election de l'Emp. Maximilien, Pere de S. M., s'étant appuyez sur cet Argument, dans la Diete où le Roi Etienne fut élu, comme sur le grand fondement de toute leur Cause; on ne sauroit assez s'étonner, qu'à présent les mêmes rejettent entièrement cette preuve, comme si elle étoit sans force. On peut dire à peu près la même chose de la Nomination de l'Archevêque: car si cette Nomination a tant d'autorité & de force, pourquoi ont-ils rejeté l'Election de Maximilien, que l'Archeveque avoit déclaré Roi publiquement, & du

consentement de tous, & ont-ils appelé Batory, qui n'a pas été nommé par l'Archeveque, mais par *un d'entre les Nobles*. Mais l'Histoire de cette Nation peut fournir d'autres Exemples de ce genre, qu'ils ont eux mêmes cités dans l'Election de Batory, pour confirmer sa Nomination, & qui sont si connus de tout le monde, qu'il seroit superflu de les rapporter. Disons pourtant en passant, que ce n'est pas seulement chez les Chrétiens, mais chez tous les Hommes, de quelque Religion qu'ils soient, qu'on a attaché l'Election d'un Roi, ou de tout autre Souverain à un lieu marqué, & à un tems fixé pour cela.

F.

EXTRAIT

De la Réponse des Ordres du Royaume,
à l'Ecrit précédent, datée a Crac.

le 25. Nov. 1587.

Pour ce que votre Serénité repete au sujet du Lieu, & du Droit de l'Archevêque, outre ce que nous avons déjà démontré souvent par le temoignage de tous les Siecles, nous dirons ici en deux mots; *Qu'il est trop connu, que le Droit d'Election n'est pas attaché à une certaine place, pour que quiconque est tant soit peu instruit des Usages*
de

de la République, puisse en douter. Il y a pourtant certaines précautions à garder là dedans. Car s'il n'y a point de Droit attaché au Lieu, ce n'est que, lorsque ceux, qui sont éloignez des autres, demeurent pourtant unis avec eux, dans leurs conseils autant que cela est en leur pouvoir: & que s'éloignant seulement un peu du Lieu ordinaire, ils souhaitent pourtant d'agir toujours de concert avec les autres. Ce qui est arrivé, non seulement à nous, dans la présente Election du Seren: Roi Sigismond III. mais auparavant encore dans l'Election de Henri, & pendant l'Interrègne, qui la suivit immédiatement à *Stensica*, lorsque la plupart de la Noblesse se retira vers *Secech*.

Il en est à peu près de même de la prérogative de l'Archevêque: Car ce Prelat, comme Prince du Senat doit aller au devant des desirs & de la volonté des Ordres de l'Etat: mais il ne doit pas se separer d'eux, & il ne sauroit conserver son autorité, si celle de tous les Ordres de l'Etat lui est contraire: C'est pourquoi s'il y en a eu, ce qui n'est arrivé qu'une fois ou deux, qui ayent combattu le consentement de toute la Noblesse, la Noblesse n'a pas laissé de se servir de sa Liberté, pour elire un Roi. Nous avoions que c'est de la sorte, qu'Etienne a été déclaré Roi par Nicolas Sieninski, Sous Chambelan de Chelm.

G.

REPONSE

D'un Ami Prussien à un Ami Hollandois,
au sujet

De l'Élection prochaine d'un Roi de Pologne.

Datée de Magdeb. le 12. Juill. 1733.

JE ne me dédirai pas, Monsieur. La lettre, que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, bien loin de me faire regretter le Pari, que je vous ai offert, m'anime à m'y tenir. Je suis même prêt à parier deux contre un, que le soi disant Roi Stanislas, ne montera pas sur le Trône de Pologne, tant je me crois sur de mon fait, après avoir lû vos réflexions.

Ce n'est pas, que je ne les trouve très éloquemment écrites. Je reconnois la main de Maître, qui y a travaillé, & j'en eusse pu être ébloui, si le hazard n'avoit fait tomber entre mes mains, une pièce, qui contient, par je ne sai quel destin, si non, une réfutation de vos conjectures, au moins de quoi m'affermir dans les miennes.

Elle consiste en trois Questions, qu'un Gentilhomme de la Grande Pologne, avant que de se rendre à une des présentes Dietines de son Palatinat, a proposé à un Sénateur de ses parens, & en autant de réponses, que celui ci y a faites.

J'eusse

J'eusse pû me servir des Argumens, qui y sont contenus, pour detruire le plus grand nombre de ceux, dont vous avez si soigneusement appuyé, le raisonnement que vous me tenez. Mais pour ne pas me parer de plumes étrangères, j'aime mieux vous communiquer cette pièce, telle que je l'ai reçüe, & vous la trouverez au bas de cette Lettre.

Je pourrois y ajouter quantité de Remarques, que la votre me donne occasion de faire, s'il me convenoit d'empiéter sur les droits d'autrui, ou de faire l'Avocat des Puissances, que vous avez trouvé à propos d'attaquer. Mais je m'en dispenserai.

Je me contenterai de satisfaire aux droits de notre ancienne amitié, en vous indiquant les endroits, sur lesquels elles ne manqueront pas de vous donner de l'exercice, si jamais votre écrit parvient à leur connoissance.

Il ne faut pas douter, p. e. que l'Imperatrice de Russie, & le Roi de la Grande Bretagne ne vous demandent des éclaircissemens sur la justesse de la comparaison que vous faites de leurs Droits, à ceux d'un Gentilhomme proscrit & banni de sa patrie, pour en avoir voulu usurper le Trône.

L'Empereur, le Roi de Prusse, & la Cour de Russie pourront vous en demander pareillement, sur ce que vous les accusez de ne viser qu'à opprimer la liberté des Polonois.

Les doutes que vous formez contre la bonne foi de la Cour de Russie, & sur tout contre la probité de M. le Comte d'Oster-

d'Osterman ne semblent pas moins en avoir besoin, si jamais il prend envie à l'Imperatrice de Russie de les approfondir.

Il en est de même du soin, que vous prenez de plaider la cause d'un rebelle averé, & de mettre son Election en parallèle avec celle du feu Roi Auguste II. La plus saine partie de la Republique de Pologne, les trois quarts du Royaume seront bien aises d'entendre là dessus, & d'examiner vos raisons.

L'Electeur de Saxe ne sera pas moins curieux de voir, comment vous pourrez prouver les imputations, dont vous affectez d'entacher ses vûes, & la memoire du Roi son Père.

Le Roi de Prusse surtout vous pressera extrêmement de verifiser les soupçons, que vous tachez de lui inspirer contre l'integrité de ses Ministres; & je suis bien trompé, ou ce Prince mal edifié des louanges equivoques, que vous lui donnez, & à son Armée, vous convaincra plutôt, que vous ne semblez vous y attendre, qu'il ne craint rien moins que de mener ses Troupes, partout où sa gloire & ses interets pourront les appeller.

Elles sont-effectivement telles que vous les dépeignez. Jamais on n'en vit de si belles, ni de mieux exercées. Jamais on ne vit, comme vous le dites, tant de Soldats d'une taille si admirable. Mais vous vous trompez fort, si vous
croyez

croyez qu'elles ne-soient propres qu'à faire honneur à leur Maître en tems de paix. Ceux, qui semblent s'en moquer à votre exemple, sentiront un jour, qu'elles ne savent pas moins briller en tems de guerre. Mais ce qui vous surprendra, Monsieur, c'est que, quand elles périroient toutes dans un pais ennemi, les mesures, que S. M. Prussienne a prises de longue main, sont si sages & si justes, que tous ces nombreux Régimens reparoitroient, en moins de rien dans la même beauté, ou nous les voyons actuellement. Sans recourir à une nouvelle generation d'hommes, comme vous le pretendez, les Soldats Surnuméraires, qui restent ordinairement dans le pais, quand les Regimens marchent en campagne, sont en si grand nombre, & si bien pourvus de tout, qu'il n'en faudroit pas d'autres à ce grand Prince, pour remettre sur pied en très peu de tems, de nouveaux Corps, tout aussi beaux, & tout aussi redoutables, que les premiers.

Enfin, Monsieur, toutes ces Puissances tailleront en tems & lieu, bien de la besogne à votre éloquence, lorsqu'elles s'aviseront de vous demander un plus grand détail, & des preuves, de ce que vous avancez si légèrement à leurs dépens. Mais ce seront leurs affaires, & les vôtres.

Je me bornerai à vous avertir, que vous aurez besoin de toute votre Rétorique, pour bien soutenir les combats, que toutes ces Cours vous livreront, & de tout votre

R

phlegme

phlegme natal, pour supporter leurs reproches, en cas que vos réponses soient trouvées trop superficielles, ou trop peu mesurées.

En attendant, donnez vous, je vous prie, la peine de lire certain Livre très solidement écrit, sous le titre de *Mémoires sur les dernières Révolutions de Pologne*. Il a été imprimé en 1710. à Rotterdam. Vous y trouverez un ample détail de l'Élection de votre Héros, & des droits qu'il peut alleguer, pour soutenir ses prétensions. Ce Livre, dont l'Auteur étoit très versé dans les affaires de Pologne, & très impartial, vous épargnera la peine de me faire de nouvelles objections, & à moi celle d'y repliquer.

Je finis par où j'ai commencé, je ne me retracterai pas de mon défi. J'ai 2000. Ducats à votre service, & je les remettrai à tel Banquier d'Amsterdam, qu'il vous plaira de me nommer, dès que je serai sûr, que vous lui en aurez confié 1000. L'avantage du jeu étant évidemment de mon côté, il seroit injuste, que nous fissions une gageure egale. J'ai l'honneur d'être parfaitement &c.

QUESTION I.

Si la Republique de Pologne peut revoquer & casser la Constitution faite en 1717. contre Stanislas?

Réponse.

IL faut distinguer entre une République de Pologne, qui se trouve dans son Etat entier & régulier, & entre une Ré-

République dans un Etat mutilé & irrégulier. Je l'appelle entière ou régulière, quand elle est composée de ses trois Ordres, savoir du Roi, du Senat & de la Noblesse; mutilée ou irrégulière, lorsqu' elle se trouve, ou dans une Confédération, ou dans un Interrègne.

Il n'y a pas de doute, que la première ne soit en droit d'abolir ou de changer toutes les Loix & Constitutions, de quelque nature qu'elles soient. Il n'en est pas de même de l'autre. La République, telle qu' elle est dans un Interrègne, ne peut, ni faire de nouvelles Constitutions, ni changer ou abolir les anciennes; j'entens des Constitutions, qui ayent *vim Legis perpetuae*. Bien loin de là, tout son pouvoir se borne au maintien de la forme de Gouvernement, & des Loix antérieurement établies, à la conservation de la sûreté & tranquillité publiques, & aux mesures à prendre, pour procéder, selon la norme des anciennes Loix, à l' Election d'un nouveau Roi.

L'Histoire de Pologne, & l'expérience nous apprennent, qu' elle n'a jamais passé ces bornes. Sans remonter à des tems plus reculez, on n'a qu'à se ressouvenir de ce qui s'est passé à la dernière Diète extraordinaire, pendant laquelle Auguste II. deceda.

Le Primat du Royaume, dès que cette mort fut connue, assembla le Sénat. On delibera mûrement, sur ce qu'on feroit de la Diète; & la résolution qu' on prit, fut de de-

clarer aux Nonces, que leur Assemblée ne pouvant se continuer, à cause du decez du Roi, ils eussent à se separer, & à retourner chez eux. Qu' on examine tout ce que la République a fait depuis ce tems là. A-t-elle décidé sur la moindre matière, qui n'ait du rapport à l' Election future, ou qui ne soit nécessaire, pour maintenir les Loix & le Gouvernement dans le même Etat, ou le Roi les a laissez en mourant? A-t-elle touché à la moindre Loi emanée durant le règne de ce Monarque? Même à la Diète de Convocation, at-t-on seulement osé proposer d'abolir la Constitution faite contre Stanislas? Abolition, qui doit pourtant necessairement précéder son Election, & qu'il eut dépendu de la République assemblée en Diète de décerner, si d' ailleurs elle se l'étoit crû permis, durant son veuvage.

Aussi les Polonois les plus Républicains ne qualifient ils pas seulement du nom de Loix & de Constitutions, les résolutions qu'ils prennent dans un Interrègne, ou s'il y en a, que l' ignorance ou l'abus ayent jamais nommées ainsi, ce ne sont tout au plus; que des réglemens temporaires, dont la valeur ne dure, que jusqu' au moment que la République rentre dans son Etat naturel & régulier, c'est à dire, jusqu' au Couronnement du nouveau Roi, & qui ne reçoivent la qualité de Loix ou de Constitutions, qu' après avoir été confirmées dans une Assemblée generale des trois Ordres

Ordres du Royaume. Telles sont, p. e. les résolutions qu'ils ont souvent prises, tantôt de n'élire qu'un Piaste, tantôt d'élire un Etranger.

La Pologne n'est pas le seul País libre, où cette coutume soit observée. La même chose se fait dans l'Empire, & dans la Grande Bretagne. Les Etats, tant que dure un Interrégne, n'ont pas le pouvoir de réformer la moindre Loi ancienne, & le Parlement de la Grande Bretagne sur tout, n'est pas seulement le Maître d'expédier, en pareille occasion, le moindre Acte valable, à moins qu'il ne se trouve antérieurement prescrit & réglé par les Loix du País.

Il n'est pas même possible, qu'il en puisse être autrement. Si l'on accordoit à une République la liberté de reformer, ou de casser durant son Etat irrégulier, une seule Loi ancienne, (à moins qu'elle ne soit convenüe NB. unanimement, d'abolir toute la forme de son Gouvernement,) on ne sauroit lui disputer le même Droit, par rapport à tout le reste. Ce seroit mettre toute la forme du Gouvernement à sa discrétion, ce qui seroit absurde.

Or les constitutions faites contre Stanislas sont des Loix solemnellement faites, & confirmées par les trois Ordres de la République, témoin les Resultats des Diètes de Varsovie & de Grodno en 1717. Donc la République, tant que l'Interregne dure, ne sauroit ni les abolir, ni y faire le moindre changement.

QUESTION II.

*Si l'exclusion donnée par des Puissances étrangères,
à Stanislas, ne déroge pas à la liberté
de l'Élection?*

Réponse.

LA Pologne étant une Nation libre & indépendante, il semble au premier abord, que ce soit violer sa liberté, que de donner l'exclusion à un Candidat qu'elle voudroit, ou pourroit elire; puisque, selon l'Idée qu'on se fait communément de la liberté, il n'y a pas moins de violence à empêcher quelqu'un de faire ce qu'il veut, que de l'obliger à faire ce qu'il ne veut pas. Mais je vais prouver, 1.) que cette Idée, quelque généralement vraie qu'elle paroisse, est susceptible de bien des exceptions; & 2.) que les Puissances, qui donnent l'exclusion à Stanislas, ont plus d'une juste raison, pour la lui donner, sans que la liberté des Polonois en souffre aucun préjudice.

Ad primum; Avant que d'en venir à ces preuves, je dois supposer qu'on a une Idée juste & raisonnable de la Liberté, & qu'on admet comme des principes incontestables. 1.) Que toutes les Nations ou Puissances, qui composent l'Univers, ne sauroient être regardées, que comme un assemblage de Sociétez, toutes également en droit de veiller chacune à sa conservation, & d'éloigner tout ce qui

qui la pourroit mettre en quelque danger. 2.) Que par conséquent, aucune de ces Societez n'est en droit de rien faire, qui puisse préjudicier à la conservation des autres: 3.) Que si elle se laisse aller à quelque démarche dangereuse, ou contraire à la sûreté des autres, ceux ci sont en droit de l'en empêcher; & 4.) Que cet empêchement ne déroge en rien à la liberté, ou indépendance, dont elle jouit d'ailleurs.

Suivant ces Principes, fondez sur la raison & sur le droit naturel, il est averé que, dès que nous voyons quelqu'un se porter à une démarche, qui nous met evidemment en danger, nous sommes en droit & dans l'obligation de l'empêcher, à moins que nous ne voulions contrevenir aux principes susdits, & à ce que chaque individu se doit à soi même. C'est une verité notoirement reçue, & pratiquée par tout le genre humain.

Que mon voisin, p. e. veuille percer de gayeté de cœur une digue ou une hauteur, quoique située dans son terrain, pour faire écouler des eaux, qui inonderoient & ruïneroient le mien, ou qu'il soit assez fou, pour faire de sa maison, joignant la mienne, un moulin à poudre, ou pour y mettre le feu; je suis en droit, (quoique je n'en aye aucun, sur ce qui lui appartient en propre,) de m'y opposer, & d'employer tous les moyens possibles pour l'empêcher

pêcher, & pour prévenir le danger evident, auquel sa conduite exposeroit mon terrain, ou ma maison.

Ce qui est d'usage en pareilles occasions parmi les particuliers, ne l'est pas moins parmi les Puissances, & c'est en vertu du même principe, qu'elles se déclarent souvent les guerres les plus justes, & les plus sanglantes. Les exemples sont en trop grand nombre, & trop connus, pour avoir besoin d'être rapportez. Un seul suffira pour faire voir, qu'en Pologne même, l'exclusion donnée par une Puissance voisine à certains Candidats, n'est pas une nouveauté, & que les Polonois, en y faisant attention, n'en sont pas moins demeurez libres. La Porte Ottomane, après la retraite du Roi Henri, osa menacer les Polonois d'une guerre, en cas qu'ils persistassent, comme ils y paroissoient enclins, à se donner un Roi de la Maison d'Autriche, qu'elle a regardée de tout tems, comme l'ennemi le plus redoutable de l'Alcoran; & il ne faut pas douter, que cette déclaration ne les ait principalement portez à se déterminer pour Etienne Batory, préférablement à Maximilien d'Autriche.

Après ce raisonnement, & après cet exemple, je ne crois pas que la République de Pologne puisse trouver étrange, que les Puissances, qui regardent la France, comme leur Ennemie hereditaire, tachent par toute sorte de moyens d'empêcher le Beau père du Roi Très Chrétien, de monter
sur

sur le Trône de Pologne. En s'opiniâtrant sans raison, à n'y vouloir élever que lui, elle les exposeroit à un danger manifeste, & les dites Puissances, en lui donnant l'exclusion, ne font que se préserver contre un danger, qui deviendroit sans faute, fatal à leur sûreté ou conservation, si elles ne songeoient de bonne heure à s'en garantir.

Ad secundum. Quelque clair & convainquant, que soit le raisonnement ci dessus, pour prouver la justice de l'exclusion donnée, à Stanislas; Quelque nécessaire, que celle ci soit à la conservation des mêmes Puissances, elles agissent encore par un autre motif, qui ne leur donne pas moins de droit, que le premier, de faire ce qu'elles font, sans préjudicier à la liberté de Messieurs les Polonois.

Il a été démontré ci dessus, que la Republique, telle qu'elle est dans un Interregne, n'est pas en état de changer, ou d'abolir la Loi émanée contre Stanislas. Il ne sera pas inutile de montrer, de quelle manière cette Loi a été donnée, & en quoi elle consiste.

Elle a été donnée dès la Confederation de Sendomir, approuvée & confirmée par toutes les Dietes subséquentes, & nommément par celle de Lublin en 1704., par celle de Thorn en 1709., & par celles de Varsovie en 1710. & 1712. Elle a été renouvelée dans le Traité de pacification, conclu sous la Médiation de la Cour de Russie en 1716., solennellement ratifiée par les trois Ordres de la Republique

extraordinairement assemblez pour cet effet, au commencement de l'an 1717., & confirmée de nouveau *in toto* par la Diete ordinaire de Grodno, vers la fin de la même Armée.

La teneur en est, selon la Déclaration de la Confédération de Sendomir, & selon les Constitutions qui l'ont approuvée & confirmée, que Stanislas, comme tous les adhérens du Roi de Suède d'alors, est déclaré proscrit, & ennemi de la Patrie; & selon le Traité de Pacification de 1716. & les Constitutions, qui l'ont ratifié, approuvé & confirmé, que le même Stanislas & tous ses adhérens seroient exclus pour jamais de l'Amnistie, traittez en Ennemis de la Patrie, bannis &c. à moins que dans l'espace de quelques Mois, ils ne vinssent implorer la clémence du Roi, & de la République.

Or la Loi en question étant telle, que nous venons de la rapporter, il s'ensuit naturellement, que c'est elle, plutôt que les Puissances susdites, qui donne l'exclusion à Stanislas, & que celles ci en la soutenant, bien loin de donner la moindre atteinte à la liberté Polonoise, la maintiennent & la protègent contre ceux qui voudroient l'enfreindre. Car, s'il est vrai, comme il l'est, que cette Loi ait été formellement & légalement faite par la République entière; s'il est vrai, comme il l'est, & comme il a été palpablement démontré, que des Loix antérieurement établies

ne

ne sauroient ni se changer, ni s'abolir dans un Interregne; s'il est vrai, comme il l'est, qu'un proscrit, qu'un ennemi de la Patrie, ne sauroit rentrer impunément dans le Royaume, ni jouir d'aucune immunité, charge, ou prérogative, avant que d'avoir obtenu des trois Ordres de la République, c'est à dire, de la République entiere, l'abolition de ses crimes; Je demande à tout homme sensé, si c'est attaquer la Liberté des Polonois, que de les empêcher d'agir contre leurs propres Loix, dont l'observation fait la principale & unique base de leur liberté: Je demande, si ceux qui s'obstinent à l'Election d'un proscrit, qu'ils ne sont pas en état de réhabiliter, ne méritent pas plutôt le nom d'Oppresseurs de la Liberté, que ceux qui lui donnent l'exclusion; Je demande, si les derniers ne méritent pas plutôt le titre de Protecteurs de la Liberté, en tant qu'ils protègent les Loix, qui en sont le fondement, & si les premiers, lorsque ce sont des Polonois, ne méritent pas d'être regardez comme traîtres à leur Patrie & à leur propre liberté, en tant qu'ils renversent ces mêmes Loix.

Qu'on ne me dise pas, que l'Election d'un Roi est une affaire purement domestique, & qu'il n'appartient pas à des Puissances étrangères de s'en mêler. Il a été prouvé ci dessus, qu'elles peuvent & doivent s'en mêler, lorsqu'elles prévoient, que cette Election troublera leur sûreté. J'ajouterai en cet endroit, qu'il y en a parmi ces Puissan-

ces, qui ont un intérêt naturel à veiller à la conservation des Loix, & de la Liberté du Royaume de Pologne, & qui sont, outre cela en droit, & dans l'obligation, de se mêler de ses affaires domestiques, lorsqu'elles voyent ces Loix, & cette liberté, en danger de souffrir quelque atteinte.

Telles sont p. e. 1.) Tous les voisins Chrétiens de la Pologne, naturellement intéressez & obligez à veiller à la conservation de ses Loix & de sa liberté: & 2.) nommément l'Empereur Romain, qui, outre l'intérêt, & le droit que lui donne le voisinage, s'est engagé par l'Alliance qui subsiste anciennement entre lui & la Couronne de Pologne, & par la garantie de la paix d'Oliva, à soutenir, & à protéger la forme de Gouvernement, les Loix, & en un mot la liberté de la Nation Polonoise. 3.) Le Roi de Prusse, qui à cet egard, a le même intérêt & le même droit, que S. M. J. & qui n'est pas moins obligé qu'elle, à soutenir les Loix & la liberté de la Pologne, tant par le *foedus perpetuum* contracté par son Ayeul, le Grand Frideric Guillaume avec la dite Couronne, qu'en vertu de la même garantie de la paix d'Oliva; 4.) La Cour de Russie, dont le droit & l'obligation sont d'autant plus averez & d'autant plus applicables au cas en question, qu'elle ne sauroit se dispenser de garantir tous les Articles & Clausés du Traité de Pacification de 1716. négocié & concludu sous sa Médiation, dès que d'autres prétendent y faire une brèche, ou que

que quelques Polonois même, fils dénaturez de leur Patrie, & éblouis par l'éclat des Louis d'or & de leurs vues particulières, prétendent les fouler aux pieds.

La conclusion, que je tire de tout ce raisonnement, c'est, que l'exclusion que des Puissances étrangères & voisines de la Pologne donnent à l' Election de Stanislas, est fondée; 1.) dans la raison, & dans le droit de la Nature, commun à tous les hommes. 2.) Dans l'obligation où sont les Puissances voisines de maintenir les Loix, & par conséquent la liberté des Polonois: & 3.) que de quelque côté qu'on l'envisage, non seulement elle ne déroge en rien à la dite liberté, mais qu'elle sert même à la soutenir, contre ceux qui voudroient l'opprimer, ou la trahir.

QUESTION III.

*Si à la dernière Diète de Convocation, on a empêché
la liberté des Voix?*

Réponse.

Comme il n'y a qu'à savoir lire, pour répondre affirmativement à cette Question, je renvoie ceux qui souhaitent d'être instruits de la vérité du fait, à la lecture des Journaux de la dite Diète, & aux Protestations, & Clausules qui ont été ajoutées, tant au serment que les Membres de la Diète ont prêté, qu'à la Signature de l'Acte de Confédération.

J'ajouterai seulement, qu'au dire des Polonois mêmes, il ne s'est jamais tenu de Diète, où l'on ait eu si peu d'égard à la Liberté des Voix, & à ce qu'ils appellent *Liberrum Veto*, que celle en question.

Voila ce que je pense sur les trois questions, qui m'ont été proposées de votre part; le peu de tems, que j'ai pu employer à y répondre, & votre indulgence suffiront apparemment, pour excuser ce que vous trouverez peut être de defectueux dans ma manière de m'exprimer.

- - - *Si tibi vera videtur,
Dede manus; & si falsa est, accingere contra.*
Lucret.

H.

LETTRE

D'un Ami Prussien, à un Ami Hollandois, servant de Continuation à la Rép. precedente.
à Halberstadt le 4. Août 1733.

Bien que je ne doute pas, [Monsieur, que la Réponse, que je me suis donné l'honneur de vous faire, ne vous ait convaincu de la foiblesse des principaux Argumens, que votre eloquence, dont je respecte d'ailleurs la superiorité, vous avoit fait imaginer, en faveur de votre pretendu Roi
Sta-

Stanislas, je suis persuadé que vous ne serez pas fâché de voir, que le Sénateur, duquel je vous ai communiqué les Réponses à trois Questions, d'un Gentilhomme de son Palatinat, n'est pas le seul de son sentiment.

Les quatre Lettres ci-jointes, ou, pour mieux dire, les Réponses du Prince Lubomirski, Palatin de Cracovie à deux Lettres du Primat du Royaume de Pologne, l'arc boutant des vûes ambitieuses de Stanislas, vous apprendront que le Sénateur susdit n'a rien avancé, qui ne soit reconnu vrai, par tous les véritables Patriotes Polonois.

Ces Lettres ont été écrites en Latin, & je me serois contenté de vous en envoyer de simples copies, tirées de celles qui sont entre mes mains, si le Latin de Mess. les Polonois, n'étoit sujet à des façons de parler si singulières, & si bizarres, qu'elles ne paroissent intelligibles, qu'à quiconque est versé dans leur manière de s'exprimer. C'est ce qui m'a porté à me donner la peine de les traduire.

Je me suis moins attaché en y travaillant aux règles de l'Académie Française, qu'à en exprimer fidèlement le sens, ayant même conservé, de peur de l'altérer, le Style figuré, & empouillé, dans lequel ces Lettres sont écrites, & certaines expressions particulières aux Polonois, qui ne sauroient se rendre en d'autres Langues, à moins que d'avoir recours à des circonlocutions ennuyantes.

Tel-

Telles font p. e. celle de la *Nouvelle Loi*, qui designe chez eux la Constitution de l'an 1717., contenant la ratification du Traité de paix conclu en 1716., Traité qui a renouvelé le bannissement, prononcé long tems auparavant contre Stanislas; celles de *voix prohibitives*, & de *Liberrum Veto*, par les quelles les Polonois expriment communément le Droit qu' a chaque Nonce ou Deputé, d'arrêter & d'annuller même, par sa contradiction, & du seul mot de *Veto*, toutes les deliberations & resolutions des Etats, assemblez en Diète; celle d'*Exorbitance*, qui denote parmi les Polonois, tout ce qui se fait contre leurs Loix, ou Constitutions. J'y ai à la verité substitué en quelques endroits le mot d'*excès*; mais j'avoüe qu'il n'exprime pas tout le sens, que les Polonois donnent à celui d'exorbitance.

Enfin, Monsieur, je vous donne cette Traduction, telle qu' elle est, persuadé que je suis, que si vous ne la trouvez pas assez Françoisë, vous la trouverez au moins assez fidelle.

Dites moi, s'il vous plaît, ce que vous en pensez, & croyez moi toujours prêt à vous convaincre par mes Services, que je suis,

Monsieur,

Votre &c.

I. LET.

I.

LETTRE

Du Primat de Pologne, au Prince Palatin de Cracovie.

Datée de Varsovie le 24. Juin 1733.

P. P.

MÉ souvenant de la parole donnée à V. E. Illustrissime, je n'ajoute, ni n'ajouterai point de foi à quantité de rapports, qui viennent à mes oreilles, & qui donneroient une Idée peu favorable d'Elle, s'ils étoient fondez: Mais les bruits reïterez & perçans, qu'ils ont excitez, étant aussi odieux que généraux, je ne crois pas mal faire, de vous avertir, en quoi ils consistent.

On dit p. e. que vous avez dessein d'attaquer, d'invalider, & de blâmer notre Confédération générale, à l'établissement de laquelle V. E. Illustrissime a elle même, coopéré.

Connoissant le cœur de V. E. Illustrissime, toujours magnanime en toutes ses actions, & invincible en tout ce qui est équitable & juste, je suis persuadé de la fausseté de ces imputations. Cependant, poussé par la tendresse que je me sens pour Elle, je souhaiterois d'apprendre d'Elle même, de quelle manière je pourrai reprimer les délateurs de ces choses mal sûres, & les convaincre de leur tort. C'est ce que j'attens de l'amitié de V. E. Illustrissime, à laquelle je ne cesse de me recommander.

T

II. RE-

REPONSE

*Du Prince Palatin de Cracovie, à la Lettre
precedente. d. d. 28. Juin 1733.*

P. P.

SAchant que V. A. Reverendissime est accoutumée à conduire la République, privée maintenant du Soleil qui l'eclairoit, & à se conduire elle même, plutot selon les lumières de la droite raison, que selon la fausse lueur des mauvais rapports; je me persuade, que pour découvrir le fondement des Nouvelles, qu'elle entend raconter, elle ne le cherche pas dans les bruits reïterez & perçans des discours vulgaires, ordinairement vains, trompeurs, & denuez de verité: Mais qu'elle s'est faite une Loi d'en juger, selon leur plus ou moins de vraisemblance, & le plus ou moins de probité des personnes, qu'elles touchent.

C'est ce qui me fait espérer indubitablement, que V. A. Rev. regardera les contes qu'on lui a faits sur mon sujet, comme étant inventez par des partisans du mensonge, & qu'elle ne manquera pas d'en reprimer le cours, & de les écouffer dès leur naissance.

Il ne m'est jamais tombé dans l'esprit d'attaquer, d'invalider, ou de blâmer la confederation generale. Je la regarde plutot, comme une marque visible de la benédiction

Divi-

Divine, adorant en elle la grace invisible du St. Esprit, lequel, après avoir formé notre première Confédération de Cracovie, (quoiqu'il y en ait, qui l'ont taxé de prematurité,) a bien voulu, que nos intentions aussi bonnes, que salutaires au bien public, trouvaient leur point de maturité dans les liens d'une Confédération générale.

Cependant, comme de tous ceux qui aiment la liberté & l'égalité de la Noblesse, personne n'a pu approuver la manière d'agir, & les violences de la dernière Diète de Convocation, j'y applique avec S. Paul cette distinction de loüanges & de reprehensions. Que tu ayes, chere Confédération, jetté les fondemens de l'exclusion d'un Etranger, pourvu à notre sûreté interne & externe, déterminé le tems & la Methode de l'Ele&ion, c'est en quoi je ne puis que te louer : Mais que tu ayes produit, sans egard à de justes protestations, des Exemples totalement opposez à nos anciennes Constitutions, & sur tout à ce que nous appelons la Nouvelle Loi ; que tu ayes fait violence à la liberté des voix prohibitives, enfreint les droits sacrez du Royaume, du G. D. de L. & des Terres de Prusse, empêché les Senateurs de représenter la Verité, diffamé des Nonces, interrompu sans respect la voix vénérable de notre Primat, donné d'une façon jusques là invouée & inconnue à notre République des entorses à la Liberté, & à l'égalité fraternelle de la Noblesse ; c'est en quoi je ne te loue pas.

Voila ce que je pense de la dernière Diète de Convocation, & ce que je rapporterai dans la première Assemblée de Relations à mes frères. Je m'y trouve forcé par ma conscience, & par le serment que j'ai prêté en qualité de Sénateur & de Gentilhomme, serment qui m'oblige de révéler tout ce que j'apprens de préjudiciable à la République.

Ce qui m'anime d'autant plus à agir ainsi, c'est que j'ai souvent entendu V. A. R. faisant des plaintes contre les irregularitez de ladite Diète. Peut-être, comme un Père indulgent de la Patrie, n'avez-vous pas voulu donner de nouveaux sujets de douleur aux enfans d'une République acephale & affligée, en leur reprochant publiquement ce qui vous fachoit en particulier: Peut-être cette bonté paternelle vous a-t-elle fait prendre charitablement le parti de ne soutenir la Liberté chancelante, que par la ferveur de vos prières, & de consoler la République, en déplorant d'un cœur pénétré de tristesse, l'impiété du siècle, & l'arrogance des Libertins.

Me flattant, que sous la manuduction de V. A. R. nous verrons à l'Élection prochaine, les effets de cette pieuse conduite, j'espère en Dieu notre Sauveur, qu'après avoir corrigé les excez, (si nous elisons unanimement un nouveau Roi, qui choisi par le Tout puissant, soit élevé par nous au Trône du Royaume,) nous ressentirons abon-

dam-

damment les effets d'une consolation & d'une joye universelle.

En attendant, appliquons-nous tous à préparer le chemin au Seigneur, applanissons ses sentiers, en nous unissant par les liens d'un amour fraternel & parfait, & en bannissant tout ce qui peut s'appeller soupçon, haine, brigues, & défiances.

Je suis avec une entiere confiance, confidence, soumission, & respect, toujours prêt à obeir au moindre signe, qui me sera donné

de V. A. R.

III.

LETTRE

Du Primat de Pologne au Pr. Pal. de Cracovie.

Datée de Varsovie le 1. Juillet 1733.

P. P.

JE n'ai ajouté aucune foi aux bruits, qui m'affuroient, que V. E. n'approuvoit point la Confederation dernièrement faite, & j'en douterois encore aujourd'hui, si V. E. elle même, en m'ouvrant genereusement l'interieur de son cœur, n'avoit bien voulu ne s'en pas cacher.

Il y a eu, je l'avoüe devant Dieu, quelques inconveniens à la dernière Diète de Convocation: Mais, ce sont là

des effets de la perversité de ce siècle, trop corrompu pour ne pas incliner aux troubles & aux violences, & pour ne pas faire usage de certains Exemples impunément donnez dans les Diètes antérieurement tenues sous votre glorieuse direction.

Ces inconveniens sont tels, qu'ils ne sauroient se redresser, que par une correction generale des exorbitances, & qu'après l'Election d'un bon Roi, d'entre *ceux des Polonois, qui, ou ne se sont pas conformez à ces manières illicites, ou ne les ont pas remarquées.*

Il y a de la difference entre une Confederation & une Diète, parce qu'en celle la, le *Liberum Veto* s'observe avec moins de rigueur qu'en celle ci.

Enfin *ces défauts*, qui deplaisent tant à V. E. *sont au moins excusables*, & je me persuade qu'elle les trouvera tels Elle même, pourvû qu'elle daigne relire par curiosité, les Journaux des Interregnes & des Convocations du tems passé. Elle y découvrira, surtout avant l'Election de notre dernier Roi, de très glorieuse mémoire, & des maux plus grands, & des scandales plus nombreux.

C'est pourquoi il convient à V. E., & à la grandeur de son cœur, de ménager *un peuple, qui par son impatience de voir la fin des deliberations, a causé quelque relâchement dans l'exaëtitude, avec laquelle on observe d'ailleurs la liberté des Voix.* Les manieres d'agir, l'état & les
acti-

actions d'une République acephale, sont tout autres, que dans une Rep. entière.

En attendant, je me rejouis & je remercie V. E. de ce qu'elle approuve ce qu'il y a de plus essentiel dans cette Confédération. Mais qu'elle ait aussi la bonté d'agir en homme, ou plutôt en Ange de paix; qu'Elle la protège de ses forces, comme Elle la loue dans sa Lettre; qu'Elle ne relève pas *des minuties*; qu'Elle n'aigrisse, qu'Elle n'excite pas la République par ses reproches. Elle s'acquerra un nom immortel, en dissimulant; Elle conservera par là une harmonie unanime dans l'Élection future. Et quant à moi, je publierai par tout l'Univers la gloire qui vous en reviendra, étant avec toute la considération qui vous est due.

IV.

REPONSE

Du Pal. de Cracovie à la Lettre précédente.
d. d. *Juillet 1733.*

P. P.

LA même Justice, qui parmi tant d'autres excellentes vertus & qualitez, brille naturellement dans V. A. R. & qui ne lui a pas permis d'ajouter foi à tous ces bruits vains & trompeurs, répandus dans le Public aux dépens des

des Sentimens de bien des honnetes gens; la même justice, dis-je, eut pû convaincre V. A. R. sans que je m'en fusse expliqué, non seulement de la justesse de mon opinion, sur les fréquentes oppressions & exorbitances de la dernière Diète de Convocation, mais aussi de l'Intention sincère, que j'ai d'en faciliter la correction.

Cette correction cependant ne sauroit avoir lieu, à moins que nous ne racontions à nos frères dans les Palatinats, les attentats, qui se sont commis & se commettent encore contre les Loix, contre la Liberté, & contre l'Egalité de la Noblesse, & à moins qu'après en avoir délibéré, avec les Senateurs, nous n'employons des représentations & des dissuasions capables de porter nos Frères suffisamment instruits, à unir leurs cœurs & leurs avis, pour mettre des bornes aux malheurs presens de la Republ., & pour en détourner ceux qui la menacent.

Il nous est défendu à nous autres Senateurs, de nous taire des maux de la Patrie, lorsqu'ils sont parvenus à notre connoissance. La dissimulation & la connivence, dès qu'il s'agit du bien public, & de la conservation des Droits communs, deviennent des crimes d'Etat. Il ne suffit pas de n'avoir point fait de mauvaise action, d'action préjudiciable à la Republ. c'est un péché tout aussi énorme, de négliger d'en faire de bonnes. La conscience, l'honneur, & les sermens obligent les Senateurs à dire & à soutenir
la

la verité. Rien ne vous peut dégager d'une obligation, que nous avons jurée à Dieu & à la Patrie. Ni la crainte, ni l'espérance, ni l'amour de la vie, ou de la fortune, ne doivent admettre dans les cœurs & dans les bouches des Senateurs, la dissimulation du vrai. Loin de nous cette politique mondaine, qui n'agit que par des vûes particulières. Il est de notre devoir de parler toujours à cœur ouvert, afin qu'il en aille bien à la Patrie.

J'embrasse les pieds de V. A. R. & je la remercie très humblement, de ce qu'elle a daigné recevoir avec tant de bonté la Lettre, dans laquelle j'ai répandu l'interieur de mon cœur. En loüant si benignement ma candeur, V. A. R. donne, pour ainsi dire, les épérons à la vivacité, avec laquelle je m'applique à maintenir nos Droits & nos libertez, sur tout quand elle convient elle même, en prenant Dieu à témoin, que la Diète de Convocation a été sujette à quantité d'inconveniens.

Ce sont ces mêmes inconveniens, ces mauvais effets de la perversité du Siecle, toujours enclin aux troubles & à la violence, ces suites des exemples impunément donnez, qu'il s'agit de reprimer, & de redresser, avant qu'ils deviennent des maux necessaires & incurables.

C'est pourquoi, unissons-nous de bonne heure, tous tant que nous sommes; renonçons dorés en avant à toute connivence, tolerance, & reverence particulière, animons-

nous les uns les autres avec une charité non affectée, à nous ressouvenir de ces paroles de S. Jean, *Il ne t'est point permis de violer le Droit* ; c'est à dire, Il ne t'est point permis, de fouler aux pieds nos libertez, ni d'opprimer notre égalité fraternelle.

Pour executer le louable dessein de reformer nos erreurs, nous ne saurions trouver de tems plus opportun, que celui d'à present, où la liberté, Maitresse de ses Droits, donne à chacun celui de parler & d'exposer franchement les torts arrivez aux Sanctions publiques.

Jamais certes une Confederation n'eut le pouvoir d'enfreindre, ou d'abolir des Droits bien fondez, ou des Constitutions anciennes. Bien loin de là, nous ne sommes accoutumez à nous unir par les liens des Confederations, que pour faire revivre l'observation des Loix, que pour les remettre dans leur premier etat, en cas, que par abus on se soit écarté de la voye, qu'elles nous enseignent.

Le *Liberum Veto*, la baze la plus forte de nos libertez & de nos prerogatives, doit nécessairement conserver toute sa vigueur. Que si dans une Confederation, il est permis de traiter les affaires, selon la pluralité des voix, il ne s'ensuit pas qu'une telle permission déroge en rien à ce Droit. Le but de cette difference est plutôt, de barrer d'autant plus facilement, le chemin à ceux, qui sous pretexte de liberté, ne tâchent que de violer nos Loix.

Les

Les Interrègnes precedens, je ne puis le nier, n'ont pas été exemts d'inconveniens; tous quasi ont produit quantité de scandales. Mais c'est un argument qui ne sauroit me frapper, & qui ne me persuadera jamais de souffrir qu'il se commette presentement des scandales pareils, ou de plus grands. Tout au contraire, il doit nous exciter à remedier à ces maux, & à prévenir tout ce qui peut faire obstacle à une Election libre & pacifique.

Le Journal de la pénultième Diète de Convocation, dont V. A. R. me recommande la lecture, m'apprend que les Connivences & les dissimulations des excez, ont occasionné des Scissions dans l'Election, de grands troubles dans la Patrie, des oppressions, des ruines, des calamitez aussi longues qu'intolérables, & une guerre très onéreuse. C'est de là justement, que je conclus, que si nous ne profitons du tems, si nous ne nous hâtons d'employer, encore avant l'Election, des moyens efficaces pour reprimer les violences & les excez, nous nous enfoncerons dans le même Labyrinthe, qu'à l'Election dernière, & que le fil même, dont nous voudrions peut-etre nous servir dans la suite, pour en sortir, ne vous garantira pas des promotions étrangères.

Toute notre confiance, toutes nos espérances sont fondées sur les hautes vertus de V. A. R. Ce sont elles, qui nous flattent principalement, qu'Elle saura obvier par la

sageſſe de ſa Direction, aux progrez ulterieurs des Exorbitances, en nous menant par les chemins les plus ſûrs, les plus courts & les plus battus; & qu'en marquant ces chemins de ſa Croix Primatiale, toujours pleine de benedictions, Elle ne dédaignera pas de nous conduire aux Champs Eliſeés de la liberté, où nous pourrons élire un Roi, non ſelon l'interet de notre chair, & de notre ſang, mais tel que le S. Eſprit nous l'aura inſpiré.

C'eſt à ſa volonte que je reſigne abſolument la mienne, en lui ſoumettant tous mes vœux & mes affections, & en le ſuppliant de conſerver la ſanté de V. A. R., & de me donner aſſez de forces, pour obeir à l'uſage qu'il lui plaira faire de moi, qui ſouhaite d'être avec un attachement indiffoluble, tant que je vivrai,

De V. A. Rev.



I. SEN-

I.

SENTIMENT

De Quatre fameux Theologiens de Rome, au
sujet du Serment prêté à la Diète
de Convocation.

DANS la dernière Diète, tenue à Varsovie, qu'on appelle Diète de Convocation, & où l'on règle ce qui regarde la future Election d'un Roi, qui suivant les Loix, doit se faire avec unanimité, & d'une manière pacifique dans la Diète qui suit immédiatement: Le Primat du Royaume proposa une Formule de serment, que les Evêques, les Senateurs & les Nonces des Palatinats devoient prêter, de ne pas faire tomber l'Election dans la Diète prochaine sur un Candidat, qui ne fut pas né en Pologne, & d'un Peré & d'une Mère Catholiques. Plusieurs Evêques, Senateurs, & Nonces se recrièrent, disant, que cela étoit contraire aux Loix de la République, qui n'excluoit pas les Etrangers de la qualité de Candidats, à plus forte raison le propre Fils du Roi, qui sans être nommé, étoit pourtant exclus assez ouvertement, & d'une manière outrageante par la clause

fusdite; que d'ailleurs un tel serment diminuoit l'entière & parfaire liberté dont doivent jouir, selon les Loix, les Electeurs, qui sont les trois Ordres de la Republique, & y mettoit des bornes, en leur otant la puissance d'elire un sujet, qui ne possédât pas les dites Conditions, & enfin qu'ils prévoyoient, comme l'évenement l'a justifié, dans quels dangers un pareil serment, qui dans le fonds n'étoit pas nécessaire, jetteroit le Royaume, & quel incendie de troubles & de guerres il allumeroit.

Cependant malgré leurs clameurs & leurs oppositions, la force des armes, & la crainte de la Mort les obligea de prêter ce serment, les uns purement & simplement, les autres avec cette Clause: Sauf la liberté de l'Election; ou telle autre, qui leur parut nécessaire dans ce tumulte & ces craintes, pour sauver tout à la fois, leur vie, & l'intégrité de leurs Consciences.

Tel étant le fait, il s'agit d'examiner 1.) si un tel serment est valable? 2.) Au cas qu'il le soit, & qu'il en faille une dispense pour en absoudre, qui est en droit de donner cette dispense?

On répond au premier Article: Qu'un tel serment paroit inutile par les raisons rapportées dans l'exposition du fait, qui rendent la matière du serment illicite, de licite & in-

indifferente, qu'elle étoit en elle même. Car 1.) ce serment se fait au préjudice d'un tièrs, le Prince Royal fils du Roi défunt, sans parler des autres, étant privé par là sans aucune Cause légitime, du droit passif à l'Élection, que les Loix lui accordent. *Suar: tom. 2. de Relig. tract. de Jura: lib. 2. Cap. 23. no. 5. Sanchez tom. 1. de Præcep. Decal. lib. 3. Cap. 10. no. 38.* 2.) Les Loix de la République voulant que les Electeurs soyent dans une pleine & parfaite liberté, d'elire qui bon leur semble, un serment qui limite cette liberté à certains sujets, est contre les Loix, & par conséquent nul du consentement de tous les Docteurs. 3.) Cette exclusion confirmée par serment, attirera certainement de grands maux sur la République, au lieu qu'elle eût pû se faire sans serment, si elle avoit paru convenable aux interets de la République, ce qui invalide encore le serment en question. *Gobat. tom. 3. Cas. 16. no. 501.* & tous les Docteurs *ex l. Cum quis ff. de solut. § Cap. Quemadmodum de Jurejurando §. Quod si.* Il faut ajouter, que quand même ces maux n'auroient pas été prévûs, par ceux qui ont preté serment, dans le tems qu'ils le faisoient, il suffit qu'ils s'en apperçoivent dans la suite, pour les affranchir de leur obligation, suivant la Regle, sur laquelle on peut consulter *Sanchez in Præc. Decal. Lib. IV. Cap. 2. § Gobat. dans l'end. cité, § no. 495.*

Par rapport au 2^d. Article, il paroît certain, que le serment en question, n'a pas besoin de dispense, & que s'il en avoit besoin, il y a de très justes raisons pour le casser. Et même une pareille dispense peut être accordé *in foro Conscientiæ* par les Evêques, & les Abbez, suivant l'avis commun des Docteurs, dans le Cardinal de Luga, *tom. 2. de Justitiâ disp. 22. Sect. 8. no. 241.* & même par des Religieux privilegiez. *Tambur: lib. 3. in Decalogum Cap. 3. §. 1. no. 5. & Gobat.* dans l'end. cité *no. 508.*

Tel est mon sentiment: *François Avazzoni*, Conseiller du Juge de la Sac. Congregation, Qualificateur de la B. Inquisition, Lecteur en Theologie dans le College de *propag. fide* à Rome, & General de l'Ordre des Frères Mineurs de S. François de Paule.

De même: *Joseph M. de Petio* Conseiller du Juge des Congregations de Cleros Reguliers, aussi bien que des Indulgences & des Saintes Reliques, & Examineur Apostolique du Clergé à Rome.

De même: *François Bernardin Membrive* de l'Ordre des Prédicateurs, Prédicateur de S. M. Catholique, Conseiller General de l'Inquisition d'Espagne, ci devant Associé de la même Nation, General Provincial d'Ecosse, & Conseiller de la Congrégation des S. Rites.

De même: *Ignace Guarini* de la Soc. de Jesus, Examineur des Evêques, & Conseiller de la Congregation des S. Rites.

Soit imprimé. à Varsovie le 19. Octob. 1733.

STANISLAS HOSIUS, Evêque de Posnanie,
de sa propre main.

K.

MOTIFS VERITABLES.

Qui ont porté la Republique confederée, à rejeter la Pseudo-Election de Stanislas Leszczinsky, & à sauver la Liberté de la Patrie, par l'Election libre & desintéressée d'AUGUSTE III., Roy de Pologne, Grand Duc de Lithuanie &c.

Traduits du Polonois.

Quiconque est informé de ce qui s'est passé en Pologne, depuis le déplorable Decès d'AUGUSTE II., de glorieuse Memoire, ne sauroit manquer de convenir, que, par un effet honteux de la perversité du Siecle, toute Pieté, toute bonne Foy, tout Amour du bien public, tout

soin de la Liberté & félicité commune, avoient, pour ainsi dire, cessé de vivre dans le Ministère vicairé de ce Royaume. Par un Exemple, inoui depuis la fondation de notre Republique, l'Orgueil, l'Arrogance, & l'Avarice, toujours prêtes à sacrifier le Salut public à des intérêts particuliers, avoient pris la place de ces sentimens, dans les Cœurs des plus puissans d'entre ceux, qui étoient chargez des soins de l'Interegne.

C'est de ces Sources corrompuës, que ne pouvoit manquer d'emaner le premier de nos malheurs, c'est à dire, l'oppression de l'ancienne Liberté, & de l'Egalité de la Noblesse. Quoique les Loix de la Republique, établie sur l'égalité, nous defendent de nous arroger aucune Autorité, les uns sur les autres, la Maison de Potocki, se prevalant de son pouvoir, & soutenuë de ses adherens, avoit entrepris de diriger toutes les Deliberations publiques, selon ses vûes privées. Elle donnoit cours, par là, à un bouleversement total des Loix fondamentales de la Republique, fondées principalement sur le maintien du *Liberum Veto*; base unique & incontestable de la félicité, & de la Liberté, dont nous jouissions.

C'est de ces mêmes Sources, que nous avons vû deriver, en dernier lieu, la Violence, avec laquelle on a taché de nous imposer un Roy odieux, dans la personne de Stanislas Leszczinsky, notoirement exclus, non seulement par les Loix
de

de la Patrie, & par des Constitutions expressees, mais aussi par des Traitez d'Alliances, qui subsistent entre la Republique, & des Puissances voisines.

Il seroit trop long, de detailler en cet endroit, tous les Artifices, que cette faction fatale a employez, pour eluder & enfreindre la Liberté de l'Election d'un Roy, & pour dresser les Batteries, qu'elle étoit resoluë de faire jouer.

La très vicieuse Confederation, menagée par le Primat du Royaume, dès le commencement de l'Interegne, & au tems de la Diète de Convocation (Diète, uniquement destinée par les Loix, à determiner le tems de l'Election,) est une preuve manifeste de cette verité. Afin d'eluder, & de frauder les Droits, & la Liberté du Royaume, combien de Suffrages n'y a-t-on pas achetez au poids de l'or françois? Combien n'en a-t-on pas extorqué par des menaces, & par force? De quelle voye defenduë ne s'est on pas servi, pour induire un Peuple libre, à prêter un serment, conçu en termes très artificieux, & qui devoit nous engager, à n'elire qu'un Roy Piasse, & tel, que la même Confederation; aussi captieuse & frauduleuse, elle même, que son serment; trouveroit bon d'obtruder à la Nation?

L'Artifice, & la fraude, dont le Primat se servoit, pour entrainer les Etats de la Republique, étoient palpables. Non seulement il força ceux de l'Etat Seculier, à prêter serment sur les Articles de la Confederation, quoiqu'ils ne les eus-

sent jamais approuvez: Mais il contraignit aussi des Evêques, d'abjurer l'Autorité & les Prerogatives, que les Loix leur accordent, desorte que, le Primat trouvant à propos, de nommer, en depit des Loix, & de la Patrie, quelcun des Candidats, ces Evêques, malgré les anciennes Constitutions, qui leur donnent, en des cas pareils, le même droit qu'à lui, n'eussent pas la Liberté d'obvier aux malheurs de la Republique, & de sauver la Patrie & sa Liberté, en nommant, à leur tour, un autre Roy, plus convenable, & plus utile au bien du Royaume.

Cet artificie devient encore plus evident, quand on considere, que le dit Prelat, après avoir promis de ne pas nommer de Roy, qui ne fut élu, d'un consentement unanime, & *nemine contradicente*, par tout le Peuple Electeur, avoit omis à dessein, dans le formulaire du serment, qu'il prêta luy même, cette clause si salutaire, & qui sert de base, & de seureté à toute Election libre, tandis qu'il exigeoit des Evêques, de jurer, qu'ils n'empieteroient pas sur le Droit Primatial, ny ne nommeroient aucun Candidat, en cas qu'il se fit une Scission dans la Republique, quoique les Loix, comme il a été dit, leur en donnent le pouvoir.

C'est par ces sortes de moyens, que le turbulent Primat, & ses Amis, & Alliez, ont aplani à Stanislas Leszczinski, la voye, qui devoit le conduire au Trône. Afin de luy donner, à cette voye, une apparence de solidité, il leur a plu
d'abu-

d'abuser du lien le plus sacré, qui puisse lier les mortels; Savoir du serment. Mais, quel serment? Un serment *forcé, illusoire, ou subreptice, & temeraire*. Il étoit *forcé*, parce qu'il est notoire, qu'on contraignit grand nombre de Citoyens de la Republique, de l'un & de l'autre Ordre, de le preter, en les menaçant de la mort, & de la privation de leurs biens, de leur honneur, & de leurs Charges. Il étoit *illusoire, ou subreptice*, parce qu'il se rapportoit aux articles de la Confederation, qui n'avoient été rien moins que generalement approuvez par tous les Etats de la Republique. Il étoit *temeraire*, parce qu'on induisoit ceux qui le pretoient, à invoquer frivolement le nom du Tout-puissant, en jurant des choses contraires aux Loix, & préjudiciables à la Liberté de la Republique, & à tout Candidat, qui eut pu convenir à la Patrie, & être élu paisiblement, librement, sans frustrer le Peuple Electeur de la Liberté de se donner un Roy, selon son bon plaisir.

Il y eut des esprits assez eclairez, pour comprendre l'enormité d'une Action si frauduleuse, & si préjudiciable à la Liberté, & assez genereux, pour tenter de soutenir les immunités de la Republique; Ils ne manquerent pas, en s'opposant au torrent de cette faction aussi pernicieuse, que supérieure en nombre, & en signant l'Instrument de la Confederation, d'ajouter à leurs Signatures, toutes sortes de Clauses, & Precautions, par les quelles il declaroient, que l'appro-

bation du dit serment frivole, & forcé, devoit être renvoyée à l'Assemblée generale des Palatinats & Districts, au Champ d'Election.

Mais, que pouvoit cette demarche, quoique très legale, contre la vehemence de ceux, qui meprisoient & maitrisoient hautement les Loix? Quand le tems de l'Election fut venu, la prevaricante & corrompüe Primatie du Royaume, n'eut aucun égard à toutes ces contradictions. Le Prelat ne fit aucune Attention aux Instructions de plusieurs Nonces, dans les quelles des Districts, & des Palatinats, s'étoient ouvertement declarez contre Stanislas Leszczinsky. On eut beau alleguer les raisons les plus fortes; Les Puissances voisines eurent beau declarer, qu'elles empecheroient, en tout cas, les Armes à la main, qu'un Client de la France, qu'un ancien Allié des Suedois & des Turcs, fut elevé au Trône, tout cela fut traité de bagatelle. On n'ajouta pas de foy aux Relations, qui nous venoient de l'approche de l'Armée Ruffienne, qui s'avançoit cependant à grands pas, pour satisfaire à l'engagement de la Cour de Ruffie, chargée de la Garantie des Loix, par les quelles la Republique avoit, cy devant, bridé l'Ambition illegitime, & les attentats de Stanislas Leszczinski, cette faction obstinée, & ennemie du repos de la Chretienné, abusa même de son pouvoir (Qui pourra le croire?) jusqu'à donner une explication toute contraire à une lettre, que l'Imperatrice de
Rus-

Russie écrivoit à la Republique, pour luy faire des Représentations très amiables & très salutaires, & dont la Lecture fut interrompue par tant de bruit, & de cris concertez, qu'il n'y eut pas moyen d'en comprendre le véritable sens.

Quantité de Senateurs, & de Gentilshommes; des Districts même, & des Palatinats entiers, ne manquerent pas, de protester, & de se manifester, en deplorant le sort de la Republique, contre une infraction si ouverte des Loix, de l'Election libre, des Traitez faits avec les voisins, & de la paix interne & externe du Royaume; Tous ces genereux Patriotes, se plaignant d'un procedé si detestable & si rempli de violence & de fraude, ne furent point ecoutez, & se virent obliger par là, à transferer les Deliberations publiques dans un endroit plus seur & plus libre. Car la partie prédominante de la Republique, en tirannisant ses freres, avoit si peu d'egard aux Loix, aux Coutumes anciennement reçues, & à la Liberté d'un Royaume electif, qu'au mepris des Droits de la Patrie, elle refusa, d'entendre dans le Champ electoral, les Ministres des Puissances étrangères, & les Propositions des Candidats, qui aspiroient, comme Stanislas Leszczinsky, à la Couronne, afin d'empêcher le Peuple electeur, de prendre connoissance du bien, ou du mal qui en eut pu arriver à la Republique, de juger du plus, ou du moins de merite des differents Candidats, & d'avisser aux mesures les plus convenables.

Fina-

Finalement, cette même faction, foulant aux pieds tous les droits les plus sacrez de la Liberté, & tous ceux de l'équité & de l'égalité de la Noblesse, & s'arrogant un pouvoir absolu sur les Concitoyens, poussa son aveuglement, jusqu'à proceder, le 12. Sept. dernier, à la Proclamation de Stanislas Leszczinsky, quoiqu'il y eut actuellement une Scission dans la Republique. Ce fut alors, que parut au grand jour l'effet des machinations, tramées jusques là, en faveur du parti François, sans faire la moindre attention à cette partie de la Republique, qui se trouvoit d'un sentiment opposé. On proclama Stanislas Leszczinsky, né, à la verité, au sein de la Nation, & Patriote Polonois; mais banni, par les raisons cy deffous, par des Constitutions expressees; déclaré Ennemi de la Patrie; & incapable d'être admis au gouvernail de l'Etat, sans une contravention manifeste aux Traitez, qui subsistent entre la Republique & ses Amis voisins.

Rien n'est plus averé, que ce que nous venons d'avancer. La Constitution de Lublin, de l'an 1703., la Confederation de Sendomir, en 1704., pleinement confirmée en 1710., par le Congrès general, ou grand Conseil, de Varsovie, sont fort claires la dessus. Il y eut même une circonstance notable à cette confirmation de la Confederation, & qui donne une juste idée du Caractere de notre Celsissime Primat; Il etoit present à cet acte, étant alors
Evê.

Evêque de Culm, & il prêta, en présence de tous les Ordres de la République, un serment solennel, qui déclaroit, ce même Stanislas Leszczinsky, que S. A. prône tant aujourd'hui, un *Usurpateur, obtrudé à la Republ., par les Suedois, & à jamais incapable, & inhabile, de prétendre à la Couronne de Pologne.*

D'ailleurs, le Traitté de Varsovie, ratifié par la Constitution de l'an 1717., en parlant de l'Amnistie à accorder à Stanislas Leszczinsky, & à ceux qui l'avoient suivi hors du Royaume, dit positivement, qu' *à moins que ces Seditieux, notez du Crime de perduellion, ne rentrassent dans leur devoir, dans l'espace de trois Mois, ils seroient dechus des Droits de la Liberté commune;* Et c'est pourquoi la République, dans la même Constitution, confirmée in toto, par celle de 1718., s'est expressément réservé, de faire exécuter à leur égard, en cas qu'ils persistassent dans leurs noires erreurs, les peines dictées par les Loix, anciennement faites contre les Criminels de Leze Majesté.

On soumet au jugement equitable de tout l'Univers, & au juste ressentiment de la Republ., de quel front le même Primat, après avoir (en vertu de nos droits, & du serment même de la Diète de Convocation) éloigné du Champ électoral, & de l'Élection Royale, quiconque se trouvoit chargé de quelque arrêt, ou condamnation juridiques; de quel front, dis je, il a pu oser tenter d'obtruder au Royaume

de Pol., en dépit des Loix antérieures, ce même Stanislas Leszczinsky, chargé d'affaires notoirement criminelles & capitales; publiquement reconnu, cy devant, allié d'un ennemi de la Patrie, & usurpateur d'un Trône d'autrui; solennellement condamné, comme tel, en tant de différentes Assemblées de la Republ., par tant de Constitutions reiterées; pros crit, & exclus de tous les benefices attachez à la Liberté commune de la Patrie? Voila cependant, ce que le Primat a eu l'imprudence d'entreprendre. Et, afin de mettre le comble à ses iniquitez, & la dernière main à l'inversion totale de nos droits & coutumes, il ne s'est pas contenté de briguer la Couronne pour Stanislas Leszczinsky; il l'a même fait venir, durant la Diète d'Élection, à Varsovie, & l'a fait aller, qui plus est, au Champ d'Élection, dans l'esperance de donner, par sa présence, d'autant plus de poids à leurs cabales communes, non obstant que les Loix defendent severement à tout Candidat du Trône, de se trouver luy même dans l'endroit, ou il s'agit de l'Élection d'un Roy.

C'est par ces attentats (tous allant à la destruction de la Liberté, de la Dignité, des Loix, & de la Seureté de la Patrie) que le trop imperieux Vicariat du Royaume, a, de propos delibéré, jetté la Republ., dans des dangers presque insurmontables. Ce sont eux aussi, qui ont porté la Republ. présentement confederée, composée de tant de milliers de Nobles

Nobles contredifants, à recourir, fuivant les Exemples, que leurs Ancêtres leur ont donnez dans des Conjonctures pareilles, aux moyens les plus propres à retablir la tranquillité publique, à relever & revendiquer la Liberté terraffée, & à reparer fur tout, la breche, qui vient d'être faite à ce qui en eft la bafe, c'eft a dire, à l'Election libre des Rois.

Ce font ces puiffans motifs, qui ont fait agir cette même partie lefée & opprimée de la Republique. Le lieu ordinaire du champ Electoral, devenu l'opprobre, & l'ecueil de la Liberté, ne retentiffant que de massacres, d'injures, & de tout ce qui pouvoit fèrvir à forcer la Liberté des bons Patriotes, les derniers Confederéz, apres s'estre pourvù à tems, & fèlon l'ufage reçu, de Manifestations & Proteftations formelles, & voulant eviter l'occasion de quelque combat de Pharfale, ont pris le parti, de transporter les Deliberations publiques dans un lieu moins gené, & moins perilleux, à l'autre bord de la Viftule.

C'eft là, ou, à l'abri du tumulte & des perfecutions, ils fe font donné le tems de deliberer plus meurement : C'eft là, ou, fècondé du Tout puiffant, après avoir reaffumé leurs Confeils, & furmonté les perils, la tyrannie, & les hoftilitez de la faction contraire, ils font enfin convenus d'une nouvelle Election, comme de l'unique moyen, pour faire revivre les Privileges mourans de la Liberté, & pour corriger l'erreur de ceux de leurs frères, qui (malgré les Loix les

Y 2

plus

plus claires, & malgré la volonté de tant de Concitoyens, tout aussi libres, & dans le même degré d'égalité, qu'eux) s'étoient arrogé l'autorité, de donner un Roi à tout le Corps de la Noblesse.

Le jour de cette nouvelle Election fut fixe, au 5. d'Octobre de l'année presente, c'est à dire, avant l'expiration du terme de six Semaines, prescrit par les Loix, à la tenue des Diètes d'Election; terme, que les Destructeurs des Loix s'étoient temerairement, & precipitement, avisé d'abreger.

Cependant, cette Republ. confederée, avant d'exécuter sa resolution, ne manqua pas, de tenter tous les expédiens possibles, pour se rassembler dans l'endroit, ou les Diètes d'Election ont coutume de se tenir ordinairement, entre Varsovie, & Vola: Mais, les autres aiant, dès le 16. Sept. rompu le pont, que les Loix, & l'Usage, (pour faciliter la Commodité des vivres, & la Correspondence entre les Districts, & les Palatinats) ordonnent d'entretenir sur la Vistule, durant les 6. Semaines, destinées à la durée de toute Diète d'Election; aiant continué, qui plus est, d'exercer les hostilités les plus cruelles; & aiant empêché par là, les nouveaux Confederez, de passer la Riviere, ceux cy, aiant considéré d'ailleurs, que ce n'est pas l'endroit, mais l'union des Sentiments, qui décide de la validité d'une Election, & se conformant à plusieurs exemples antérieurs,

ont

ont enfin pris le seul parti, qui leur restoit, pour sauver leurs droits, & leur Liberté.

Guidée & inspirée par la Grace divine (le très illustre & très Reverend Stanislas Hosius, Evêque de Posnanie, accompagné d'une foule d'illustres Senateurs, & de Ministres du Royaume, s'étant dignement acquitté de la Nomination, & le très illustre Poninsky, Instigateur de la Couronne, dirigeant, & recueillant les suffrages de l'Ordre Equestre) cette partie confederée de la Republ., ne visant qu'au maintien de l'ancienne Liberté, des Immunités, & des Droits de la Patrie, a élu, dans les Champs de Kamien, sans fouler aux pieds, comme dans la Pseudo-Election de Varsovie, le *Jus vetandi*, mais aiant, par trois fois reiterées, recueilli les voix des Districts & des Palatinats assemblez, elle a, dis je, élu & proclamé librement, unanimement, *nemine contradicente*, & avec un applaudissement general de toute l'Assemblée, le Serenissime FREDERIC AUGUSTE, *Prince Royal de Pol., Electeur de Saxe &c.* sous le nom d'AUGUSTE III., *Roi de Pol., Grand Duc de Lith. & Maître de toutes les Provinces annexées.*

A ces causes, & comme les Etats de la Republ. confederée, en choisissant ce Prince, si renommé par sa Piété, par sa Justice, par sa Valeur, & par sa Magnanimité, l'ont constitué Tuteur, & Vangeur de leurs droits, ils se sont en même tems engagez, par le très sacré lien d'une Confede-

ration, à le défendre & maintenir sur le Trône, & à immoler jusqu' à leurs biens, leur sang, & leurs vies, pour marquer la fidélité de leur attachement à la foy, au nouveau Roi, & à la Loi, & ont de plus, commis la Direction de leur Confédération generale, au susmentionné très illustre Instigateur de la Couronne, qui, en qualité de Gentilhomme de la grande Pologne, s'est si heureusement acquis, à la Diète d' Election, des devoirs d'un Directeur & d'un Marechal de l'Ordre equestre.

Les Raisons suivantes. ont porté la Republ. Confederée, à vouer sa veneration, & ses suffrages à ce digne Prince, preferablement à tout autre Candidat.

1.) Avant toutes choses, son zele sincere & constant, pour l'Orthodoxie de la Religion Catholique Romaine.

2.) Les Caracteres distinctifs de ses Vertus heroiques; La Splendeur de son Auguste naissance, derivant, par plus d'un endroit, de la glorieuse tige des Jagellons, & le faisant regarder (ne fut il pas même, fils d'un Roy de Pologne) comme un Protecteur né, de la Liberté Polonoise, & comme un illustre Piafle, qui merite la veneration de tous les Compatriotes impartiaux.

3.) Ce qui a fortement parlé pour ce Prince, c'est, qu'il est connu, que le Roi, son Pere & son precepteur, luy a enseigné cet art merveilleux, de regner avec affabilité, liberalité, & clemence, & de savoir eviter tout ce qui peut blesser les Loix & les Instituts d'une Nation libre, ou affliger des Sujets fidèles

4.) Ce qui luy a concilié particulièrement les Cœurs du peuple Electeur, & la voix du public, ce sont les Propositions, également avantageuses à la Liberté, à la gloire, &
à la

à la feureté de toute la Republique, qu'il a plu à fa bonté genereufe, de faire préfenter, pas fes très illuftres & très excellents Miniftres Plenipotentiaires, à la Republique afsemblée dans le Champ electoral.

5.) Ce qui n'a pas moins contribué, à luy gagner les Suffrages & l'affection du même Peuple electeur, c'est que la confideration & l'amitié, que le nouvel élu s'est acquifés, parmi les Puiffances limitrophes, doit faire efperer à la Republ., que, fous un tel Monarque, elle pourra compter de vivre en paix, & en bonne intelligence, avec tous fes voifins.

6.) Ce qui a achevé de le rendre recommandable, & de faciliter fon Election, c'est que ce Prince, outre fa valeur personnelle, eft en état de fecourir la République, contre quiconque pourroit ofer luy faire la guerre; deforte que nous fommes affeurez d'un puiffant fecours de fa part, toutes les fois que nous nous trouverons dans la neceffité de luy en demander, & que ce fecours ne nous incommodera pas plus long tems, que nous ne l'aggréerons, puis qu'il fe retirera du Royaume, dès que nous ne voudrons plus nous en fervir.

En un mot, notre Roi élu eft tel, en tout fens, & la Républ. fe trouve dans une Situation fi epineufe & fi embarraffante, qu'elle n'a pu elire, que luy, & qu'il n'y a que luy, qui la puiſſe fecourir, en retabliffant, par luy même, nos Libertez & nos Droits opprimez; en les foutenant contre ceux, qui les battent en ruine; en faiffant refleurir parmi nous la tranquillité; & en rendant à notre Siecle la paix & le repos tant defirez.

Voila

Voila les veritables & justes raisons , qui nous font regarder Stanislas Leszczinsky, comme un Usurpateur violent & injuste de ce Royaume, & qui ont porté le Peuple Electeur, à se detourner de luy, pour élire le Serenissime & tres puissant Prince, *Frederic Auguste, Prince Royal de Pologne, & Electeur de Saxe.*

Les Ordres confederez de la Republique, nous le repetons, l'ont nouvellement proclamé, & élu, dans le Champ Electoral, près de Kamien, par de suffrages libres & unanimes, & avec un applaudissement universel & fidele sous le titre d'*Auguste III., Roy de Pologne, Grand Duc de Lithuanie, & Maitre de toutes les provinces appartenantes.* Les mêmes Ordres confederez se sont engagés, à soutenir & defendre Sa Majesté, & leurs anciennes Libertez, au risque de leur fortune, de leurs vies, & de tout ce qu'ils ont de plus pretieux.

C'est à quoi ils se devouent encore, par cette tres sainte Promesse; & c'est ce que leur zele les porte à declarer, & à manifester, aux yeux de tout l'Univers Chrétien. a Varf. ce --- Dec. 1733.

(L. S.)

Antoine Louis Poninsky, Marechal
de l'Electon, & de la Confederation
generale.

